

UNIVERSITÉ DU QUÉBEC À MONTRÉAL

**LA POLITIQUE ÉTRANGÈRE IRANIENNE VIS-À-VIS DES ARABES SHIITES:
UNE ANALYSE RÉALISTE NÉOCLASSIQUE**

**MÉMOIRE
PRÉSENTÉ
COMME EXIGENCE PARTIELLE
DE LA MAÎTRISE EN SCIENCE POLITIQUE**

**PAR
SAM RAZAVI**

MAI 2009

UNIVERSITÉ DU QUÉBEC À MONTRÉAL
Service des bibliothèques

Avertissement

La diffusion de ce mémoire se fait dans le respect des droits de son auteur, qui a signé le formulaire *Autorisation de reproduire et de diffuser un travail de recherche de cycles supérieurs* (SDU-522 – Rév.01-2006). Cette autorisation stipule que «conformément à l'article 11 du Règlement no 8 des études de cycles supérieurs, [l'auteur] concède à l'Université du Québec à Montréal une licence non exclusive d'utilisation et de publication de la totalité ou d'une partie importante de [son] travail de recherche pour des fins pédagogiques et non commerciales. Plus précisément, [l'auteur] autorise l'Université du Québec à Montréal à reproduire, diffuser, prêter, distribuer ou vendre des copies de [son] travail de recherche à des fins non commerciales sur quelque support que ce soit, y compris l'Internet. Cette licence et cette autorisation n'entraînent pas une renonciation de [la] part [de l'auteur] à [ses] droits moraux ni à [ses] droits de propriété intellectuelle. Sauf entente contraire, [l'auteur] conserve la liberté de diffuser et de commercialiser ou non ce travail dont [il] possède un exemplaire.»

REMERCIEMENTS

Ce mémoire est le fruit de plusieurs mois de travail et n'aurait jamais vu le jour sans le soutien de plusieurs personnes. Je tiens à remercier mes co-directeurs, Dr. Sami Aoun et Dr. Stéphane Roussel, qui m'ont grandement aidé dans cette aventure. Je dois souligner leur incroyable patience étant donné la rapidité avec laquelle nous avons travaillé sur ce projet.

Merci à Jean-François Courtois et Marie-Chantal Locas pour leur soutien indéfectible. Les innombrables heures mises à corriger ce mémoire sont difficilement exprimables en quelques lignes, mais ils savent qu'ils ont ma gratitude.

Merci à Stefanie von Hlatky Udvarhelyi et Gaëlle Rivard Piché du Groupe d'Étude et de Recherche sur la Sécurité Internationale (GERSI) de l'Université de Montréal/Université McGill de m'avoir laissé présenter, ce qui deviendra le troisième chapitre de ce mémoire, au 6^{ème} colloque étudiant du GERSI (4 avril 2008). Dans le même ordre d'idées, merci au directeur du GERSI, Dr. Michel Fortmann pour ces constants encouragements.

Merci aux membres de la Chaire Raoul-Dandurand de l'UQÀM, particulièrement Frédérick Gagnon, Nicolas Riendeau et Julien Saada.

Un merci collectif aux membres de ma famille et à mes amis pour leur support. La liste serait trop longue, mais ils savent bien que sans leur amour je n'aurais jamais pu compléter ce mémoire et pour cela ils auront toujours mon affection.

Finalement, un merci spécial pour mon père, Dr. Aram Razavi, sans qui je n'aurais jamais pu rédiger ce mémoire. C'est donc à mon père que je dédie ce mémoire.

AVANT-PROPOS

Tout chercheur désirant travailler sur le Moyen-Orient sera inévitablement confronté aux questions de traduction et d'orthographe. Dans notre cas, nous avons standardisé certains mots, qui peuvent prendre différentes formes, afin de faciliter la lecture du mémoire. Par exemple, "shiite" s'écrira toujours de cette façon (vs. chiite, chi'ite, etc.). Par souci d'uniformisation et pour éviter toute confusion, cette règle s'appliquera aussi à certains noms propres qui, lorsque traduit du persan ou de l'arabe en latin, s'écrivent de plusieurs façons (ex. Ahmadinejad, Khameneï, Khomeiny, Nuri al-Maliki, etc.)

TABLE DES MATIÈRES

AVANT-PROPOS	III
RÉSUMÉ	VI
INTRODUCTION	1
CADRE THÉORIQUE	10
1.1. LE RÉALISME CLASSIQUE	11
1.2. LE RÉALISME NÉOCLASSIQUE	19
1.3. CRITIQUE À L'ÉGARD DU RÉALISME NÉOCLASSIQUE	26
1.4. CONCLUSION	38
LA PERCEPTION DES DIRIGEANTS IRANIENS	39
2.1 L'IRAN COMME PUISSANCE RÉGIONALE HISTORIQUE	40
2.2. L'ISLAM SHIITE	43
2.3. LA RÉVOLUTION DE 1979	50
2.4. LA GUERRE IRAN-IRAK (1980-1988)	59
2.5. CONCLUSION	64
LE PRAGMATISME DE LA POLITIQUE ÉTRANGÈRE IRANIENNE	66
3.1. LE TRIANGLE IRAN-ISRAËL-ÉTATS-UNIS (1981-1988)	69
3.2. LA PREMIÈRE GUERRE DU GOLFE PERSIQUE	72
3.3. L'ASIE CENTRALE POSTCOMMUNISTE	74
3.4. LE CONFLIT ARMÉNO-AZÉRI AU SUJET DU NAGORNY-KARABAKH	76
3.5. LA CRISE TCHÉTCHÈNE ET L'ALLIÉ RUSSE	77
3.6. L'AFGHANISTAN (1994-2007)	81
3.7. CONCLUSION	86
L'EMPOWERMENT DES ARABES SHIITES: LE LIBAN ET L'IRAK	88
4.1. LE PROCHE-ORIENT: ISRAËL, LE HEZBOLLAH ET LA PROJECTION D'INFLUENCE IRANIENNE	89
4.1.1. <i>La position anti-israélienne de la République Islamique</i>	91
4.1.2. <i>Qu'est ce que le Hezbollah?</i>	95
4.1.3. <i>Avantages stratégiques pour l'Iran de sa relation avec le Hezbollah</i>	97
4.1.4. <i>La guerre Israël-Hezbollah de l'été 2006</i>	99
4.2. L'IRAK POST-SADDAM: UN ALLIÉ POUR L'IRAN?	101
4.2.1. <i>L'héritage de la guerre Iran-Irak pour les dirigeants iraniens</i>	103
4.2.2. <i>L'opposition iranienne au projet irakien des États-Unis</i>	105
4.2.3. <i>L'influence iranienne chez les Irakiens shiites</i>	107
4.2.4. <i>Avantages stratégiques pour l'Iran</i>	118
4.3. CONCLUSION	121

CONCLUSION	123
BIBLIOGRAPHIE	129
CADRE THÉORIQUE.....	ERREUR ! SIGNET NON DÉFINI.
ÉTUDE DE CAS.....	ERREUR ! SIGNET NON DÉFINI.

RÉSUMÉ

Cela fait bientôt trois décennies que la population iranienne renversa la monarchie pro-occidentale de Mohammad Reza shah Pahlavi (1979). Une des conséquences inattendues de cette révolution sera la naissance de la République Islamique d'Iran; un État souvent qualifié de "révolutionnaire". Si l'on se fie aux néoconservateurs américains, depuis l'avènement de cette théocratie, les dirigeants iraniens mettent dorénavant de l'avant une politique étrangère réactionnaire "khomeyniste". Des charges facilement attribuables avec les récentes diatribes verbales du président iranien Mahmoud Ahmadinejad.

L'objectif de ce mémoire est donc d'analyser la politique étrangère iranienne afin de voir si elle doit être qualifiée de pragmatique ou d'idéologique.

Dans notre premier chapitre, nous verrons la théorie réaliste des relations internationales. Ainsi, nous analyserons de plus près les concepts comme l'anarchie du système, l'équilibre des puissances et le pragmatisme des dirigeants. Dans le même chapitre, nous étudierons l'apport des réalistes néoclassiques à ce champ d'étude, en nous concentrant sur un de leur apport: la question de la perception des dirigeants. Par conséquent, notre deuxième chapitre sera consacré à quatre facteurs qui affectent la perception des décideurs iraniens, soient l'histoire impériale de l'Iran, l'Islam chiite, les idéaux de la révolution de 1979 et les souvenirs de la guerre Iran-Irak (1980-1988). Dans notre troisième chapitre, en se concentrant sur six études de cas, nous verrons comment la République Islamique d'Iran réagit lorsqu'elle est confronté à faire un choix entre sauvegarde de l'intérêt national et respect de l'idéologie officielle. Dans notre dernier chapitre, nous appliquerons le même cadre théorique réaliste néoclassique à la politique étrangère iranienne, mais cette fois-ci vis-à-vis des Arabes chiites du Liban et d'Irak. Nous verrons alors comment Téhéran use de son influence au Liban (à travers le Hezbollah) et en Irak (grâce à la majorité chiite) pour en retirer des avantages stratégiques.

INTRODUCTION

L'histoire moderne de l'Iran est tumultueuse et se résume difficilement en quelques lignes. Sans aucun doute, un des événements les plus marquants pour le pays est la révolution de 1979. De ce soulèvement populaire est née la République Islamique d'Iran qui mit fin à la dynastie des Pahlavi (1925-1979) et au règne de son dernier roi – ou Shah – Mohammad Reza Pahlavi. De manière fort simplifiée, avec l'arrivée du nouveau régime révolutionnaire dirigé par l'Ayatollah Ruhollah Khomeiny (1902-1989), l'Iran troquait une monarchie laïque pro-occidentale pour une théocratie chiite révolutionnaire antioccidentale. Se dessine alors une décennie de politique étrangère révolutionnaire où tiers-mondisme, indépendance, anti-occidentalisme et Islam se mêlent pour donner naissance à l'une des premières théocraties des temps modernes.

L'Irak de Saddam Hussein (1979-2003) s'inquiète alors d'une contagion révolutionnaire chez ses citoyens chiites et s'en prend militairement à l'Iran, ce qui engendre une terrible guerre (1980-1988). Probablement envoûté par les idéaux révolutionnaires de la récente République Islamique, les dirigeants iraniens s'embourbent donc sur la scène internationale dans des intrigues à n'en plus finir, allant même jusqu'à supporter (sans aucun avantage) des mouvements indépendantistes extrêmement loin du territoire national iranien, comme le "Mouvement de Libération Polisario du Sahara occidentale". C'est dans le même ordre d'idées que l'Iran donnera naissance en 1982 au mouvement Hezbollah (le "Parti de Dieu") au Liban. Cette fois, la création de ce groupe constituera un avantage stratégique et politique pour l'Iran.

Cependant, avec la fin de la guerre Iran-Irak (1988) et suite à la mort de Khomeiny (1989), la phase jacobine de la révolution s'estompe et les dirigeants pragmatiques prennent désormais le pouvoir. L'Iran semble redevenir un État "normal", dans le sens réaliste du

terme, c'est-à-dire un État doté d'une politique étrangère pragmatique, rationnelle, calculée et centrée sur la défense de l'intérêt national.

Cependant et comme nous l'analyserons, les "néoconservateurs" s'entêtent à dire que certaines décisions politiques et stratégiques de l'Iran nous démontre le contraire. Nous essaierons donc de voir lorsque vient le temps de faire un choix entre idéologie et défense de l'intérêt national, l'Iran est enclin à choisir quelle option.

Depuis quelques années, l'Iran fait presque quotidiennement les manchettes internationales en raison de son programme nucléaire et des propos controversés du président Mahmoud Ahmadinejad. Nous avons maintenant droit à une pléthore d'articles de journaux, d'articles scientifiques et de livres sur toutes les facettes de l'Iran. Il est très facile de se perdre dans toute cette documentation. Toutefois, il est possible de discerner deux principales tendances dans la documentation sur le cas iranien.

Documentations "néoconservatrice". De l'autre côté, se situent les auteurs avec une vision plus idéologique de l'Iran. Ces derniers estiment que la République Islamique est menée par une "clique de mollahs fous" ("*a bunch of mad mullahs*")¹ avec une politique étrangère idéologiquement révolutionnaire et "islamiste". Pour ces chercheurs, l'Iran désire sincèrement "rayer Israël de la carte" et souhaite la destruction du "grand Satan américain". Il est à noter que ces auteurs sont souvent très proches du mouvement néoconservateur américain, de l'administration de George W. Bush (2001-2009) et de la droite israélienne. Pour cette raison, nous pouvons qualifier ces auteurs de "néoconservateurs". Aux États-Unis, on peut trouver leurs écrits dans les publications de forum consacrés à la politique étrangère américaine comme le *American Enterprise Institute* (AEI) ou le *Project for the New American Century* (PNAC); ceux spécialisés sur le Moyen-Orient comme le *Middle East Forum* (MEF), le *Saban Center for Middle East Policy* au *Brookings Institution* ou bien le *Washington Institute for Near East Policy* (WINEP) et dans les magazines comme *Commentary* ou le *Weekly Standard*. De même, en Israël, ils sont entre autres présents dans

¹ Voir sur le sujet, Beeman, William O., *The "Great Satan" vs. the "Mad Mullahs": How the United States and Iran Demonize Each Other* (Chicago: University Of Chicago Press, 2008)

les “think-tank” comme le *Jafee Center* et *Jerusalem Center for Public Affairs*². En plus d’avoir une conception apocalyptique du rôle de l’Iran sur la scène régionale et internationale, ils sont d’ardents défenseurs d’une intervention militaire américaine pour renverser le régime iranien. Mentionnons par exemple les travaux d’universitaires comme Fouad Ajami, Patrick Clawson et Michael Rubin, Michael Eisenstadt ou Kenneth Pollack³ et de journalistes comme David Brooks, Arthur Herman, Charles Krauthammer et Norman Podhoretz⁴.

Documentations “réalistes”. D’un côté, se trouvent les chercheurs que nous appellerons ici “réalistes”. Ces derniers perçoivent principalement l’Iran comme un État rationnel et calculateur et minimisent l’aspect idéologique de la République Islamique. Ces auteurs font souvent un parallèle entre la politique étrangère de l’Iran et celle de l’Union soviétique ou de la Chine maoïste; c’est-à-dire comme un pays prêt à mettre de côté l’aspect révolutionnaire de sa politique étrangère (ex. soutien à certains groupes terroristes, diatribes verbales, etc.) et avec qui l’Occident peut négocier. Pour ces auteurs, lorsque les dirigeants iraniens font face à un choix entre intérêt national et idéologie révolutionnaire, l’intérêt l’emporte à coup sûr. Parmi les chercheurs “réalistes” qui travaillent sur l’Iran, mentionnons entre autres Mohammed Ayoob, Nikolas Gvosdev, Dilip Hiro, Nikki Keddie, Vali Nasr, Trita Parsi et Ray Takeyh⁵. Il est intéressant de noter que la grande majorité des spécialistes français sur la

² Pour les sites Internet, voir: www.aei.org; www.newamericancentury.org; www.meforum.org; www.brookings.edu/; www.washingtoninstitute.org; www.commentarymagazine.com; www.weeklystandard.com; www.inss.org.il; www.jcpa.org

³ Ajami, Fouad, *The Foreigner's Gift: The Americans, the Arabs, and the Iraqis in Iraq* (New York: Free Press, 2007); Clawson, Patrick et Michael Rubin, *Eternal Iran: Continuity and Chaos* (New York: Palgrave, 2006), Clawson, Patrick et Michael Eisenstadt, « The Last Resort: Consequences of Preventive Military Action against Iran », *The Washington Institute for Near East Policy*, Policy Focus #84 (Juin 2008); Pollack, Kenneth, *The Persian Puzzle: The Conflict Between Iran and America* (New York: Random House, 2005)

⁴ Brooks, David, « As Israel Goes for Withdrawal, Its Enemies Go Berserk », *The New York Times*, 16 Juillet 2006; Krauthammer, Charles, « In Iran, Arming for Armageddon », *The Washington Post*, 16 Décembre 2005, du même auteur « The Holocaust Declaration », *The Washington Post*, 11 Avril 2008; Herman, Arthur, « Getting Serious About Iran: A Military Option », *Commentary* (Novembre 2006) pp. 28-32; Podhoretz, Norman, « The Case for Bombing Iran », *Commentary*, Juin 2007, pp. 17-23

⁵ Ayoob, Mohammed, *The Many Faces of Political Islam: Religion and Politics in the Muslim World* (Ann Arbor: University of Michigan Press, 2007); Gvosdev, Nikolas et Ray Takeyh, « Pragmatism in the Midst of Iranian Turmoil », *The Washington Quarterly*, vol. 27, no. 4, pp. 33–56; Keddie, Nikki,

question iranienne, comme Thierry Coville, Bernard Hourcade, Olivier Roy, Yann Richard et Julien Saada partagent aussi cette vision “réaliste” de l’Iran⁶.

Dans notre cas, étant donné que nous estimons que l’Iran post-khomeyniste a mis de côté son idéologie révolutionnaire en politique étrangère – sauf pour des fins de rhétoriques instrumentalisées – notre analyse sera plus proche de la vision des “réalistes”.

Robert Gilpin définit le concept de rationalité en affirmant que « les individus cherchent à maximiser, ou du moins satisfaire, certaines valeurs ou certains intérêts au coût le plus bas possible⁷ ». Appliqué à notre mémoire, notre question de recherche sera donc: « *Devons-nous caractériser la politique étrangère iranienne vis-à-vis des Arabes chiites de pragmatisme ou d'idéologique?* ».

Ce mémoire de maîtrise portera sur la politique étrangère de la République Islamique d’Iran après son passage au “pragmatisme”. Toutefois, vu l’ampleur du sujet, nous limiterons notre analyse dans le temps et dans l’espace. Nous concentrerons notre étude à la politique iranienne vis-à-vis des Arabes chiites et ce dans la période 2003-2008; simplement parce que 2003 est l’année de l’invasion américaine de l’Irak et du renversement de Saddam Hussein. En fait, cette intervention militaire est venue bouleverser fondamentalement l’équilibre des puissances (*balance of power*) dans la région moyen-orientale. Par ce geste (et sans trop le

Modern Iran. Roots and Results of Revolution (New Haven: Yale University Press, 2003); Hiro, Dilip, *The Iranian Labyrinth* (New York: Nation Books, 2005); Nasr, Vali, *The Shia Revival: How Conflicts within Islam Will Shape the Future* (New York: W. W. Norton, 2007); Parsi, Trita, *Treacherous Alliance: The Secret Dealings of Israel, Iran, and the United States* (New Haven: Yale University Press, 2007); Takeyh, Ray, *Hidden Iran: Paradox and Power in the Islamic Republic* (New York: Holt Paperbacks, 2007)

⁶ Thierry Coville, *Iran, la révolution invisible* (Paris: La Découverte, 2007); Bernard Hourcade, *Iran, nouvelles identités d'une république* (Paris: Belin, 2002); Roy, Olivier, *L'Islam mondialisé* (Paris: Seuil, 2002); Richard, Yann, *L'Iran. Naissance d'une république islamique* (Paris: De la Martinière, 2006); Saada, Julien, « La stratégie politique iranienne: idéologie ou pragmatisme? », *Revue internationale et stratégique*, no. 69 (2008), pp. 55-68. Sans être un expert de l’Iran en tant que tel, le journaliste Alexandre Adler peut aussi être inclus dans cette section, voir Adler, Alexandre, *Rendez-vous avec l'Islam* (Paris: Grasset et Fasquelle, 2005)

⁷ Gilpin, Robert G., *War and Change in International Politics* (Cambridge: Cambridge University Press, 1981), p. x

savoir), les États-Unis ont semé les germes d'une résurgence de l'Iran sur la scène régionale. Étant donné que l'on remarque un changement drastique dans la conduite de la politique étrangère iranienne durant cette période, il nous paraît plus intéressant de centrer notre étude à l'intérieur de cet intervalle.

La documentation traditionnelle portant sur la politique étrangère iranienne atténue (position "réaliste") ou exagère (position "néoconservatrice") l'influence de l'idéologie chez les dirigeants. Dans notre cas, nous pensons qu'il faut trouver une position mitoyenne dans ce débat et le cadre théorique réaliste néoclassique nous offre une opportunité d'unir trois éléments important pour y arriver. Il est nécessaire de faire une analyse équilibrée créant un lien logique entre "dirigeants", "idéologie" et "élaboration de la politique étrangère". À l'instar des réalistes néoclassiques (et des constructivistes), nous pensons que la perception des dirigeants façonne *l'élaboration* de la politique étrangère. Dès lors, il est important de considérer la pensée de l'élite au pouvoir à Téhéran depuis 1979 pour comprendre les agissements du pays sur la scène régionale. Ainsi, nous consacrons le deuxième chapitre aux quatre principales caractéristiques qui façonnent la perception de l'élite dirigeantes de la République Islamique:

- *L'Iran comme puissance historique.* Les dirigeants iraniens (et même la population en général), peu importe leurs convictions politico-religieuses, considèrent l'Iran comme ayant une obligation historique d'être la puissance régionale. Ils estiment que l'Iran est parfaitement en droit d'étendre son influence dans la région du grand Moyen-Orient.
- *Le Shiisme.* Depuis l'avènement de la République Islamique, le Shiisme est devenu une pierre angulaire dans la politique étrangère du régime iranien, ce dernier affirmant haut et fort qu'il agit au nom de l'Islam. Dès lors, nous ferons une analyse du rôle que joue l'Islam shiite chez les dirigeants iraniens et dans quelle mesure cela se reflète dans l'élaboration de la politique étrangère.

- *Les idéaux de la révolution de 1979.* Comme Robert Jervis l'explique⁸, il y a des événements qui marquent fondamentalement les dirigeants d'un État et affectent fortement leurs politiques étrangères. C'est pourquoi nous nous attarderons aussi sur les grands préceptes issus de la révolution de 1979 (indépendance, anti-américanisme, Islam, etc.), afin de mieux comprendre certains agissements de Téhéran sur la scène régionale et internationale.
- *La guerre Iran-Irak (1980-1988).* Outre une grande révolution, Jervis explique que dans le même ouvrage, seule une "grande guerre" peut marquer autant la perception des dirigeants. Tel que nous le verrons, la très longue guerre Iran-Irak (1980-1988) affecte encore aujourd'hui les cercles décisionnels iraniens, surtout parmi les militaires. Il est possible ici aussi de faire un parallèle avec l'URSS, où sans aucun doute, on peut dire que les dirigeants soviétiques ont été affectés par la Révolution bolchévique (1917) et la Seconde Guerre mondiale (1939-1945).

Après avoir présenté les quatre variables qui affectent la perception des dirigeants iraniens, nous analyserons empiriquement la politique étrangère du pays. Nous séparerons cette étude empirique en deux.

Premièrement, pour lier notre approche théorique réaliste néoclassique à notre étude de cas, nous présenterons un aperçu de la politique étrangère iranienne dans son environnement régional pour tenter de démontrer si l'Iran fait preuve de pragmatisme, rationalisme et prudence. Nous nous concentrerons sur quelques situations précises: l'achat d'armements israéliens et américains (dans les années 1980); la première guerre du Golfe persique (1990-91), la création des nouveaux États d'Asie centrale (1991), le conflit arméno-azéri (1990-1991), la crise tchéchène (1994-2008) et l'Afghanistan contrôlé par les Talibans (1994-2001) et ensuite par les Américains (2001-2008).

⁸ Jervis, Robert, *Perception and Misperception in International Politics* (Princeton: Princeton University Press, 1976)

Deuxièmement, nous abordons en détails la politique de la République Islamique d'Iran vis-à-vis des Arabes de confession musulmane chiite au Liban et en Irak.

- *Le Liban.* Il se trouve une importante minorité de Chiites au Liban (environ 35%) et Téhéran utilise cette situation comme levier d'influence dans ce pays relativement loin de ses frontières. Pour y arriver, l'Iran créa au début des années 1980 un "protégé" au pays du cèdre: le Hezbollah; un groupe composé d'une branche armée et, depuis 1989, d'un bras politique. Par cette association privilégiée, l'Iran augmente de façon drastique son influence dans la région de la Méditerranée orientale et devient du même coup un des plus importants acteurs du Moyen-Orient.
- *L'Irak.* La majorité de la population irakienne est arabe chiite (60%). Cependant, tout au long du 20^{ème} siècle, le pouvoir central resta entre les mains de la minorité arabe sunnite (20%). Toutefois, avec l'intervention de 2003 et l'implantation d'une semi-démocratie représentative, les Américains ont propulsé les Chiites au pouvoir, changeant drastiquement l'équilibre régional. Dès lors, l'Iran profite de cette nouvelle situation avantageuse pour accroître son influence politique, économique, militaire et culturelle chez le voisin irakien.

C'est ici que certains facteurs comme l'idéologie révolutionnaire ou les liens tissés entre les différentes communautés chiites au Moyen-Orient vont entrer en compte dans l'analyse. C'est-à-dire que les mollahs au pouvoir à Téhéran, connaissant bien les sociétés et les populations chiites du Moyen-Orient, vont utiliser cet avantage pour en faire profiter l'État iranien. Cette situation découle de ce que les réalistes appellent "l'intériorisation" de l'État national. Peu importe quelle faction prend le pouvoir, ils finissent toujours par s'identifier à l'État-Nation qu'ils dirigent et finissent par adopter une position pragmatique.

C'est pourquoi nous jugeons qu'un cadre théorique réaliste néoclassique nous offre la meilleure possibilité de lier 1) les préceptes théoriques réalistes, 2) la perception des dirigeants et 3) l'analyse de politique étrangère pour arriver à 4) une conclusion qui tente de démontrer le pragmatisme de la politique étrangère iranienne.

Ce mémoire est donc une analyse théorique et empirique. Nous appliquons un cadre théorique réaliste néoclassique au cas empirique de la politique étrangère iranienne.

Dans la première partie de notre cadre théorique, nous résumons les grands préceptes du réalisme classique (ex. la nature anarchique du système international, l'État rationnel comme unité d'analyse, l'État et la quête de puissance, l'équilibre de la puissance et la question de l'intérêt national). Puis nous présenterons des différents aspects du réalisme néoclassique. Par exemple, nous voyons en quoi cette approche est une continuité du réalisme classique et quels sont ses emprunts et ses rejets du néoréalisme. Nous distinguons ensuite les principaux apports du réalisme néoclassique à l'étude de la politique étrangère. Du coup, nous analysons la question de la "puissance matérielle relative" et de la "puissance étatique" ainsi que l'importance accordée à la perception des dirigeants. De même, nous examinons les critiques émises à l'encontre du réalisme néoclassique par les réalistes classiques (ex. sur les nouvelles variables utilisées dans l'analyse), les constructivistes conventionnels (ex. sur la définition ce qu'est "l'intérêt national" des États) et les libéraux classiques (ex. sur l'influence du lien entre démocratie et la paix). Finalement, nous faisons une analyse réaliste néoclassique de la politique étrangère iranienne dans le "grand Moyen-Orient" et ensuite vis-à-vis des Arabes chiites du Liban et de l'Irak.

Réitérons que ce mémoire cherche à démontrer *le pragmatisme de la politique étrangère iranienne*, aspect que nous considérons comme la pierre angulaire de notre analyse. Mais la question est de savoir de quelle façon nous allons prouver cette rationalité.

Pour y arriver, nous tenterons simplement de voir si les agissements de l'Iran, au Moyen-Orient en général et vis-à-vis des Arabes chiites en particulier, sont motivés par l'idéologie de la République Islamique ou par un calcul coûts-bénéfices. Bref, nous essayerons de démontrer que les idéaux révolutionnaires des dirigeants à Téhéran (ex. Islam politique, anti-occidentalisme, anti-américanisme, antisionisme, indépendance scientifique, etc.) sont simplement instrumentalisés pour aider le pays à tirer des avantages politiques, économiques, militaires et bien d'autres.

Pour valider notre analyse, nous regardons (dans les limites du possible) le plus grands nombre d'étude de cas où l'Iran post-1989 a dû faire un choix entre idéologie et défense de l'intérêt national. C'est-à-dire que l'Iran, à plusieurs reprises, a dû faire un choix simple et précis: A) supporter des groupes musulman "radicaux" au détriment des intérêts iraniens; B) rester muet et ne pas les soutenir afin de tirer divers avantages stratégiques pour l'État iranien ou C) les soutenir pour des avantages stratégiques.

Tel que les "néoconservateurs" le crient haut et fort, l'Iran soutient tout de même certain groupe pouvant être qualifié "d'extrémistes", comme le Hezbollah libanais ou le "Brigade Badr" en Irak (même si nous sommes quelque peu sceptique à les qualifier "d'extrémistes"). C'est pourquoi nous tenterons, dans cette deuxième partie, de voir et de comprendre si le support offert à ces groupes vient du fait que l'État iranien tire plus d'avantages militaires, sécuritaires, économiques et politiques ou si c'est en raison d'une idéologie révolutionnaire.

Afin d'analyser la perception des dirigeants iraniens, tel que Robert Jervis propose de faire, nous étudierons les déclarations d'importants membres de l'élite dirigeantes iraniennes, qu'ils soient des technocrates, des religieux ou des militaires. De cette façon, nous serons en mesure de mieux comprendre les idées derrière leurs agissements politiques. Tel que mentionné préalablement, depuis quelques années, l'Iran fait souvent les manchettes et le chercheur ne manque de déclarations de la part des gouvernants iraniens. De plus, nous aurons recours à des monographies (articles et livres) qui traite précisément de la question de la perception des dirigeants iraniens⁹.

⁹ Pour deux exemple de monographies spécialisées sur la perception des dirigeants iraniens, voir Amuzegar, Jahangir, « The Ahmadinejad Era: Preparing for the Apocalypse », *Journal of International Affairs*, vol. 60, no. 2, (Printemps/Été 2007) p. 35-53 et Sadjadpour, Karim, *Reading Khamenei: The World View of Iran's Most Powerful Leader* (Washington D.C.: Carnegie Endowment for International Peace, 2008)

CHAPITRE 1

CADRE THÉORIQUE

Le réalisme politique prend ses racines dans les riches travaux d'historiens, de philosophes, de diplomates et de politologues depuis Thucydide (5^{ème} siècle av. J.C.) à nos jours. Mais peut-on parler d'un seul réalisme politique? Un débat houleux entoure cette question depuis plusieurs années. En effet, si le réalisme a été dominant dans l'étude des relations internationales pour la majeure partie du 20^{ème} siècle, il fut, depuis les années 1980 défié par les adeptes de différentes écoles théoriques. Aussi, en plus de l'opposition traditionnelle des marxistes et des libéraux, un "divorce" à l'intérieur même de l'école réaliste s'est produit avec l'apparition du néoréalisme, également appelé réalisme systémique ou réalisme structurel, de Kenneth Waltz¹⁰. De surcroît, une nouvelle école théorique s'est développée avec dynamisme dans les années 1990: l'école constructiviste. Dès lors, après trois décennies (1950, 1960, 1970) d'incontestable domination dans le domaine des relations internationales, le réalisme classique s'est retrouvé sur la défensive. Toutefois, durant les années 1990, l'école réaliste a su démontrer, avec l'arrivée du réalisme néoclassique, sa richesse en s'adaptant à ces nouveaux défis. Par la suite, nous expliquerons pourquoi le réalisme néoclassique nous semble être la meilleure école théorique pour analyser la politique étrangère des États.

Dans notre première partie, nous identifierons donc les grands préceptes du réalisme classique, c'est-à-dire 1) la nature anarchique du système international, 2) l'État comme principal acteur rationnel en relations internationales, 3) la question de la recherche de la

¹⁰ L'ouvrage de référence des néoréalistes est celui de Waltz, Kenneth, *Theory of International Politics* (New York: Random House, 1979)

puissance, 4) la théorie de l'équilibre des puissances et 5) l'intérêt national. Dans un deuxième temps, nous identifierons les apports du réalisme néoclassique à l'analyse de la politique étrangère. Nous analyserons donc les variables de puissance matérielle relative, puissance étatique et l'importance de la perception des dirigeants. Troisièmement, nous discuterons des critiques formulées à l'égard du réalisme néoclassique, qu'elles viennent des réalistes classiques, des constructivistes ou des libéraux.

1.1. Le Réalisme Classique

Comme mentionné préalablement, la littérature réaliste est très diverse et s'étend sur plusieurs siècles. Quelles sont donc les présuppositions pouvant unir Thucydide (5^{ème} siècle av. J.C.), Machiavel (1469-1527), le Cardinal Richelieu (1585-1642), Thomas Hobbes (1588-1679), Carl von Clausewitz (1780-1831), Otto von Bismarck (1815-1898), Hans Morgenthau (1904-1980), E. H. Carr (1892-1982), George Kennan (1904-2005) et Henry Kissinger (né 1923)?

William C. Wohlforth expose les trois principaux piliers de l'école réaliste¹¹. Commençons d'abord par ce qu'il appelle le "regroupement" (*Groupism*). Pour l'auteur, l'Homme fut historiquement contraint de se regrouper afin de survivre et les réalistes estiment qu'aujourd'hui, l'État-Nation est le groupe le plus important pour l'étude des relations internationales. La deuxième colonne du réalisme politique serait l'égoïsme: « poussé à faire un choix entre le bien collectif et l'intérêt personnel, l'Homme préfère souvent l'égoïsme à l'altruisme¹² ». La dernière présupposition accorde une place centrale au pouvoir (*Power-centrism*) dans l'étude de la politique. La politique humaine « [...] a toujours été marquée par de grandes inégalités de pouvoir dans les deux sens du terme: [que ce soit] le *contrôle* (certains groupes et individus ont toujours eu plus d'influence sur la politique), [ou la

¹¹ Wohlforth, William C., « Realism and Foreign Policy », dans Steve Smith, Amelia Hadfield and Tim Dunne, dirs. *Foreign Policy. Theories, Actors, Cases* (Oxford: Oxford University Press, 2008), p. 32-33

¹² *Ibid.*, p. 32

question] des *ressources* (certains groupes et individus sont dotés de moyens matériels disproportionnés pour obtenir ce qu'ils désirent)¹³.

Maintenant que nous avons une idée de certains des “traits d’unions” qui relient les théoriciens réalistes, regardons les grands enseignements qu’ils ont apportés à l’étude des relations internationales.

La nature anarchique du système international. En ce qui a trait aux théories des Relations Internationales, les réalistes se sont essentiellement intéressée aux comportements des États-Nations “puissants” du monde post-Westphalien de 1648 à nos jours. Mentionnons à titre d’exemple les ouvrages d’Henry Kissinger et son classique *Diplomacy*¹⁴ ou celui de Paul Kennedy, *The Rise and Fall of Great Powers*¹⁵.

Les réalistes accordent une grande importance ontologique au système international. C’est pourquoi la clé de voute de tous les réalistes classiques, néoréalistes ou réalistes néoclassiques est “l’anarchie du système international”. Comme l’explique Alex Macleod: « Toutes les prémisses du réalisme [...] découlent de ce postulat. Cela ne veut pas dire que les réalistes classiques ne s’intéressent pas à ce qui se passe à l’intérieur des États, mais plutôt que la politique internationale évolue dans une situation très différente de la politique intérieure, celle de l’anarchie¹⁶ ».

Pour l’école réaliste, cette nature anarchique du système international n’est que le reflet et l’extension de la nature hobbesienne de l’être humain. Ainsi, si la politique est caractérisée par les trois piliers nommés préalablement (regroupement, égoïsme et pouvoir), celle-ci sera alors « probablement conflictuelle, car n’importe quel État peut recourir à la force pour

¹³ *Ibid.*, p. 32-33, [italique dans l’original]

¹⁴ Kissinger, Henry, *Diplomacy* (New York: Simon & Shuster, 1994)

¹⁵ Kennedy, Paul, *The Rise and Fall of the Great Powers* (New York: Vintage, 1989)

¹⁶ Macleod, Alex, « Le réalisme classique », dans Alex Macleod et Dan O’Meara, dirs., *Théories des Relations Internationales. Contestations et Résistances* (Montréal: Édition Athéna, 2007), p. 42

obtenir ce qu'il désire¹⁷ ». Bref, dans le système anarchique, c'est chacun pour soi: « aucun État ne sacrifierait ses intérêts (mettre en danger sa sécurité, miner son bien-être, parier sur son futur) dans le but de servir une plus grande communauté¹⁸ ». Ce constat réaliste découle principalement de la reconnaissance qu'avec l'absence d'un "gouvernement mondial" ou d'une force supérieure pouvant être coercitive avec les États, l'anarchie est la seule nature possible pour le système mondial. Par ailleurs, « selon cette perspective, l'anarchie rend impossible une confiance totale entre les États, quand bien même seraient-ils tous dotés de prétentions modestes¹⁹ ». C'est de cette même observation que découle l'impératif pour les États de s'armer, car ils n'ont aucune garantie pour leur sécurité. Pour Frankel, tous les États sont sans exception « inquiets pour leur sécurité et les changements constants de puissance relative au sein du système international de même que l'absence d'autorité centrale font en sorte qu'il est impossible pour eux de se sentir en sécurité. [Mais] ils savent néanmoins une chose: un État avec plus de puissance est plus en sécurité qu'un État avec moins de puissance²⁰ ». On comprend donc que, pour les réalistes, cette idée d'anarchie est centrale

L'État rationnel comme unité d'analyse. Les réalistes affirment que les États sont souverains puisqu'il n'y a aucune instance supérieure pour les gouverner. Ainsi, ils sont les principales "unités" du système international. Selon les réalistes, l'État « demeure l'ultime référence et arbitre de la sécurité [et] ce "domaine réservé" s'avère encore pertinent [et] l'État maintient son monopole sur l'utilisation de la force²¹ ». Les relations entre États constituent pour eux plus qu'une simple compétition au niveau des capacités matérielles. Pour les réalistes de toutes variantes, un État ne cherche pas seulement à se positionner par rapport à son voisin, mais aussi par rapport au système dans son ensemble. Les États ont donc une propension

¹⁷ Wohlforth, William C., « Realism and Foreign Policy », op. cit., p. 34

¹⁸ Frankel, Benjamin, « Restating the Realist Case: An Introduction », dans Benjamin Frankel, dir., *Realism: Restatement and Renewal* (Portland: Frank Cass, 1996) p. xv

¹⁹ Guzzini, Stefano et Sten Rynning, « Réalisme et analyse de politique étrangère », dans Frédéric Charillon, dir., *Politique Étrangère: Nouveaux Regards* (Paris: Presse de Science Po, 2002), p. 43

²⁰ Frankel, Benjamin, « Restating the Realist Case: An Introduction », op. cit., p. xviii

²¹ David, Charles-Philippe, *La guerre et la paix: Approches contemporaines de la sécurité et de la stratégie* (Paris : Presses de Sciences Po, 2006), p. 72

naturelle à vouloir devenir plus puissants et à vouloir influencer leur milieu²². Par conséquent, la position qu'occupe un État dans le système international est déterminante et c'est à ce niveau que devrait débiter l'analyse de sa politique étrangère.

Ensuite, pour les réalistes classiques, les États sont tous et toujours des acteurs rationnels. Cette conception de rationalité est centrée sur le précepte que les États vont constamment faire un calcul coûts-bénéfices avant de poser une action en politique étrangère. Dès lors, si les bénéfices supplantent les coûts, l'action sera mise en œuvre. Robert Gilpin définit le concept de rationalité en affirmant que « les individus cherchent à maximiser, ou du moins satisfaire, certaines valeurs ou certains intérêts au coût le plus bas possible²³ ». Cependant, rationalité n'est pas nécessairement synonyme de succès. Étant donné que l'information n'est pas toujours disponible ou exacte (ex. sur la puissance des autres États), les États peuvent faire des erreurs.

Pour E. H. Carr, même les idéologies “idéalistes” ou “utopistes” ne sont que des façades pour cacher une rationalité et un calcul stratégique. Ainsi, dans *The Twenty Years' Crisis*, il écrit:

Pour les réalistes, “l'égalité des Hommes” est l'idéologie des défavorisés cherchant à s'élever au niveau des privilégiés; “l'indivisibilité de la paix”, celle des États particulièrement exposés à d'éventuelles attaques qui estiment qu'une attaque dirigée contre eux est une préoccupation des États mieux placés; “l'inconvenance des États souverains”, celle des Puissances qui considèrent la souveraineté des autres comme une barrière à leur position prédominante²⁴.

²² Batistella, Dario, « L'intérêt national. Une notion, trois discours », dans Frédéric Charillon, dir., *Politique Étrangère: Nouveaux Regards* (Paris: Presse de Science Po, 2002), p. 143-147

²³ Gilpin, Robert G., *War and Change in International Politics* (Cambridge: Cambridge University Press, 1981), p. x

²⁴ Carr, E.H., *The Twenty Years' Crisis. An Introduction to the Study of International Relations* (Hampshire: Palgrave, 2001 [1980]), p. 13

Pour reprendre les termes d'un historien réaliste sur l'insignifiance de la nature des régimes politiques quand vient le temps d'analyser leurs politiques étrangères: « il y eu des empires sans guerre et des guerres sans empire²⁵ ».

Il est cependant important de noter que les réalistes néoclassiques enrichissent quelque peu le concept de rationalité en ajoutant la variable de la perception des dirigeants dans leur approche, c'est-à-dire qu'une élite dirigeante peut percevoir un danger qui n'est pas réellement présent ou, au contraire, mal calculer les coûts reliés à une action qui finalement s'avère plus chère qu'envisagée. Nous y reviendrons.

L'État et la quête de puissance. Qu'est ce que la puissance? C'est une question qui peut paraître abstraite, mais qui fait partie intégrante de la théorie réaliste: « les relations interétatiques sont avant tout des rapports fondés sur la puissance, et principalement la puissance militaire²⁶ ». Pour Hans J. Morgenthau, un des pères fondateurs du réalisme politique moderne, « la politique internationale, comme toute politique, est un combat pour la puissance. Peu importe le but ultime [...], la puissance est toujours le but immédiat²⁷ ». Tout en affirmant que tous les États – sans exception – adoptent la politique de la puissance, Morgenthau élargie sa définition de puissance en précisant qu'il y a trois types de politique étrangère: 1) la “politique du statu quo” où un État ne cherche qu'à conserver sa puissance, 2) une “politique impérialiste” où l'État veut évidemment augmenter sa puissance et 3) une “politique de prestige” où l'État cherche à afficher sa puissance²⁸. En somme, pour les réalistes, la quête ou le désir de puissance est, « comme le péché originel, peu attrayant, déplorable, regrettable, mais inéluctable²⁹ ».

²⁵ Kagan, Donald, *On the Origins of War and the Preservation of Peace* (New York: Random House, 1995), p. 6

²⁶ Macleod, Alex, « Le réalisme classique », op. cit., p. 45

²⁷ Morgenthau, Hans J. (révisé par Thompson and Clinton), *Politics Among Nations. The Struggle for Power and Peace* (New York: McGraw Hill, 7^{ème} édition, 2006), p. 29

²⁸ *Ibid.*, p. 50-96 (ce sont les chapitres 4, 5 et 6); voir aussi Guzzini, Stefano et Sten Rynning, « Réalisme et analyse de politique étrangère », op. cit., p. 42

²⁹ Kagan, Donald, *On the Origins of War and the Preservation of Peace*, op. cit., p. 7

L'évidence est frappante: si tous les États poursuivent la puissance comme but ultime et que le système international est anarchique, des conflits apparaîtront évidemment. C'est en partie de cette façon que les réalistes expliquent les conflits armés et du même souffle, la raison pour laquelle les États s'arment. Selon John J. Mearsheimer, « plus l'avantage militaire d'un État par rapport aux autres États est grand, plus il sera en sécurité³⁰ ». En effet, dans un système anarchique « [...] n'importe quel État peut recourir à la force pour obtenir ce qu'il désire, ainsi les États vont tenter de se prémunir contre la possibilité qu'un autre acquiert les moyens nécessaires pour les contraindre à agir selon sa volonté ou même les éliminer³¹ ».

Équilibre de la puissance. Les réalistes sont fidèles de ce qu'ils appellent "l'équilibre des puissances" (*Balance of Power*). Cette théorie stipule que « l'équilibre des puissances serait un moyen pour permettre aux États d'assurer leur survie et le maintien de l'ordre et de la stabilité du système international; donc une situation de paix relative³² ». Pour y arriver, les États acceptent des alliances afin de promouvoir (ou de maintenir) leurs intérêts au niveau régional ou global. D'ailleurs, le livre préalablement mentionné, *Diplomacy*, est un parfait exemple de cette perception réaliste des choses.

Les réalistes se sont beaucoup penchés sur la "Politique des Grandes Puissances" (*Great Powers Politics*). Dès lors, il était certain que la question nucléaire allait faire surface dans leurs études, surtout lorsqu'elles traitent de la Guerre froide (1947-1989). Si deux puissances possèdent l'arme nucléaire, il survient une situation de symétrie où les deux parties en question sont de force égale. En cas d'attaque, il ne peut qu'y avoir destruction mutuelle (*Mutual Assured Destruction, MAD*). En d'autres mots, les deux belligérants mettent en œuvre un perpétuel "bluff". Soutenue par un ennemi potentiel, cette menace produit un

³⁰ Mearsheimer, John J., « The False Promise of International Institutions », *International Security*, vol. 19, no. 3, (Hiver, 1994-1995), p. 11-12; l'auteur reprend cette idée de nécessité pour l'État de s'armer afin de prévenir une éventuelle attaque dans un autre article, « Better to Be Godzilla than Bambi », *Foreign Policy*, Janvier/Février 2005, p.47-48

³¹ Wohlforth, William C., « Realism and Foreign Policy », op. cit., p. 36

³² Macleod, Alex, « Le réalisme classique », op. cit., p. 48

“équilibre de la terreur”. Ce qui veut dire que chaque État est tellement effrayé qu’il n’est alors nul besoin d’aller plus loin³³.

Toutefois, si un État, contrairement à ses voisins, détient une force de frappe atomique, le potentiel nucléaire est un moyen de dissuasion “à sens unique”³⁴. Comme nous le verrons plus tard, c’est une notion très importante pour comprendre le programme nucléaire iranien.

L’intérêt national. Le concept “d’intérêt national” est une autre source de débat entre et à l’intérieur des différentes écoles théoriques. Du côté des réalistes, on définit principalement l’intérêt national en termes de puissance. Ainsi, pour assurer leur sécurité, les États doivent être en mesure de rivaliser au niveau militaire avec leurs voisins. Pour ces auteurs, l’intérêt national est de maintenir la puissance de l’État afin de survivre dans un système international anarchique. Pour Chantal Robichaud: « L’intérêt national implique avant tout une analyse rationnelle des moyens de la puissance, qu’ils soient économiques, technologiques, politiques ou militaires. La quête de ces moyens est réalisée dans le but d’assurer le maintien de la nation et la souveraineté de celle-ci³⁵ ».

Dans son classique du réalisme politique, *Politics Among Nations* (1948), Morgenthau dévoile dès le premier chapitre ce qu’il considère être les six principes du réalisme politique. Le deuxième principe est que « la principale indication aidant le réalisme politique à trouver sa voie à travers le domaine de la politique internationale est le concept d’intérêt national défini en termes de puissance³⁶ ». Ironiquement, on constate que la politique étrangère

³³ Walzer, Michael, *Guerres justes et injustes*, (Paris: Édition Belin, 1999), p. 364

³⁴ Pour plus de détails sur le principe de dissuasion nucléaire, voir Morgenthau, Hans J. (révisé par Thompson and Clinton), *Politics Among Nations*, op. cit., p. 135. Sur “l’équilibre de la terreur” et la “destruction mutuelle assurée”, voir *Ibid*, p. 423

³⁵ Robichaud, Chantal, « Intérêt national », dans Macleod, Alex, Évelyne Dufault et Guillaume Dufour, dirs., *Relations Internationales: Théories et concepts* (Montréal: Éditions Athéna, 2002) p.85

³⁶ Morgenthau, Hans J. (révisé par Thompson and Clinton), *Politics Among Nations*, op. cit., p. 3-36

américaine n'a traditionnellement pas été "réaliste" et centrée sur la défense de cet intérêt³⁷. En effet, au grand dam de Morgenthau, la politique étrangère des États-Unis a souvent été teintée d'interventionnisme avec une définition très "idéaliste" de l'intérêt national. Il n'est donc pas surprenant que ce réaliste se soit prononcé contre la plupart des interventions américaines à l'étranger (ex. Baie des Cochons ou Viêt-Nam), car elles multipliaient inutilement le nombre d'ennemis de ce pays³⁸. Comme nous le verrons plus tard, pour les réalistes néoclassiques, l'intérêt national n'est pas une notion immuable et peut changer en fonction des élites dirigeantes et de leurs perceptions, une perche qu'ils ont tendue aux constructivistes.

Séparation Interne-Externe. En matière d'analyse de politique étrangère, les réalistes classiques estiment que la politique interne ne joue pas un rôle crucial. Ce n'est pas que les facteurs internes n'affectent pas la politique étrangère des États, mais plutôt qu'ils les affectent moins que les pressions externes venant du système anarchique. Bref, « à quel degré est-ce que la politique de l'État X est une réponse aux pressions externes par opposition à celles émanant de l'intérieur?³⁹ ». Pour l'école réaliste classique, il ne fait aucun doute que les pressions externes sont beaucoup plus importantes sur la politique étrangère des États: « les pressions de la compétition [internationale] pèsent plus que les préférences idéologiques ou les pressions de la politique interne⁴⁰ ». C'est donc la raison pour laquelle beaucoup de ces auteurs évacuent la plupart des notions de politique interne dans leurs analyses. Cependant, comme nous le verrons dans la partie suivante, le réalisme néoclassique réfute cette position tranchée et accepte d'introduire *certaines* variables issues de la politique interne.

³⁷ Il y a tout de même certaines présidences qui ont eu une politique étrangère très réaliste, comme celle de Théodore Roosevelt (1901-1909). Pour plus une comparaison entre la politique réaliste de ce président et celle de "l'idéaliste" Woodrow Wilson, voir, Kissinger, Henry, *Diplomacy*, op. cit., p. 29-55. Alex Macleod mentionne aussi que les présidences de Richard Nixon (1969-1974) et celle de George Bush père (1989-1993) furent "très réaliste". Surtout celle de Nixon, car elle était grandement influencé par son Conseiller à la Sécurité Nationale et Secrétaire d'État, Henry Kissinger; Macleod, Alex, « Le réalisme classique », op. cit., p. 40

³⁸ *Ibid.*, p. 51 et Wohlforth, William C., « Realism and Foreign Policy », op. cit., p. 42

³⁹ Wohlforth, William C., « Realism and Foreign Policy », op. cit., p. 36

⁴⁰ Waltz, Kenneth, « A Response to my Critics », dans Robert Keohane, *Neorealism and its Critics* (New York: Columbia University Press, 1986), p. 329

1.2. Le Réalisme Néoclassique

Le réalisme néoclassique fait son apparition au début des années 1990 et attire beaucoup de jeunes chercheurs qui espèrent revigorer le réalisme classique. Avec la fin de la Guerre froide et la popularité croissante des approches néoréaliste et constructiviste, les réalistes néoclassiques voulaient, sans revenir à l'époque de Morgenthau et Carr, renouveler ce qu'ils considèrent être la richesse du réalisme. Les auteurs traditionnels de cette approche sont Thomas Christensen, Randall Schweller, Jack Snyder, William C. Wohlforth et Fareed Zakaria⁴¹. Les grands thèmes de l'approche réaliste néoclassique seront réunis et expliqués par Gideon Rose dans un article souvent présenté comme "le manifeste du réalisme néoclassique"⁴². Regardons quelles sont les principales idées de cette approche.

Continuité avec le réalisme classique. Tout d'abord, signalons que les réalistes néoclassiques ne sont pas en rupture totale avec leurs prédécesseurs classiques. Bien au contraire, ils adhèrent à l'important concept d'anarchie du système international et admettent que la politique étrangère d'un État est principalement conduite par la position qu'il occupe au sein du système international⁴³. Les réalistes néoclassiques s'accordent sur l'essentiel des thèmes traditionnels de l'ontologie réaliste, « notamment sur l'idée de l'État comme acteur principal du système, sur la nature fondamentalement conflictuelle des relations interétatiques, sur la place centrale qu'il fallait accorder au concept de puissance et sur l'importance de la notion

⁴¹ Christensen, Thomas J., *Useful Adversaries: Grand Strategy, Domestic Mobilization, and Sino-American Conflict, 1947-1958* (Princeton: Princeton University Press, 1996); Schweller, Randall, *Deadly Imbalances: Tripolarity and Hitler's Strategy of World Conquest* (New York: Columbia University Press, 1998); Snyder, Jack, *Myths of Empire: Domestic Politics and International Ambition* (Ithaca NY: Cornell University Press, 1991); Wohlforth, William C., *The Elusive Balance: Power and Perceptions During the Cold War* (Ithaca, NY: Cornell University Press, 1993); Zakaria, Fareed, *From Wealth to Power. The Unusual Origins of America's World Role* (Princeton: Princeton University Press, 1998)

⁴² Rose, Gideon, « Neoclassical Realism and Theories of Foreign Policy », *World Politics*, vol. 51, no. 1 (Octobre 1998), pp. 144-172.

⁴³ *Ibid*, p. 145

d'intérêts⁴⁴ ». Pour paraphraser Fareed Zakaria dans un article phare du réalisme néoclassique: « Les conséquences du système international résultent d'innombrables interactions entre une myriade d'acteurs et sont compliquées par les forces du système comme la polarité et l'avancement technologique. Incertitude, mauvaises perceptions et conséquences fortuites caractérisent le système anarchique⁴⁵ ». Bref, maintenant que nous avons vu les liens unissant réalistes classiques et néoclassiques, il est intéressant de voir les points où ils divergent.

Les principaux thèmes. Guzzini et Rynning résumant l'hypothèse générale du réalisme néoclassique comme suit: « les États sont en quête d'influence, ils examinent la façon donc les décideurs répondent aux configurations de puissance et mobilisent dans cette perspective les ressources et le soutien nécessaires sur le front domestique⁴⁶ ». L'approche néoclassique estime que, malgré les pressions issues du système anarchique, les pressions internes peuvent parfois être plus influentes sur la politique étrangère. En accordant une place sérieuse aux facteurs internes (ex. structures étatiques, régimes politique, perception des dirigeants, etc.), les réalistes néoclassiques ambitionnent donc de rectifier ce qu'ils considèrent être un déséquilibre dans le réalisme classique. Cependant, notons que les réalistes néoclassiques, contrairement à leurs précurseurs classiques, ne veulent pas élaborer une théorie des relations internationales, mais bien une théorie de politique étrangère (*Foreign Policy Analysis*). En d'autres termes, les réalistes néoclassiques acceptent de prendre en considération les facteurs spécifiques d'une situation donnée afin de produire une explication plus complète de politique étrangère. Pour Frédérick Gagnon: « il n'existe pas de lien parfait et direct entre l'environnement international et les États faisant en sorte que les dirigeants politiques

⁴⁴ Macleod, Alex, « Le réalisme classique », op. cit., p. 53

⁴⁵ Zakaria, Fareed, « Realism and Domestic Politics: A Review Essay », *International Security*, vol. 17, no. 1, (Été 1992), p. 188

⁴⁶ Guzzini, Stefano et Sten Rynning, « Réalisme et analyse de politique étrangère », op. cit., p. 54

répondent de façon mécanique ou automatique aux incitations et aux contraintes imposées par le système international⁴⁷ ».

Emprunt et rejet du néoréalisme. Alex Macleod nous dit que pour « les réalistes classiques, le système existait par l'interaction entre ces acteurs, il était la somme, les résultats, de ces interactions. Pour les néoréalistes le système est un tout en soi, qui est qualitativement autre chose que la simple somme de ces parties constituantes⁴⁸ ». De leur côté, les réalistes néoclassiques estiment qu'il est rendu presque impossible de renier les contributions du néoréalisme, surtout en ce qui a trait à la structure du système internationale. Selon Fareed Zakaria, « Les futures recherches [réalistes] doivent construire sur les différents ajouts de *Myths of Empire*⁴⁹, mais doivent aussi se baser sur des explications internes qui tiennent compte des pressions systémiques⁵⁰ ».

D'un côté, les réalistes néoclassiques empruntent la notion de pression systémique aux néoréalistes, mais de l'autre ils réfutent la notion d'équilibre des puissances. En effet, pour les néoréalistes, tous les États ont tendance à s'allier afin de contrer les visées des États qui leur semblent dangereux. C'est ce qu'ils appellent le *bandwagoning*⁵¹. Si l'on se fie au réaliste néoclassique Randall Schweller, le *bandwagoning* est, pour les néoréalistes, l'idée que tous les États ont comme volonté principale de rétablir l'équilibre des puissances et de

⁴⁷ Gagnon, Frédéric, *La politique antidrogue des États-Unis dans la région andine (1989-2001): Une explication réaliste néoclassique*, Mémoire de maîtrise, (Montréal: Université du Québec à Montréal, 2004), p. 89

⁴⁸ Macleod, Alex, « Le réalisme classique », op. cit., p. 54

⁴⁹ C'est un des ouvrages classiques du réalisme néoclassique que nous avons mentionné préalablement, Snyder, Jack, *Myths of Empire: Domestic Politics and International Ambition* (Ithaca NY: Cornell University Press, 1991)

⁵⁰ Zakaria, Fareed, « Realism and Domestic Politics: A Review Essay », op. cit., p. 178

⁵¹ Pour des questions d'esthétique littéraire, il nous semble préférable de conserver l'expression anglaise de "*bandwagoning*" plutôt que de la traduire en français par la moins percutante expression "suivisme"

conforter leur propre sécurité⁵². Selon cette définition, le *bandwagoning* consiste à se ranger du côté de la menace. Pour Schweller, il faut élargir cette conception du *bandwagoning* afin de vraiment comprendre pourquoi les États optent bien plus souvent pour cette option: « le but de l'équilibrage [*balancing*] découle de l'instinct de survie et de la protection de ses acquis, tandis que le *bandwagoning* vise l'expansion [*self-extension*]: obtenir des valeurs convoitées. Ainsi, l'équilibrage répond au désir d'éviter les pertes alors que le *bandwagoning* se présente comme une occasion de faire des gains⁵³ ».

En somme, après avoir vu les grands thèmes du réalisme néoclassique, ses emprunts et ses rejets du réalisme classique et du néoréalisme, regardons maintenant ses apports à l'étude de la politique étrangère.

Les apports du réalisme néoclassique. Gideon Rose identifie une constante et deux principales variables autour desquelles est centrée l'approche réaliste néoclassique. La "puissance matérielle relative" (*Relative Material Power*) est la constante tandis que les deux variables sont la "puissance étatique" (*the strength of a country's state apparatus*) et la "perception des dirigeants" (*Decision-makers' perceptions*)⁵⁴. Analysons de plus près ces trois points.

La constante: la puissance matérielle relative. On se rappelle que pour le réalisme classique, la puissance est calculée principalement selon les capacités matérielles, principalement militaires, d'un État. Les réalistes néoclassiques diffèrent quelque peu et soutiennent que: « la politique étrangère d'un État est principalement déterminée par sa place dans le système international et spécifiquement par ses capacités en termes de puissance matérielle relative⁵⁵ ». Tout en affirmant que « l'impact de ces capacités sur la politique étrangère est indirect et complexe, parce que des pressions systémiques doivent être traduites par des

⁵² Randall Schweller, « Bandwagoning for profit: Bringing the Revisionist State Back In », *International Security*, vol.19, n°1 (1994), p. 72.

⁵³ *Ibid.*, p. 74

⁵⁴ Rose, Gideon, « Neoclassical Realism and Theories of Foreign Policy », op. cit., p. 144-172

⁵⁵ *Ibid.*, p. 146

variables intervenantes au niveau d'unité »⁵⁶, ils estiment que ce concept de puissance matérielle relative est le paramètre central de la politique étrangère de tous les États. C'est d'ailleurs ce précepte qui pousse les réalistes néoclassiques à promouvoir une approche impliquant une minutieuse compréhension des liens qui unissent puissance et politique. C'est pourquoi l'approche néoclassique accepte d'introduire deux principales variables au niveau unitaire (puissance étatique et perception) qui permettent de mieux comprendre les contextes spécifiques dans lesquels une politique étrangère est formulée et mise en œuvre⁵⁷.

De surcroît, les réalistes néoclassiques apportent une nuance à la définition de puissance proposée par les classiques. Pour eux, un État ne recherche pas uniquement à projeter sa puissance matérielle et/ou militaire, mais peut simplement vouloir *influencer* son environnement (i.e. le système international). Pour eux, la projection d'influence (que l'on définira ici comme « l'opportunité qui s'offrent aux États de mettre en œuvre leurs préférences, peu importe la nature de ces préférences⁵⁸ ») est aussi une démonstration de puissance. En d'autres termes, il n'est pas nécessaire pour un État de s'étendre (ex. attaques militaires, annexion de territoires, etc.) pour projeter sa puissance. Dans son classique du réalisme néoclassique, Fareed Zakaria écrit que : « l'expansion peut certainement impliquer l'impérialisme [comme la définition de Morgenthau], mais signifie généralement l'adoption d'une politique étrangère plus activiste qui va d'une plus grande attention prêtée aux événements internationaux, à une augmentation des délégations diplomatiques jusqu'à la participation à la diplomatie de grandes puissances⁵⁹ ». Un excellent exemple serait la Chine et sa politique étrangère des dernières années. Sans avoir attaqué, envahi ou annexé de pays, Beijing a mis en œuvre une politique étrangère très active, notamment avec le développement de son programme militaire, avec d'importants investissements en Afrique et en Amérique

⁵⁶ *Ibid.*, p. 145

⁵⁷ *Ibid.*, p. 146

⁵⁸ Telhami, Shibley, « Kenneth Waltz, Neorealism and Foreign Policy », *Security Studies*, vol 11, no 3 (Printemps 2002), p. 160

⁵⁹ Zakaria, Fareed, *From Wealth to Power*, op. cit., p. 5: L'exemple que nous donne Zakaria est ce lui de la politique étrangère des années 1970s de l'Union des Républiques Socialistes Soviétiques (URSS). Il affirme que sans envahir ou annexer de pays en Afrique ou en Asie Centrale, l'URSS s'est affirmée sur la scène internationale et a réussi à influencer sur la politique à l'échelle planétaire.

latine et avec le soutien politique accordé à certains de ses alliés (ex. Birmanie, Corée du Nord, Iran, Zimbabwe) dans les institutions internationales comme l'Organisation de Coopération de Shanghai (OCS) ou l'Organisation des Nations Unies (ONU)⁶⁰.

Première variable: la puissance étatique. Pour les réalistes classiques, la puissance nationale définie en termes matériels est le plus important facteur pour comprendre la politique étrangère des États. Toutefois, pour les réalistes néoclassiques, « la politique étrangère n'est pas faite par l'ensemble de la nation, mais bien par le gouvernement. Conséquemment, ce qui importe c'est la puissance de l'État et non la puissance nationale⁶¹ ». En d'autres termes, même si les capacités forment les intentions (*capabilities shapes intentions*), l'approche néoclassique estime que la "puissance étatique", soit la portion de la puissance nationale que le gouvernement et les décideurs peuvent soutirer pour arriver à leurs fins, est aussi un facteur de premier plan dans l'analyse de la politique étrangère. Par le fait même, il faut prendre en considération la structure, la portée et les capacités d'un État dans une telle analyse⁶². C'est en grande partie la thèse de Fareed Zakaria dans son classique du réalisme néoclassique, *From Wealth to Power. The Unusual Origins of America's World Role*. L'auteur explique que même si les États-Unis avaient la puissance matérielle – armée nationale solide, puissante marine, grande population, économie prospère, richesse en ressources naturelles sur le territoire nationale – durant la période allant de 1853 à 1898, les dirigeants américains ne sont pas parvenus à rassembler ces capacités pour mettre en place une politique expansionniste. Pourquoi? Et bien, parce que « cette puissance nationale dormait sous un État faible, décentralisé, diffus et divisé⁶³ ». L'idée est qu'il faut prendre en considération la structure étatique d'un État pour mieux comprendre ses agissements sur la

⁶⁰ Pour une bonne idée de la politique étrangère active de la Chine, voir Ikenberry, John, « The Rise of China and the Future of the West », *Foreign Affairs*, vol 87, no 1 (Janvier/Février 2008) p. 23-37 et Kleine-Ahlbrandt, Stephanie et Andrew Small, « China's New Dictatorship Diplomacy », *Foreign Affairs*, vol 87, no 1, (Janvier/Février 2008) p. 38-56. Pour l'influence de la Chine en Afrique, voir Michel, Serge « When China Met Africa », *Foreign Policy*, Mai/Juin 2008, p. 38-46; Gilboy George J. et Eric Heginbotham, « The Latin Americanization of China? », *Current History*, Septembre 2004, p. 256-261

⁶¹ Zakaria, Fareed, *From Wealth to Power*, op. cit., p. 9

⁶² *Ibid.*, p. 9

⁶³ *Ibid.*, p. 10

scène internationale. En définitive, si les États-Unis de la seconde moitié du 19^{ème} siècle étaient une puissante nation avec un faible État, nous pouvons utiliser l'étude de la "puissance étatique" pour arriver à des conclusions différentes. Comme nous le verrons, en ce début de 21^{ème}, l'Iran peut être considéré comme une nation puissante (selon les normes régionales) avec un État fort (conséquence de la colossale centralisation du pouvoir).

Deuxième variable: la perception des dirigeants. Même si la plupart des théoriciens rationalistes (réalistes, libéraux et leurs variantes "néo") refusent d'accorder de l'importance à la perception des dirigeants pour analyser la politique étrangère des États, les réalistes néoclassiques ont quant à eux tendu une perche à cet incontournable apport du constructivisme. C'est effectivement un des principaux points de différenciation entre, réalistes classiques et néoréalistes d'un côté et réalistes néoclassiques et constructivistes de l'autre. Comme le fait remarquer Aaron Friedberg, « même s'ils reconnaissent la difficulté de mesurer la puissance, quand vient le temps d'expliquer comment les dirigeants travaillent, les réalistes classiques semblent perdre tout intérêt et se dirigent vers des sujets plus dociles⁶⁴ ».

Sur la question de la perception des dirigeants, les réalistes néoclassiques suivent les traces de Robert Jervis et son livre-référence *Perception and Misperception in International Politics*⁶⁵ (1976). La thèse principale de Robert Jervis tourne autour de son rebutage de la rationalité des acteurs politiques, surtout de la thèse réaliste de rationalité des États. Il écrivait, au moment de l'apogée du réalisme classique: « c'est en partie parce que la plupart des chercheurs en relations internationales [lire les réalistes] n'ont prêté aucune attention à la psychologie qu'ils n'ont pas reconnu l'importance de la perception⁶⁶ ». Dans son ouvrage, Jervis offre une pléthore de raisons et de facteurs pouvant intervenir dans la perception d'une élite dirigeante. Pour notre analyse de la politique étrangère iranienne, nous nous limiterons à

⁶⁴ Friedberg, Aaron, *The Weary Titan: Britain and the Experience of Relative Decline, 1895-1905* (Princeton: Princeton University Press, 2^{ème} édition, 2006) p. 11

⁶⁵ Jervis, Robert, *Perception and Misperception in International Politics* (Princeton: Princeton University Press, 1976)

⁶⁶ *Ibid.*, p. 6

l'expérience des dirigeants, à l'effet générationnel et aux événements importants aux yeux des dirigeants (ex. révolutions et guerres)⁶⁷.

D'ailleurs, pour les auteurs intéressés par la perception, il est impossible d'étudier les questions de politique étrangère sans parler des dirigeants eux-mêmes. Comme l'explique Wohlforth, « si la puissance influence le cours de la politique internationale, elle doit probablement le faire à travers la perception des personnes qui prennent des décisions au nom de leur pays⁶⁸ ». Il ajoute aussi que « certaines élites dirigeantes peuvent surestimer leur puissance alors que d'autre la sous-estime [...] Biais et mauvaise perceptions surviennent nécessairement⁶⁹ ». Pour une analyse de politique étrangère plus complète, il est donc essentiel de prendre en considération la perception des dirigeants, car, comme l'explique l'ancien ministre des Affaires étrangères de l'Allemagne « la politique n'est pas seulement conçue de faits, c'est aussi une question de perceptions [et] savoir si une perception est juste ou non est tout à fait inutile, parce qu'elle mènera quand même à une décision⁷⁰ ».

C'est sur ce point que les réalistes néoclassiques se rapprochent le plus des constructivistes et se différencient des réalistes classiques qui continuent de regarder principalement le monde dans le prisme "d'unités étatiques".

1.3. Critique à l'égard du Réalisme Néoclassique

Comme toute approche, le réalisme néoclassique n'est évidemment pas à l'abri des reproches. Dans cette dernière section, nous regarderons les principales critiques faites à son égard par les réalistes classiques, les constructivistes et les libéraux.

⁶⁷ *Ibid.*, c'est le chapitre 6: How Decision-Makers Learn from History, p. 210-318

⁶⁸ Wohlforth, William C., *The Elusive Balance: Power and Perceptions During the Cold War* (Ithaca, NY: Cornell University Press, 1993), p. 2

⁶⁹ *Ibid.*, p. 6

⁷⁰ Fischer, Joschka, « War with Iran is on the horizon », *National Post*, 29 Mai 2008.

Les réalistes classiques. Étant donné que le réalisme néoclassique est “issu” du réalisme classique, la portée de leurs différends – même s’ils peuvent être exprimés avec force – est tout de même plus limitée qu’avec les autres écoles théoriques. En effet, comme les réalistes néoclassiques acceptent les principaux préceptes classiques – la nature hobbesienne de l’être humain, la nature anarchique du système interétatique, l’impact des pressions externes sur la politique étrangère des États, l’importance de la puissance, etc. – les blocages se font sur quelques points précis.

Premièrement, les réalistes classiques estiment qu’il est impossible d’élaborer une théorie de politique étrangère. Ils citent souvent Kenneth Waltz, père du néoréalisme, qui fait explicitement comprendre que « la théorie de politique internationale n'est pas une théorie de politique étrangère⁷¹ ». Les classiques estiment qu’il est impossible de prévoir ou d’expliquer les actions spécifiques des États. Par exemple, deux réalistes classiques répliquent à Fareed Zakaria et à son affirmation qu’une théorie de politique étrangère doit « expliquer pourquoi différents États ou le même État à différents moments historiques, ont eu des intentions, des buts et des préférences différentes face au monde extérieur⁷² » en disant qu’il s’agit d’une « théorie de circonstances particulières et de constantes exceptions, et comme tel, cela pose un défi considérable aux chercheurs, puisque cela bloque leur capacité de fonder un modèle applicable à tous les cas⁷³ ».

De surcroît, les réalistes classiques contestent l’idée d’inclure des variables internes, car pour eux, c’est impossible qu’elles soient plus fortes que les pressions externes: « le système aura toujours le dernier mot dans la définition de la politique étrangère d’un État, peu important les autres facteurs intervenant⁷⁴ ». Pour Haglund et Onea, les réalistes néoclassiques utilisent souvent des études de cas exceptionnelles, mais qui finissent toujours

⁷¹ Waltz, Kenneth, « International Politics is Not Foreign Policy », *Security Studies*, vol. 6, no. 3 (Automne 1996), p. 54-57

⁷² Zakaria, Fareed, *From Wealth to Power*, op. cit., p. 14

⁷³ Haglund, David G. et Tudor Onea, « Sympathy for the Devil: Myth of Neoclassical realism in Canadian Foreign Policy », *Canadian Foreign Policy*, vol. 14, no. 2 (Automne 2008) p. 58

⁷⁴ *Ibid.*, p. 59

par avoir une explication réaliste classique logique. Les deux auteurs reprennent l'exemple du livre de Zakaria et disent que même si des facteurs internes ont empêché les États-Unis de s'étendre à la fin du 19^{ème} siècle, ils l'ont fait à partir du début du 20^{ème}. Dès lors, ils parachèvent leur raisonnement en disant que les pressions systémiques ont pris – comme toujours – le dessus sur les pressions internes. Ils concluent « qu'une anomalie [comme les États-Unis de 1865-1898] présuppose un éventuel retour à la normalité; sinon elle ne peut être considérée comme une anomalie⁷⁵ ».

Les constructivistes conventionnels. Les écoles théoriques ne sont pas constituées en blocs monolithiques et les constructivistes n'échappent pas à cette règle. En ce qui a trait aux théories des relations internationales, la littérature constructiviste a principalement touchée à ce que certains auteurs appellent le «paradigme hégémonique/rationaliste»⁷⁶. Dans cette partie, nous nous concentrerons sur la position du constructivisme dominant/conventionnel (*mainstream*). Même si les spécialistes ne s'entendent pas sur la nature post-positiviste de la théorie constructiviste, les constructivistes veulent « explore[r] des problématiques sociologiques négligées par les néoréalistes et les institutionnalistes néolibéraux⁷⁷ ». Une idée qu'ils partagent est que « l'environnement dans lequel les États évoluent est matériel, mais aussi idéal et social⁷⁸ ». Attardons nous maintenant à d'autres préceptes constructivistes pour mieux comprendre cette théorie et en quoi elle diffère du réalisme néoclassique.

Premièrement, il faut mentionner que le constructivisme conventionnel n'est pas en complet désaccord avec les approches rationalistes. Bien au contraire, il se rapproche sur certains points de la théorie réaliste, surtout la néoclassique. Ainsi peut-on dire, les

⁷⁵ *Ibid.*, p. 59

⁷⁶ Pour plus d'information sur la question de « paradigme hégémonique », voir Macleod, Alex « Émergence d'un paradigme hégémoniques », dans Alex Macleod et Dan O'Meara, dirs., *Théories des Relations Internationales. Contestations et Résistances* (Montréal: Édition Athéna, 2007) p. 19-34

⁷⁷ O'Meara, Dan, « Le constructivisme. Sa place, son rôle, sa contribution et ses débats », dans Alex Macleod et Dan O'Meara, dirs., *Théories des Relations Internationales. Contestations et Résistances* (Montréal: Édition Athéna, 2007) p. 181

⁷⁸ Holsti, Ole R., « Theories of International Relations », dans Hogan, Michael J. et Thomas G. Paterson, dirs., *Explaining the History of American Foreign Relations* (New York: Cambridge University Press, 2^{ème} édition, 2004) p. 67

constructivistes conventionnels prennent « soin d’inscrire leur démarche dans le cadre de la “science normale” [et] ne marquent pas de rupture essentielle avec l’épistémologie positiviste qui sous-tend le rationalisme [et cette] position [...] traduit la tendance croissante de nombreux constructivistes en faveur d’une convergence entre les principales approches⁷⁹ ». Certains vont même jusqu’à proposer l’élaboration d’une école théorique “Réaliste-Constructiviste”⁸⁰ ».

Comme on l’a déjà vu, le réalisme néoclassique a emprunté l’intéressante contribution du constructivisme qu’est l’ajout de la perception des dirigeants dans l’analyse de la politique étrangère. Dans les deux écoles, on ne se ferme aucune porte et on étudie la perception des dirigeants vis-à-vis de leur État ou de leur environnement, et vice versa.

Cependant, les constructivistes vont plus loin en estimant qu’il est important de prendre en considération d’autres aspects des relations internationales que l’intérêt matériel, la puissance ou la force des États-Nations. Pour citer Kubálková: « [les constructivistes] ne sont pas liés par de telles catégories [et] pourraient conclure que dans certaines situations, l’État de type occidental – territorialement limité et basé sur la loi (*law-based*) – n’est plus le principe central sur lequel la conduite réelle des relations internationales est fondée⁸¹ ». Ils cherchent donc à se différencier des rationalistes qui étudient les relations internationales principalement autour du prisme “d’unités étatiques rationnelles”. Dès lors, ils se questionnent à savoir « qui sont les agents [acteurs ou groupes d’acteurs pouvant influencer sur son environnement], que font-ils et qu’est-ce qu’ils ne font pas?⁸² ».

⁷⁹ Macleod, Alex, Isabelle Masson et David Morin, « Identité nationale, sécurité et la théorie des relations internationales », *Études internationales*, vol. 35, no 1 (Mars 2004) p. 16

⁸⁰ Barkin, Samuel, « Realist Constructivism », *International Studies Review*, vol. 5 (2003) p. 325-342 et Thaddeus Jackson, Patrick, dir, « Bridging the Gap: Toward a Realist-Constructivist Dialogue », *International Studies Review*, vol. 6 (2004) p. 337-352

⁸¹ Kubálková, Vendulka, « A Constructivist Primer », dans, V. Kubálková, dir., *Foreign Policy in a Constructed World* (New York: M.E. Sharpe, 2001) p.74

⁸² *Ibid.*, p. 74

Au sujet de la nature du système international, les constructivistes se rapprochent des réalistes quant à l'acceptation de sa nature anarchique. Néanmoins, ils affirment que les États (et leurs dirigeants) ne sont pas obligés d'agir de manière à créer cette situation anarchique. Comme l'explique le constructiviste ("soft") Alexander Wendt « l'anarchie est ce que les États en font⁸³ » (*Anarchy is what States make of it*). C'est-à-dire que les États, en se faisant compétition l'un à l'autre, engendrent l'anarchie du système. La différence entre rationalistes et constructivistes peut se résumer de cette manière:

Tandis que le rationalisme s'intéresse aux effets de l'anarchie, sur l'ordonnement des préférences des acteurs "rationnels", les constructivistes explorent les différentes compréhensions intersubjectives de la notion de structure. Selon eux, les structures (comme l'anarchie) n'ont pas d'existence ou d'effets en dehors des *idées* que les agents sociaux leur imputent⁸⁴. [Italique dans l'original]

Cela dit, pour l'approche constructiviste: « Il n'y a aucune "logique" d'anarchie, mais des pratiques qui créent et instillent une structure d'identités et d'intérêts plutôt qu'une autre⁸⁵ ».

Dans le même ordre d'idées, il faut préciser que l'approche constructiviste met – à l'instar des réalistes – souvent l'accent sur l'État (et ses dirigeants), car c'est à lui que revient la tâche de déterminer l'intérêt national: « Les États jouent un rôle spécial dans la construction de la signification de l'intérêt national simplement parce que l'identification et la garantie de celui-ci est son activité ». Par le fait même, le constructivisme conventionnel reste dans une certaine mesure une approche stato-centrée, car il réduit son analyse à la "façon dont le système entre États fonctionne".

Cependant, les constructivistes s'éloignent des réalistes sur beaucoup de points. Regardons les principaux.

⁸³ Wendt, Alexander, « Anarchy is what States make of it: the social construction of power politics », *International Organizations* (1992) p.395

⁸⁴ O'Meara, « Le constructivisme », op. cit. p.185

⁸⁵ Wendt, Alexander, « Anarchy is what States make of it », op. cit., p. 395

D'abord, les constructivistes étudient « les formes de représentations et d'intersubjectivité dans la politique internationale⁸⁶ ». Pour simplifier cette définition, ils regardent comment les acteurs perçoivent leur environnement et comment ils essaient de le modifier. C'est ce qu'ils appellent "structure idéale intersubjective" que l'on peut résumer comme « l'ensemble de significations, de dispositions et de perceptions partagées entre les acteurs⁸⁷ ». En somme, les constructivistes « identifient les agents dans ces structures et analysent leurs interactions avec les structures idéelles. Ils s'interrogent également sur les modalités de changement et de formation de telle structure (leur co-constitution)⁸⁸ ».

De surcroît, il est important de noter que, pour les constructivistes, le rôle le plus important revient à "l'identité". Cela peut sembler être une conception abstraite, mais elle est primordiale dans l'analyse constructiviste. L'idée de l'identité tourne fondamentalement autour de la perception de soi (ex. de l'État) et de la perception qu'ont les autres de nous (ce que les autres États pensent de nous en tant qu'État). « La majorité des constructivistes insistent plutôt sur l'analyse *empirique* des façons dont les intérêts d'États émergent [...] En ce sens, [on] met l'accent sur la *méthode* d'analyse et non pas sur la mise en évidence de ce qui doit être démontré dans l'analyse⁸⁹ » [Italique dans l'original]. Pour les théories rationalistes, « l'identité est largement rattachée à l'État. Elle est perçue comme une donnée fixe, naturelle, unitaire, spécifique et statique. À l'opposé, [le constructivisme appréhende] l'identité comme une construction sociale et historique qu'il convient d'étudier spécifiquement⁹⁰ ». Wendt nous donne un exemple empirique parfait pour comprendre le principe d'identité: « 500 bombes nucléaires britanniques sont moins menaçantes pour les États-Unis que 5 bombes nucléaires nord-coréennes, parce que les Anglais sont amis des États-Unis, mais les Nord-Coréens ne le sont pas et que l'amitié comme l'hostilité sont des

⁸⁶ O'Meara, « Le constructivisme », op. cit. p. 191

⁸⁷ *Ibid.*, p. 191

⁸⁸ *Ibid.*, p. 181

⁸⁹ *Ibid.*, p.189

⁹⁰ Macleod, Masson et Morin, « Identité nationale, sécurité et la théorie des relations internationales », op. cit., p. 13

fonctions de compréhension partagés⁹¹ ». L'identité n'est donc pas quelque chose de statique. En effet, la construction de l'intérêt est en perpétuel mouvement. L'identité des États peut changer et du même coup leurs intérêts peuvent se transformer drastiquement. O'Meara invoque les exemples classiques de changement draconien d'identité proposés par les constructivistes⁹², mais pour prendre un exemple plus proche de notre étude de cas, citons l'Iran post-révolution de 1979, où le nouveau gouvernement de la République Islamique a effectué un virage à 180° par rapport aux intérêts de la monarchie Pahlavi.

Dans le même ordre d'idées, abordons maintenant ce que certains commentateurs discernent comme étant une importante contribution du constructivisme à l'étude des relations internationales, soit une nouvelle approche à l'analyse du concept "d'intérêt national". Tel que vu, les réalistes voient les États comme des unités constamment poussées par les mêmes intérêts; ce à quoi les constructivistes s'opposent en disant que l'on "construit" ses intérêts « dans le cadre d'un *processus* social continu⁹³ ». [Italique dans l'original].

L'étude des actes de langage est une autre des grandes contributions des constructivistes. Ces derniers estiment que le simple fait de parler est une action qui nous amène à bâtir le monde dans lequel les humains interagissent. Bref, les gens « utilisent le langage [...] pour influencer d'autres personnes. Ainsi, peu importe qu'elles en soient conscientes ou non, leur représentation du monde contribue à sa construction⁹⁴ ». Pour y arriver, ils étudient habituellement les discours des officiels afin de comprendre et d'analyser les intentions des dirigeants. Comme le soutient Kubálková, « en revendiquant la centralité du langage, les constructivistes réaffirment que la raison, la conscience et la capacité d'utiliser la langue constituent une caractéristique distincte de l'espèce humaine. Cela ne signifie-t-il pas que la langue devrait être représentée au centre [des relations internationales] comme un champ

⁹¹ Wendt, Alexander, « Constructing International Politics », *International Security*, vol. 20, no. 1 (1995) p.73

⁹² O'Meara fait référence à l'Allemagne et au Japon post-Seconde guerre mondiale, l'Afrique du Sud post-Apartheid ou l'Union Soviétique sous Gorbatchev, *Ibid.*, p. 188

⁹³ O'Meara, « Le constructivisme », op. cit. p.188

⁹⁴ Kubálková, Vendulka, « A Constructivist Primer », op. cit., p. 63

d'étude?⁹⁵ ». Quoi qu'il en soit, l'idée ici que les dirigeants peuvent "construire" l'intérêt national. Par exemple, Jutta Weldes nous explique comment l'administration Kennedy a "créé" la menace soviétique lors de la crise des missiles de Cuba⁹⁶ et Richard Jackson veut nous démontrer la "construction" de la nouvelle "guerre à la terreur" (*War on Terror*) qui sévit aux États-Unis depuis le 11 septembre 2001⁹⁷. Cette thèse sur l'intérêt diffère énormément de celle des réalistes qui regardent principalement l'intérêt national sous l'angle de la puissance.

Les libéraux classiques. À l'instar du réalisme, le libéralisme tire aussi ses racines des travaux d'historiens, philosophes, diplomates et économistes du 17^{ème} siècle à nos jours. Parmi les pères fondateurs, on peut nommer Hugo Grotius (1583-1645), John Locke (1637-1704), Montesquieu (1689-1755), David Hume (1711-1776), Adam Smith (1723-1790), Emmanuel Kant (1724-1804), Thomas Paine (1737-1809), Jeremy Bentham (1748-1832) et Joseph Schumpeter (1883-1950).

En ce qui a trait à l'étude de la politique étrangère, les libéraux classiques s'opposent à plusieurs des préceptes réalistes. Comme le développe Michael W. Doyle, l'approche libérale est une théorie de politique interne définie principalement par le droit individuel, le droit à la propriété privée et par un gouvernement représentatif⁹⁸. Dès lors, quand les libéraux transposent cette théorie à la politique étrangère, « ils se concentrent à savoir si les droits individuels, les intérêts commerciaux internes (ou une combinaison complexe des deux), avec les institutions républicaines [lire démocratiques] et la perception internationale, forme la politique étrangère⁹⁹ ». Pour ce même auteur, l'approche libérale enrichit l'étude de la

⁹⁵ *Ibid.*, p.65

⁹⁶ Weldes, Jutta, *Constructing National Interest. The United States and the Cuban Missile Crisis* (Minneapolis: University of Minnesota Press, 1999)

⁹⁷ Jackson, Richard, *Writing the War on Terrorism: Language, Politics and Counter-terrorism* (Manchester: Manchester University Press, 2005)

⁹⁸ Doyle, Michael W., « Liberalism and Foreign Policy », dans Steve Smith, Amelia Hadfield and Tim Dunne, dirs., *Foreign Policy. Theories, Actors, Cases* (Oxford: Oxford University Press, 2008), p. 59

⁹⁹ *Ibid.*, p. 59

politique étrangère « en mettant en évidence comment les individus de même que les idées et idéaux qu'ils soutiennent (comme les droits humains, la liberté et la démocratie), les forces sociales (le capitalisme, les marchés) et les institutions politiques (la représentation démocratique) peuvent avoir un impact direct sur les relations étrangères¹⁰⁰ ». Dès lors, on s'éloigne drastiquement des thèses réalistes qui accordent un rôle déterminant au système et à l'homogénéité de l'État rationnel et unitaire¹⁰¹. À l'inverse des réalistes et de leur théorie "stato-centrée", les libéraux intègrent une multitude d'acteurs dans leur théorie des relations internationales. Comme soutient Andrew Moravcsik dans son article énumérant les principaux piliers de la théorie libérale:

L'action politique est incorporée dans la société civile interne et transnationale, et elle est perçue comme une accumulation d'individus raisonnables avec des goûts, des engagements sociaux et des ressources différentes. Les individus définissent socialement leur intérêt matériel et idéationnel indépendamment de la politique et avancent ensuite ces intérêts par l'action politique et collective¹⁰².

Vu ainsi, on comprend que les libéraux ne sont pas aussi obnubilés par la question de "l'unicité de l'État" et qu'au contraire ils acceptent de prendre en considération divers éléments dans leurs analyses.

Tout d'abord, signalons que la grande majorité des libéraux classiques sont en désaccord avec la philosophie hobbesienne de la nature de l'Homme et adoptent plutôt une conception kantienne de la nature humaine. En fait, ils contestent la citation de Thomas Hobbes disant que "l'Homme est un loup pour l'Homme". Par conséquent, il est évident que les libéraux n'ont pas la même conception du système international que les réalistes. En effet, tout en acceptant que les États coexistent dans un système anarchique, les libéraux croient que les États ne sont pas obligés de se faire la compétition dans un "jeu à somme nulle" (*zero-sum*)

¹⁰⁰ *Ibid.*, p. 50

¹⁰¹ *Ibid.*, p. 50

¹⁰² Moravcsik, Andrew, « Taking Preferences Seriously: A Liberal Theory of International Politics », *International Organization*, vol. 51, no. 4 (Automne 1997) p. 517

game), mais peuvent parfaitement coopérer dans une “zone de paix”¹⁰³. De cette manière, ils expliquent la coopération entre États, avec comme exemple clé la construction européenne¹⁰⁴. À cet effet, Emmanuel Kant écrit dans son classique du libéralisme *Projet de paix perpétuelle: esquisse philosophique*¹⁰⁵ (1795), qu’on peut espérer atteindre la paix “perpétuelle” avec ce qu’il appelle les “trois articles définitifs”. Pour le philosophe allemand, il faut 1) des gouvernements représentatifs, car les dirigeants vont éviter la guerre étant donné qu’ils sont redevables devant les électeurs; 2) le respect des droits non-discriminatoires dans les États et 3) la liberté de commerce.

Cette affirmation nous amène donc à une des pierres angulaires de l’approche libérale qui est l’hypothèse de “la paix démocratique”. C’est-à-dire que, pour l’école libérale, de part leurs systèmes démocratiques, les démocraties libérales vont automatiquement établir un régime de paix entre elles¹⁰⁶. Brièvement et de manière fort simplifiée, les États partageant certaines caractéristiques comme un système politique démocratique, un système économique capitaliste et le respect des droits humains ne se feront pas la guerre. Les exemples de prédilection sont la construction de l’Union Européenne (UE) depuis la Seconde Guerre mondiale et le fait que dans les deux cents dernières années, aucune démocratie n’est entrée en guerre contre une autre, préférant toujours la diplomatie pour résoudre les conflits¹⁰⁷. Dans

¹⁰³ *Ibid.*, p. 59

¹⁰⁴ Pour une bibliographie sélective sur la vision libérale de la construction européenne, voir Éthier, Diane (avec la collaboration de Marie-Joëlle Zahar), *Introduction aux Relations Internationales* (Montréal: Presse de l’Université de Montréal, 2003), note 44, p. 232

¹⁰⁵ Kant, Emmanuel, *Projet de paix perpétuelle: esquisse philosophique* (Paris: Librairie Philosophique J. Vrin, 2002 [1795])

¹⁰⁶ Pour plus de détails sur la théorie de la paix démocratique, voir, Roussel, Stéphane et Dan O’Meara, « Le libéralisme classique: une constellation de théories », dans Macleod, Alex et Dan O’Meara, dirs., *Théories des Relations Internationales. Contestations et résistances* (Montréal: Édition Athéna, 2007) p. 100-103

¹⁰⁷ Pour une autre source voir Owen, John M., « How Liberalism Produces Democratic Peace », *International Security*, vol. 19, no. 2 (Automne 1994), p. 87-125

le même ordre d'idées, Stéphane Roussel applique la théorie de la paix démocratique au cas canado-américain pour expliquer l'absence de conflit armé entre les deux pays¹⁰⁸.

Toutefois, il ne faut pas croire que les démocraties ne font jamais la guerre. Bien au contraire, les démocraties ont souvent pris les armes contre des pays non-démocratiques, évidence qu'Emmanuel Kant avait déjà remarquée¹⁰⁹. Nous avons ici une autre différence entre les écoles libérales et réalistes. D'un côté, les réalistes estiment que les États ne vont pas en guerre pour le bien d'une communauté ou d'une institution, mais seulement pour défendre leurs intérêts. De l'autre, certains libéraux vont même jusqu'à affirmer que les États démocratiques ont un "devoir positif" de toujours venir à la défense des autres démocraties qui seraient mises en danger par un État non-démocratique, même si leur propre survie n'est pas menacée¹¹⁰.

D'autre part, si l'on s'intéresse au libéralisme et à la théorie de la paix démocratique, on doit discuter du libéralisme économique et d'Adam Smith, dont le livre *Recherche sur la nature et les causes de la richesse des nations* « se classe parmi les ouvrages les plus influents jamais publiés¹¹¹ ». Parmi les grandes innovations qu'Adam Smith a données aux sciences économiques et politiques, celle qui nous intéresse ici est son refus de « toute notion d'échange inégal en insistant sur la liberté et l'égalité de tout individu devant le marché. Ainsi pour lui, le marché libre est l'institution qui garantit la liberté¹¹² ». Adam Smith fait aussi partie des précurseurs de ce qu'on appelle le "pacifisme commercial", thèse « selon laquelle le commerce (et surtout le libre-échange) est non seulement un facteur de prospérité

¹⁰⁸ Roussel, Stéphane, *The North American Democratic Peace: Absence of War and Security Institution-Building in Canada-US Relations, 1867-1958* (Montréal-Toronto: McGill-Queen's University Press, 2004)

¹⁰⁹ Doyle, Michael W., « Liberalism and Foreign Policy », op. cit., p. 54 et 62

¹¹⁰ *Ibid.*, p. 62

¹¹¹ Roussel, Stéphane et Dan O'Meara, « Le libéralisme classique », op. cit. p. 91

¹¹² *Ibid.*, p. 91

et de bien-être, mais également de paix¹¹³ ». Le postulat du libéralisme économique qui nous intéresse aussi c'est l'idée que tous les individus sont des êtres rationnels qui recherchent la croissance de leur bien-être matériel au plus bas coût possible (thèse évidemment acceptée par les réalistes). Pour y arriver, les libéraux estiment que « lorsque le marché est laissé à lui-même, guidé uniquement par la rationalité des vendeurs et des acheteurs, l'offre et la demande tendent à s'équilibrer sur le long terme et les prix des biens coïncident avec les attentes des uns et des autres¹¹⁴ ». On présuppose chez les libéraux « qu'il y a une volonté d'émancipation de l'individu liée à une plus grande liberté de commerce¹¹⁵ ». Ainsi, les échanges économiques entre nations engendrent une situation où il devient coûteux pour les parties en cause de se faire la guerre.

Parallèlement, John Legro et Andrew Moravcsik, deux têtes d'affiche du libéralisme, se sont lancés dans une réfutation catégorique du réalisme, le néoclassique en particulier. Pour démontrer ce qu'ils appellent « la dégénérescence du réalisme », les deux auteurs passent en revue les travaux néoclassiques de Snyder, Zakaria, Schweller, Wolforth et bien d'autres, dans un article provocateur intitulé *Is Anybody Still a Realist?*¹¹⁶. Legro et Moravcsik jugent que le réalisme néoclassique est une approche trop vague avec toutes les variables qu'elle accepte de prendre en compte – sans compter qu'à maintes reprises, ils accusent les néoclassiques d'emprunter la plupart de leurs variables au libéralisme ou au constructivisme. Pour ces deux libéraux, « si le réalisme englobe, à côté des capacités matérielles traditionnelles, des facteurs comme l'idéologie nationale, les biais organisationnels et la perception, que reste-t-il de théoriquement distinctif?¹¹⁷ ». De surcroît, ils estiment que si les réalistes néoclassiques acceptent que « n'importe quel gouvernement agissant sur la base de

¹¹³ *Ibid.*, p. 91

¹¹⁴ Éthier, Diane, *Introduction aux relations internationales*, op. cit., p.185

¹¹⁵ Robichaud, Chantale, « Libéralisme », dans Macleod, Alex, Évelyne Dufault et Guillaume Dufour, dirs., *Relations Internationales : Théories et concepts* (Montréal: Éditions Athéna, 2002) p. 90

¹¹⁶ Legro, Jeffrey W. et Andrew Moravcsik, « Is Anybody Still a Realist? », *International Security*, vol. 24, no. 2 (Automne 1999), pp. 5–55. Pour l'analyse des travaux réalistes néoclassiques, voir les pages 22-45

¹¹⁷ *Ibid.*, p. 35

l'intérêt national géopolitique *ou* selon les visées d'un groupe d'intérêt en particulier *ou* selon [...] des mauvaises perceptions est en accord avec la théorie "réaliste", quelles contraintes sur les comportements étatiques sont excluent?¹¹⁸ [Italique dans l'original] ». Tout bien pensé, ils concluent que « sûrement, il faudrait exhorter Morgenthau, Carr et Kennan de reconnaître une telle vision comme un renouveau du réalisme classique¹¹⁹ ».

1.4. Conclusion

Si ce mémoire tente de démontrer le pragmatisme de la politique étrangère iranienne, sans aucun doute, le réalisme est le meilleur cadre théorique pour atteindre cet objectif. Avec le réalisme, nous avons pu voir que le système international est anarchique et les États y sont laissés à eux-mêmes. Quant à lui, le réalisme néoclassique apporte deux précisions que nous prendrons en considération dans ce travail. D'une part, la perception des dirigeants iraniens est une variable à prendre en compte pour comprendre la direction de la République Islamique post-khomeyniste. D'autre part, la question de "recherche d'influence", en tant que but de la politique étrangère, sera la pierre angulaire de notre dernier chapitre. En fait, comme nous l'étudierons plus en détail, la politique étrangère iranienne vis-à-vis des Arabes chiites tourne surtout autour du désir de la République Islamique d'avoir une plus grande influence sur la scène régionale. Une influence que les décideurs iraniens estiment être inéluctable et dans l'intérêt national de leur État.

¹¹⁸ *Ibid.*, p. 35

¹¹⁹ *Ibid.*, p. 29

CHAPITRE 2:

LA PERCEPTION DES DIRIGEANTS IRANIENS

Tel que vu dans la section théorique, les réalistes néoclassiques (et les constructivistes) estiment que l'étude de la perception des dirigeants est capitale pour analyser la politique étrangère d'un État. Ces auteurs s'appuient généralement sur l'ouvrage de Robert Jervis, *Perception and Misperception in International Politics* (1976), qui présente cette variable comme nécessaire pour étudier en profondeur une politique étrangère. Jervis distingue quatre types d'événements pouvant fortement influencer un dirigeant: « s'il a vécu l'événement de première main (*firsthand*), s'il s'est produit tôt dans sa vie adulte ou en début de carrière, s'il y a eu une conséquence sérieuse pour lui ou sa nation et s'il est familier avec un éventail d'événements internationaux qui faciliteraient une perception alternative¹²⁰ ». Il serait faux de croire que les acteurs politiques n'apprennent rien des événements qu'ils vivent indirectement. Toutefois, les épisodes historiques auxquels les décideurs participent activement leur laissent des impressions disproportionnées. Bref, « si les gens n'apprennent pas assez de ce qui est arrivé aux autres, ils apprennent trop ce qui leur est arrivé¹²¹ ». De ce fait, nous appliquerons donc les thèses de Robert Jervis au cas de l'élite gouvernante iranienne. Nous verrons alors quatre événements qui ont affecté la plupart – sinon la totalité – des dirigeants de la République Islamique d'Iran: 1) La perception de l'Iran comme puissance régionale historique, 2) l'Islam chiite, 3) les idéaux de la révolution de 1979 et 4) les effets de la guerre Iran-Irak (1980-88)

¹²⁰ Jervis, Robert, *Perception and Misperception in International Politics* (Princeton: Princeton University Press, 1976) p. 239

¹²¹ *Ibid.*, p. 240

2.1 L'Iran comme puissance régionale historique

À l'instar des forces armées, de la richesse économique et de bien d'autres variables, l'histoire est aussi une ressource politique. En effet, « par ses excès et par ses silences, elle est comme toute ressource, un enjeu¹²² ». Dirigé par un roi ou un mollah, l'Iran n'échappe pas à cette règle. C'est-à-dire qu'à travers toutes les tendances politico-ethnico-religieuses, les dirigeants iraniens perçoivent traditionnellement leur nation comme – ou, du moins, comme devant être – *la* puissance régionale. Ainsi, « tous les enfants iraniens des écoles, au temps du shah comme sous les ayatollahs, apprennent que leur pays est bien plus vaste que les frontières actuelles ne le laissent penser¹²³ ». Cette conception géopolitique découle d'une colossale histoire nationale allant de l'empire achéménide (6^{ème} siècle avant J.C.), jusqu'à nos jours, en passant par l'empire sassanide (3^{ème}-7^{ème} siècle), les califats abbassides (8^{ème}-13^{ème} siècle), et les dynasties safavides (16^{ème}-18^{ème}) et Qâdjârs (18^{ème}-20^{ème}). Plus précisément, « avec 2500 ans de civilisation, les Iraniens ont un sens de leur importance historique dans le façonnement du monde¹²⁴ ».

Pour reprendre Kenneth Pollack, « à son apogée l'Empire Perse [achéménide] était une superpuissance comme le monde n'en avait jamais connue¹²⁵ ». Cet empire avait une religion monothéiste, une vaste armée, une monnaie unique, une riche civilisation, une administration hors pair et un territoire traversant les déserts égyptiens et les steppes d'Asie centrale tout en longeant la Méditerranée turque et le fleuve Indus. Cyrus le Grand, premier empereur perse, est une formidable source d'orgueil pour les Iraniens. Il est le premier à unir sous son autorité un vaste royaume perse. Il écrasa le roi Nabuchodonosor de Babylone et libéra les esclaves juifs de cet empire voisin. Cyrus ramena ensuite les Juifs en Israël, connu à l'époque comme

¹²² Grosser, Pierre, « De l'usage de l'Histoire dans les politiques étrangères », dans Frédéric Charillon, *Politique Étrangère: Nouveaux Regards* (Paris: Presse de Science Po, 2002), p. 375

¹²³ Adler, Alexandre, *Rendez-vous avec l'Islam* (Paris: Édition Grasset & Fasquelle, 2005) p. 89

¹²⁴ Wright, Robin, *The Last Great Revolution: Turmoil and Transformation in Iran* (New York: Vintage, 2001) p. 10

¹²⁵ Pollack, Kenneth, *The Persian Puzzle: The Conflict Between Iran and America* (New York: Random House, 2005) p. 3

la Judée et « ordonna même de leur restituer les trésors du Temple emportés par Nabuchodonosor, afin qu'ils aient les moyens de reconstruire leur pays [et le Temple de Jérusalem]¹²⁶ ». Ces gestes de bonne foi expliquent pourquoi Cyrus est présenté dans la Torah comme le sauveur et bienfaiteur des Juifs, seul non-Juif à mériter cet honneur¹²⁷. De plus, son successeur, Xerxès, épousa une femme juive, Esther, dont le mausolée à Hamadhan en Iran est un site de pèlerinage du judaïsme¹²⁸. De surcroît, Cyrus accepta la liberté de religion et de langue dans son vaste empire. Ainsi, « Mardouk, Dieu de Babylone côtoie le Dieu des Juifs, parmi bien d'autres¹²⁹ ». C'est entre autres pour ces raisons que l'eurodéputé et spécialiste des questions humanitaires Gérard Israël surnomme Cyrus « le père des droits de l'Homme »¹³⁰. En sommes, « les Iraniens connaissent bien cette histoire et c'est une énorme source de fierté¹³¹ ».

Deux principales conséquences découlent de ces riches souvenirs impériaux. Premièrement, les Iraniens se perçoivent de manière « supérieure » vis-à-vis de leurs voisins afghans, arabes, centre-asiatiques, pakistanais et turcs. Par exemple, les dirigeants arabes se plaignent que les Iraniens les traitent avec dédain en raison de ce qu'ils considèrent être une

¹²⁶ Attali, Jacques, *Les Juifs, le Monde et l'Argent* (Paris: Fayard, 2002) p. 75

¹²⁷ Parsi, Trita « Teheran and Jerusalem are not natural enemies », *Heartland: Eurasian Review of Geopolitics*, vol. 4 (2005), p. 47

¹²⁸ Adib-Maghaddam, Arshin, « On the Jewish Presence in Iranian History », *Monthly Review*, 5 mars 2007, [<http://www.monthlyreview.org/mrzine/aam030507.html>]

¹²⁹ Attali, Jacques, *Les Juifs, le Monde et l'Argent*, op. cit., p. 75

¹³⁰ Israël, Gérard, *Cyrus le Grand: Fondateur de l'Empire perse* (Paris: Fayard, 1987)

¹³¹ Pollack, Kenneth, *The Persian Puzzle*, op. cit. p. 3. Pour un article « moins scientifique » sur la perception des Iraniens et Iraniennes sur l'empire achéménide, voir, Delgiudice, Marguerite, « Persia: Ancient Soul of Iran », *National Geographic* (Août 2008) pp. 34-67. Dans son article, elle remarque aussi: « En fait, la première chose que les [Iraniens] me disent lorsque je leur demande ce qu'ils veulent que le monde sache sur eux était: « nous ne sommes pas des Arabes! », (suivi de près par « nous ne sommes pas des terroristes! »). Un certain chauvinisme glisse dans le dialogue [...] Les Arabes qui ont conquis l'Iran sont généralement considérés comme étant des bédouins vivant dans des tentes, sans culture propre hormis celle que l'Iran leur a donné, et de part la véhémence avec laquelle ils en parlent, vous ne penseriez pas que ces événements se sont produits il y a quatorze siècles, mais bien la semaine dernière. » (p. 62)

culture inférieure¹³². Ainsi, que ce soit « dans des textes du 16^{ème} siècle ou lors de conversations contemporaines, les Iraniens décrivent souvent les Arabes comme des “mangeurs de lézards” [et] se sentiment de supériorité culturelle est un irritant constant entre l’Iran et ses voisins¹³³ ». Le deuxième effet est l’idée qu’ont les dirigeants iraniens de posséder un “droit” d’intervenir sur la scène régionale. Un parallèle peut être fait avec la perception des dirigeants russes et l’ancien espace soviétique¹³⁴. Depuis la révolution de 1979, les technocrates de la République Islamique condamnent ce qu’ils appellent “l’arrogance globale” des États-Unis; mais ironiquement, une plainte semblable est formulée au Moyen-Orient contre les Iraniens et leur attitude envers les autres¹³⁵. On voit facilement se dessiner une certaine dynamique de prestige national. Par exemple, même si plusieurs facteurs entrent en compte dans le calcul de l’Iran pour le développement d’un programme nucléaire, une d’entre elles est sans aucun doute la question du prestige et de la fierté. Pour Zbigniew Brzezinski et Robert Gates, « il est simplement inconcevable pour les Iraniens, à travers l’échiquier politique, que le Pakistan voisin, un pays considéré exponentiellement inférieur en termes économique, sociétal et en maturité politique, devrait avoir accès à une technologie militaire plus avancée »¹³⁶. Pour bien mettre en évidence la perception des dirigeants, reprenons les mots d’Ali Saïd, représentant personnel du Guide Suprême: “Si les États-Unis abandonnent leur position egocentrique de chef du village, l’Iran [...] pourrait remplir sa mission dans la région et aider à résoudre les enjeux régionaux”¹³⁷.

¹³² Clawson, Patrick et Michael Rubin, *Eternal Iran: Continuity and Chaos* (New York: Palgrave, 2006) p.11

¹³³ *Ibid.*, p. 11

¹³⁴ Minatchev, Andreï et Jacques Lévesque, « L’identité et la sécurité de la Russie: les crises internationales comme miroir de la guerre de Tchétchénie », *Études internationales*, vol. 35, no. 1 (Mars 2004), p. 49-72. Voir aussi, Lévesque, Jacques (entrevue de Jean-Frédéric Légaré-Tremblay), *Le retour de la Russie* (Québec: Édition Varia, 2007), l’auteur indique même que « l’une des ambitions les plus fermes de la Russie est d’exercer un rôle prépondérant dans l’ancien espace soviétique, qu’elle considère comme une sphère d’influence légitime et naturelle », p. 80

¹³⁵ Pollack, Kenneth, *The Persian Puzzle*, op. cit. p. 3

¹³⁶ Brzezinski, Zbigniew et Robert Gates, *Iran: Time for a New Approach* (New York: Council on Foreign Relations, 2004), p. 22-23

¹³⁷ Citation reprise de « Iranian Guard’s mission evolves », *Washington Times*, 19 mars 2007

Finale­ment, nous voulions simple­ment démon­trer que, dans la cul­ture poli­ti­que irani­enne, il est ardu pour les diri­geants d’avo­ir une poli­ti­que atten­ti­ste et /ou im­mo­bile, sur­tout que l’Iran dé­tient une tra­di­tion *et* une ca­pacité d’in­flu­en­cer la ré­gion à son avan­tage. Comme le ré­a­lis­me l’au­rait pré­dit, « les ca­pacités for­ment les in­ten­tions¹³⁸ », et l’Iran ne man­que ni des unes, ni des au­tres.

2.2. L’Islam shiite

Si l’Islam shiite joue un rôle im­por­tant pour une partie de la popu­la­tion irani­enne, elle dé­tient une place cen­trale, cru­ciale et vi­tale pour les diri­geants de la Ré­pub­li­que Islami­que. En plus d’être la reli­gion d’État, l’Islam shiite est un des prin­ci­paux piliers sur lequel s’appuie le ré­gime irani­en (avec l’anti-oc­ci­den­tal­isme, l’anti-amé­ri­can­isme, l’in­dé­pen­dance tech­no­logique, etc.). C’est ici que notre cadre théo­ri­que ré­a­lis­te néo­clas­si­que dé­montre son ori­ginalité. Nous pou­vons affir­mer que la plu­part des diri­geants irani­ens à tra­vers l’his­toire ont pou­r­su­ivi des poli­ti­ques vi­sant la dé­fense des in­té­rêts na­tionaux du pays, mais que leurs dif­fé­ren­tes per­cep­tions ont affecté l’é­labo­ra­tion de ces poli­ti­ques. Par consé­quent, la vi­sion des diri­geants irani­ens sous la monar­chie Pahlavi – habituel­lement laïcs, oc­ci­den­tal­isés et édu­qués dans les grandes écoles eu­ro­péennes et amé­ri­caines – et ceux de la théo­cra­tie shiite – tra­di­tion­nel­lement pieux, con­ser­vateurs et édu­qués dans les écoles coraniques (*howzieh*) de Karbala, Qom, Nadjaf ou Machhad – ne sera évi­dem­ment pas la même. Par consé­quent, pour com­prendre l’im­por­tance de l’Islam shiite, il faut re­venir briève­ment sur son his­toire, sa place et son rôle en Iran.

*Brève his­toire de l’Islam*¹³⁹. La con­ver­sion de la pénin­sule arabi­que à l’Islam par le prophète Moham­mad au 7^{ème} siècle a bou­le­ver­sé à tout ja­mais l’his­toire du Moyen-Orient. Après l’é­tab­lis­se­ment de la pre­mière société islami­que à Mé­dine (622), l’em­pire musul­man qu’il

¹³⁸ Zakaria, Fareed, *From Wealth to Power. The Unusual Origins of America’s World Role* (Princeton: Princeton University Press, 1998) p. 5

¹³⁹ Pour cette section, nous nous sommes inspiré de Nasr, Seyyed Hossein, *Islam: Religion, History, and Civilization* (New York: HarperCollins, 2002), p. 115-152

avait fondé s'étendit à un rythme effréné pendant plus de cent ans. C'est seulement en 732 que les troupes sous la bannière de l'Islam subirent leur première défaite, à Poitiers, contre les troupes françaises de Charles Martel. Malgré tout, l'empire allait à cette date de l'Espagne aux frontières de l'Inde. Au même moment, un conflit de succession faisait pourtant rage en Mésopotamie.

En fait, suite à la mort de Mohammad en 632, il fallait choisir un successeur pour diriger la naissante communauté musulmane. Le prophète n'ayant pas désigné de légataire, la communauté s'est entendue sur le choix d'Abou Bakr (632-634) comme calife. Après son court règne, Oumar (634-644) lui succéda et, sous son autorité, l'Islam s'étendit à la Syrie, la Perse et l'Afrique du Nord. Uthman (644-656) prit ensuite la place d'Oumar, mais fut assassiné dans une révolte tribale arabe. Finalement, le dernier calife "choisi" sera Ali (656-661), l'empire musulman devenant par la suite héréditaire. Ali était le gendre et le cousin de Mohammad et attendait depuis longtemps cette désignation¹⁴⁰.

Avec l'arrivée d'Ali au pouvoir, l'Islam connaît son premier véritable conflit interne. Une des raisons sera le transfert de la capitale de Médine à Kufa (en Irak actuel), « déplaçant ainsi à tout jamais le centre politique et culturel du monde islamique à l'extérieur de l'Arabie¹⁴¹ ». Dès son ascension, Ali fit face à une lutte interne sans merci contre plusieurs factions. D'un côté, il combattait les tribus mécontentes, et de l'autre les anciens compagnons contrariés du prophète (dont son épouse Aïcha). L'important ici est de noter qu'Ali fut assassiné après avoir conclu une trêve avec Muawiya, son principal opposant. Ce "martyr" poussa les "partisans d'Ali" (*Shī'ah Ali*), ou Shiites, à se séparer de la majorité sunnite (*Sunnī'a*)¹⁴². Cette rupture donne naissance au shiisme et au sunnisme comme nous le connaissons aujourd'hui.

¹⁴⁰ *Ibid.*, p. 155-177

¹⁴¹ *Ibid.*, p. 118

¹⁴² *Ibid.*, p. 119-120

Après le meurtre d'Ali, son petit fils Hossein reprit le flambeau et continua l'engagement contre le nouvel empire musulman sunnite des Omeyyades, qui siégeait désormais à Damas (Syrie). Les troupes du nouveau calife Yazid réussirent tout de même à abattre Hossein dans un combat à Karbala (680), encore une fois en Iraq actuel. À ce jour, les Shiites commémorent annuellement le "martyr" d'Hossein lors du mois de Muharram; c'est la fête d'Achoura.

Pour les Shiites, les descendants d'Hossein sont désormais considérés comme des "Imams" et les légitimes héritiers du califat musulman, usurpé par les Sunnites. Par contre, pour des raisons encore vivement débattues aujourd'hui, le douzième Imam (*al-Mahdi*) disparaît au 9^{ème} siècle. Les Shiites estiment qu'il est en période d'occultation et reviendra un jour pour instaurer la justice sur terre. Pour paraphraser Alexandre Adler, « au moment où s'achève ainsi tristement l'ambition dynastique et théologico-politique du shiisme arabe classique, commence pour de bon l'odyssée mystique d'un shiisme métapolitique dont le centre de gravité demeurera constamment iranien », et il est intéressant de noter que « le déplacement du centre de gravité du parti d'Ali vers le monde iranien va y ajouter une touche définitive de messianisme perse et de syncrétisme assimilateur¹⁴³ ».

D'ailleurs, le califat sunnite des Omeyyades tomba en 750, soit moins de cent ans après son instauration. Les grands gagnants de cette chute ont été les Shiites et les Perses. En effet, l'ancienne aristocratie perse de l'empire sassanide, convertie au shiisme, et les Arabes shiites de Mésopotamie étaient mécontents que le siège de l'empire musulman soit entre les mains "d'Arabes sunnites" physiquement loin d'eux: « la masse de cette révolte s'est faite sous la bannière du shiisme et était centré en Irak¹⁴⁴ ». Cette insurrection prit de l'ampleur à l'Est et le général iranien Abou Moslem réussit à amasser des forces pour détruire l'empire Omeyyade. Après leur écrasante victoire, le pouvoir politique se rapprocha de nouveau de l'hégémon régional: la Perse. Après leur victoire sur Damas, les Shiites et leur patronage perse ont transféré la capitale à Bagdad et instauré le califat abbaside, qui dura plus d'un

¹⁴³ Adler, Alexandre, *Rendez-vous avec l'Islam*, op. cit. p. 112 et p. 116

¹⁴⁴ Nasr, Seyyed Hossein, *Islam: Religion, History, and Civilization*, op. cit. p. 119

demi-millénaire (750-1258). Remarquons que Bagdad est presque exactement située sur les ruines de l'ancienne capitale perse de Ctésiphon¹⁴⁵.

L'époque abbaside est considérée comme la "civilisation islamique classique"¹⁴⁶ et l'époque où l'influence perse sur le califat musulman fut la plus grande. Les Arabes empruntèrent le très performant système impérial perse et « beaucoup de bureaucrates perses expérimentés trouvèrent des postes importants dans la nouvelle administration¹⁴⁷ ». Comme un calife abbasside l'expliquait: « les Perses régnèrent pendant mille ans et n'ont pas eu besoin de nous [les Arabes] même pour un jour; nous régnons depuis un ou deux siècles et ne pouvons nous passer d'eux pour une heure¹⁴⁸ ». Les Perses réussirent même un tour de force au 10^{ème} siècle en plaçant une de leur dynastie, les Bouyides, sur le trône du califat abbaside.

Toutefois, l'invasion mongole de 1258 mit fin à cette osmose "perso-shiite". Pendant plusieurs siècles, le Moyen-Orient fut alors dominé par une kyrielle de royaumes de tailles et de puissances différentes. En revanche, un nouveau groupe ethnique fit son apparition sur la scène régionale: les Turcs. Après avoir unifié l'Anatolie (Turquie orientale aujourd'hui) sous leur règne, les Turcs ont fait tomber l'empire de Constantinople (1453), dernier refuge impérial chrétien en terre d'Islam. Parallèlement, ils ont soumis les terres arabes de l'Algérie à l'Irak sous le joug du premier califat non-arabe, celui des Ottomans (1453-1924).

Quelques années plus tard, une dynastie shiite perse (mais d'origine turque) érigea un nouvel empire puissant, celui des Safavides (1501-1722). Dès le début de son règne, le premier roi safavide shah Ismaël décréta l'Islam shiite comme religion d'État. Du coup, le premier État moderne shiite fit son apparition. Pour lier la perception "impériale" des dirigeants iraniens avec l'Islam shiite, Sami Aoun souligne que « contrairement aux puissants voisins turcs, les Perses [safavides] incarnaient davantage la culture de la plume que la

¹⁴⁵ *Ibid.*, p. 119

¹⁴⁶ *Ibid.*, p. 120

¹⁴⁷ Clawson, Patrick et Michael Rubin, *Eternal Iran*, op. cit. p. 18

¹⁴⁸ Citer dans *Ibid.*, p. 18

culture de l'épée; les Iraniens sont fiers de ce prestigieux passé culturel et s'enorgueillissent à raison de leur particularisme dans la civilisation musulmane¹⁴⁹ »

Le shiisme en Iran. Par ce choix, shah Ismaël secoua à tout jamais la dynamique politique de la Perse. Comme tout dirigeant pragmatique, cette décision relevait d'un calcul stratégique, car les Safavides, même si d'origine turque, étaient d'intenses opposants aux deux principaux empires sunnites de l'époque; turc ottoman à l'Ouest et indien moghol à l'Est. Bref, « cette compétition prit une tournure sectaire lorsque les Safavides devinrent l'empire shiite et les empereurs ottomans – qui régnaient sur les terres arabes et clamaient officiellement le califat [...] – devinrent les porte-paroles du Sunnisme »¹⁵⁰. Une lutte idéologique et religieuse s'installa donc entre les deux États, surtout que « le sultan de Constantinople Selim était inquiet de voir la progression gigantesque de ce califat rival, shiite, et non moins turc, qui avance dangereusement vers l'Ouest et risque, par son messianisme, de faire basculer les vieilles bases du pouvoir ottoman en Anatolie dans la nouvelle foi [shiite]¹⁵¹ ». Après plusieurs conflits armés entre les deux empires pour le contrôle des lieux saints musulmans, qu'ils soient shiites (Nadjaf, Karbala) ou reconnus par les deux écoles (La Mecque et Médine), « le shiisme donna à l'Iran son identité distincte; les Iraniens étant différenciés de la plupart des Arabes et des Turcs non seulement par la langue et la culture, mais aussi par la croyance et la pratique religieuse¹⁵² ».

Cependant, il manquait de clercs shiites qualifiés en Iran. Shah Ismaël en invita alors des quatre coins du monde musulman (entre autres de la famille des Sadr au Liban¹⁵³). Cet

¹⁴⁹ Aoun, Sami (entrevue de Jean-Frédéric Légaré-Tremblay), *L'islam entre tradition et modernité* (Québec: Édition Varia, 2007) p. 67

¹⁵⁰ Nasr, Vali, *The Shia Revival: How Conflicts within Islam Will Shape the Future* (New York: W. W. Norton, 2007) p. 65

¹⁵¹ Adler, Alexandre, *Rendez-vous avec l'Islam*, op. cit. p. 120

¹⁵² Nasr, Vali, *The Shia Revival*, op. cit. p. 65

¹⁵³ Voir Chehabi, H.E., « Musa Sadr and Iran », dans Chehabi, H.E. dir., *Distant Relations: Iran and Lebanon in the Last 500 years* (New York/Londres: I.B. Tauris, 2006) p. 137-161 ainsi que Fuller, Graham E., « The Hizballah-Iran Connection: Model for Sunni Resistance », *The Washington Quarterly*, vol. 30 no. 1 (Hiver 2006-07) p. 141-142

important déplacement clérical fonda la base d'une nouvelle relation entre les centres religieux chiites de l'Irak, de l'Iran du Liban et de l'île de Bahreïn. Cette connexion perdure toujours et comme nous le verrons plus tard, il s'agit d'un élément central pour comprendre la politique étrangère de la République Islamique à l'égard des Arabes chiites¹⁵⁴. De plus, un rapport de connivence s'installa entre le roi et le clergé, car chacun des partis concernés requérait le soutien de l'autre. Le shah désirait la légitimité "d'ombre de Dieu sur terre" que seuls les mollahs pouvaient lui donner; tandis que ces derniers profitaient d'avantages politiques (ex. influence sur l'éducation nationale) et économiques (la classe religieuse est souvent reliée aux propriétaires fonciers et aux commerçants pieux – ou "bazaris")¹⁵⁵.

Ce système fonctionna sans grands aléas jusqu'au début du 20^{ème} siècle, ou plus précisément jusqu'à la Révolution constitutionnelle de 1906-1911. À l'échelle nationale et à travers toutes les tendances politiques, la population iranienne se souleva contre l'absolutisme des rois de la dynastie Qâdjârs (1722-1921). Le peuple réclamait une constitution et un parlement élu. Le vieux Mozaffar-e-Din shah (1853-1907) céda et l'Iran devint le premier pays musulman à avoir une branche législative. L'important appui des mollahs à ce mouvement réformateur les incita désormais à exiger un plus grand rôle politique.

Toutefois, la décadente monarchie Qâdjârs s'écroula en 1921 sous les bottes du militaire cosaque Reza Khan. Ce colonel avait pour rêve de transformer l'Iran en une république suivant le modèle turc de Mustapha Kemal "Atatürk" (1881-1938). Mais le clergé s'opposa à cette idée, craignant que la mise en place d'une république n'entraîne la laïcisation totale du système¹⁵⁶. Avec l'approbation des mollahs, Reza Khan se proclama donc roi et fonda la dynastie Pahlavi (1925-1979), qui n'aura que deux souverains. Sous son règne (1925-1945) et celui de son fils Mohammad Reza shah (1945-1979), mais à l'encontre du désir des

¹⁵⁴ Nasr, Vali, *The Shia Revival*, op. cit. p. 65

¹⁵⁵ Pour un ouvrage consacré au rôle du clergé chiite dans la politique interne sous la monarchie des Qâdjârs, voir Algar, Hamid, *Religion and State in Iran 1785-1906. The Role of the Ulama in the Qajar Period* (Berkeley: University of California Press, 1969)

¹⁵⁶ Keddie, Nikki, *Modern Iran. Roots and Results of Revolution* (New Haven: Yale University Press, 2^{ème} édition, 2003) p. 85-86

religieux, l'Iran se lança quand même vers une occidentalisation et une laïcisation extrême, à l'instar de la Turquie. Pour sa part, le clergé shiite était largement mécontent, mais resta passablement obéissant. Cette position était préconisée par l'Ayatollah Hossein Borujerdi (1875-1961), la plus haute autorité shiite de l'époque¹⁵⁷. Or, durant la période entre l'instauration des Pahlavi à la mort de Borujerdi (1925-1961), hormis lors de la tumultueuse direction du premier ministre Mohammad Mossadegh (1951-53), les mollahs iraniens ne s'impliquèrent pas sérieusement en politique.

Mais au cours des années 1960, un vent de changement souffla sur le clergé shiite. La mort de l'Ayatollah Borujerdi libéra certains mollahs (comme l'Ayatollah Rouhollah Khomeiny) du quiétisme politique. La période 1961-1979 fut très tourmentée étant donné le mécontentement national vis-à-vis du règne de plus en plus autoritaire du souverain. La population iranienne, de l'extrême gauche athée (ex. le parti communiste Toudeh) jusqu'à l'extrême droite religieuse s'accorda sur un seul objectif: le renversement de la monarchie. Leur soulèvement de 1979 porta fruits et le dernier shah d'Iran tomba et s'exila en février de la même année. Cette insurrection iranienne influença le pays dans sa totalité et les dirigeants de la République Islamique en particulier.

Finalement, il faut retenir que toute cette épopée shiite laisse encore ses traces à travers le Moyen-Orient. Énormément de liens unissent les Shiites afghans, arabes, pakistanais, perses ou turcs entre eux, mais la pierre angulaire de cette relation est l'Iran. Pour notre cas d'étude, nous pouvons citer avec conviction que « pour beaucoup de Shiites arabes, sacrifiés par les persécutions qui souvent se sont poursuivis hypocritement jusqu'à la fin du 20^{ème} siècle [...] le lien émotionnel avec l'Iran reste majeur¹⁵⁸ ». Tel qu'analysé plus en détails dans notre étude de cas, les dirigeants iraniens le savent, le perçoivent et profitent de cette relation pan-shiite.

¹⁵⁷ Behrooz, Maziar, *Rebels with a Cause. The Failure of the Left in Iran* (New York/Londres: I.B. Tauris, 2000) p. 8

¹⁵⁸ Adler, Alexandre, *Rendez-vous avec l'Islam*, op. cit. p. 90

2.3. La Révolution de 1979

Certains événements cataclysmiques dans l'histoire d'une société influencent profondément la majorité de la population. Assurément, les révolutions entrent dans cette catégorie d'épisodes marquants¹⁵⁹. Pour Robert Jervis, « ceux qui ont participé aux [révolutions] seront encore plus affectés. La manière utilisée pour saisir le pouvoir [...] influencera les concepts et les stratégies qu'ils appliqueront pour diriger leur pays et interagir avec le monde¹⁶⁰ ».

Comme mentionné auparavant, la révolution iranienne de 1979 impliqua la presque totalité de la population, peu importe leurs convictions politiques. Un consensus national s'était établi autour du désir de voir le dernier Pahlavi choir de son trône. Ce consentement unissait étonnamment les communistes du Parti Toudeh (*Hezb-e Toudeh*), marxiste-léniniste du mouvement des Fedayin du Peuple (*Fedayin-e Khalq*), aux nationalistes démocrates "Mossadeghiste" du Front National (*Jebheh-e Melli*), aux communistes islamiques comme les Moudjahidines du Peuple (*Modjahidin-e Khalq*) et finalement au parti islamique, ou "Parti de Dieu" (*Hezbollah*), de l'Ayatollah Rouhollah Khomeiny et ses compagnons cléricaux. Cependant, « excepté les loyalistes de Khomeiny, qui avaient le plus vaste réseau centré autour des mosquées à travers le pays, ils seront tous déçus¹⁶¹ ».

Pour faire un bref retour historique sur les suites de la révolution, il est important de noter que c'est le clergé chiite qui s'accapara du pouvoir central et fonda la République Islamique: « malgré la multiplicité des groupes révolutionnaires (marxistes, anarchistes, libéraux ou laïques), le parti des religieux commença à étendre son emprise sur le pays avec l'aide des comités révolutionnaires créés dans les mosquées, qui regroupaient des militants islamistes et

¹⁵⁹ Jervis, Robert, *Perception and Misperception in International Politics*, op. cit., p. 262

¹⁶⁰ *Ibid.*, p. 262

¹⁶¹ Hiro, Dilip, *The Iranian Labyrinth* (New York: Nation Books, 2005) p. 132

d'extrême gauche¹⁶² ». Après la prise en otage des employés de l'ambassade américaine par un groupe d'étudiants, du 4 novembre 1979 au 20 janvier 1981, Khomeiny profita du moment pour monopoliser le pouvoir central et mettre en marche son projet théocratique: « cette action, décidée par les étudiants eux-mêmes, offrit à l'Ayatollah Khomeiny l'occasion de mettre l'État sous tutelle cléricale, en marginalisant l'opposition favorable à des relations pacifiées avec l'Occident [et cet] événement représente la première grande rupture entre Téhéran et Washington¹⁶³ ». Par ailleurs, c'est grâce à cette politique que Khomeiny écartera des cercles du pouvoir ses anciens alliés "libéraux", tel que le Premier ministre Mehdi Bazargan et le Président Abol-Hassan Bani-Sadr, ce dernier prenant même le chemin de l'exil¹⁶⁴. De plus, le système politique khomeyniste de Guide Suprême (*Velâyat-e Faqi*), où le religieux prime sur le politique, ne fera pas l'unanimité à travers le clergé chiite. Cependant, avec son nouveau pouvoir et sa fulgurante popularité, Khomeiny réussit à faire éclipser l'influence des clercs, comme l'Ayatollah Kazem Shariatmadari, opposés à son projet théocratique¹⁶⁵.

À priori, le renversement de la monarchie ne fut pas mal accueilli par les chancelleries occidentales, tout particulièrement par l'administration américaine de Jimmy Carter (1977-1981). Justement, pour ce président qui avait mit l'accent sur le respect des droits humains et avait pris ses distances avec le monarque iranien, ce soulèvement à saveur "nationaliste"

¹⁶² Saada, Julien, « La stratégie politique iranienne: idéologie ou pragmatisme? », *Revue internationale et stratégique*, no. 69 (2008), p. 56

¹⁶³ *Ibid.*, p. 56. Pour « les étudiants musulman de la ligne de l'Imam » (*Daneshjuran-e musulmanan-e piramun-e khatt-e Emam*) qui prirent d'assaut l'ambassade américaine, l'idée était de prévenir une reprise du coup d'état de 1953 où les Américains et les Britanniques ont organisé le renversement de Mohammad Mossadegh (opération Ajax), premier ministre élu démocratiquement qui avait nationalisé le pétrole iranien. Pour une analyse, somme toute, poststructuraliste, voir Adib-Moghaddam, Arshin, *Iran in World Politics: The Question of the Islamic Republic* (New York: Columbia University Press, 2008) p. 59-62

¹⁶⁴ Saada, Julien, « La stratégie politique iranienne », *op. cit.*, p. 57; pour un aperçu de l'opposition des "libéraux" comme Mehdi Bazargan au principe système politico-religieux de Khomeiny, voir Crane, Keith, Rollie Lal et Jeffrey Martini, *Iran's Political, Demographic and Economic Vulnerabilities* (Santa Monica: RAND Corporation) p. 25

¹⁶⁵ voir Crane, Lal et Martini, *Iran's Political, Demographic and Economic Vulnerabilities*, *op. cit.*, p. 25, 26, 49. Comme nous l'analyserons plus tard, le Grand Ayatollah Ali Sistani entre aussi dans cette faction du clergé chiite.

apparaissait même comme un certain bienfait¹⁶⁶. Dans le même ordre d'idées, certains affirment que les mouvements révolutionnaires religieux proches de Khomeiny auraient même eu droit à l'appui des Américains, sans quoi ils auraient été impossible pour eux de renverser la dynastie Pahlavi¹⁶⁷.

Malgré tout, une des principales conséquences de la victoire des Khomeynistes est qu'elle « a renforcé l'État en politisant la population, en intégrant les "deshérités" [la classe pauvre traditionnellement pieuse], en étendant le système éducatif [...], en brassant les classes (au moins durant la guerre contre l'Irak), mais surtout en mettant fin à la dichotomie entre pouvoir politique et clergé¹⁶⁸ ». Ce soulèvement populaire ainsi que l'échange entre monarchie laïque contre théocratie chiite qui s'en suivit, affectent toujours la perception des dirigeants iraniens. Ceci pour deux raisons essentielles: 1) l'ampleur de la révolution et 2) la première victoire moderne de l'Islam politique.

L'ampleur du mouvement de 1979. La révolution iranienne est probablement l'événement le plus mémorable de l'histoire contemporaine du pays. À ce jour, les bouleversements produits affectent démesurément la dynamique politique interne et externe du pays et, sans aucune exagération, l'équilibre planétaire¹⁶⁹. Encore aujourd'hui, il est difficile de trouver quelqu'un en Iran qui ne soit pas affecté de proche ou de loin par ce soulèvement pan-national¹⁷⁰. Pour comprendre l'ampleur de la révolte populaire iranienne, il suffit de la comparer avec les autres grandes révolutions. Pour le sociologue Charles Kurzman, « il est presque inouï pour une révolution d'impliquer plus d'un pour cent de la population nationale » et « la révolution française de 1789, la révolution russe de 1917 et la révolution roumaine de 1989 ont peut-être

¹⁶⁶ Saada, Julien, « La stratégie politique iranienne », op. cit., p. 56

¹⁶⁷ C'est entre autre la thèse de Nahavandi, Houchang, *La Révolution Iranienne. Vérité et mensonges* (Lausanne: L'Age d'Homme, 1999), sur le sujet en question, voir particulièrement p. 184-200

¹⁶⁸ Roy, Olivier, *L'Islam mondialisé* (Paris: Seuil, 2002) p. 41

¹⁶⁹ C'est le sujet d'un ouvrage collectif sous la direction de John L. Esposito, spécialiste américain du monde musulman, voir Esposito, John L., dir., *The Iranian Revolution: Its Global Impact* (Gainesville: University Press of Florida, 2001)

¹⁷⁰ Matin-Asgari, Afshin, « Tehran Memoirs and Diaries: Winter 1979 and Summer 1997 » *Comparative Studies of South Asia, Africa and the Middle East*, vol. 20, no. 1, (2000) pp. 171-179

dépassé cette marque¹⁷¹ ». Comparées au cas de l'Iran, ces révolutions peuvent paraître presque anodines. En fait, Kurzman souligne que « plus de 10 pour cent de la population iranienne manifesta lors des démonstrations anti-shah du 10 et 11 décembre 1978 »; représentant un « total de 6 à 9 millions [et] même en comptant les exagérations, ces chiffres représentent probablement la plus grande protestation de l'histoire¹⁷² ». Pour citer l'ancien premier ministre chinois Zhou Enlai sur son impression des conséquences de la révolution française de 1789: « il est trop tôt pour dire ». Une conclusion similaire s'applique probablement au cas iranien. Selon Robin Wright, « la révolution iranienne s'inscrit comme la dernière grande révolution des temps modernes¹⁷³ »

D'après Robert Jervis, « lorsque les individus qui dominent le gouvernement partagent les mêmes expériences formatrices, ce qui est souvent le cas après une révolution, l'effet [sur la perception] est encore plus forte¹⁷⁴ ». Dans notre cas d'étude, la perception des dirigeants actuels de la République Islamique était presque totalement façonnée par les grands idéaux de 1979 comme l'antimonarchisme, l'antiaméricanisme ou l'idée d'indépendance technologique et, bien évidemment, l'Islam chiite. Le sentiment d'anti-impérialisme au sein de l'élite dirigeante se fait toujours sentir. Par exemple, lors d'une conférence de presse au Venezuela (qui probablement fit sourire n'importe quel nostalgique des discours de gauche de la Guerre froide), le président Ahmadinejad qualifia son hôte, le président Hugo Chavez, de “frère” et de “champion du combat contre l'impérialisme”, tout en affirmant que “nous avons des pensées, des objectifs et des intérêts en commun [et] devons être en mesure de transformer ces idées en réalité dans le but d'atteindre la justice et la paix”. Le volubile chef d'État iranien ajouta aussi que “le Venezuela et l'Iran ont démontré qu'ensemble, hors de portée de l'hégémonie et l'impérialisme américain [veulent envoyer à] tous les peuples qui veulent

¹⁷¹ Kurzman, Charles, *The Unthinkable Revolution in Iran* (Cambridge: Harvard University Press, 2004) p. 121. L'auteur note qu'à Téhéran environ 1 million de personnes ont manifesté, entre 700 000 et 1 million à Ispahan et Machhad, entre 500 000 et 700 000 à Tabriz, 400 000 à Rasht, environs 250 000 à Ahvaz, Chiraz, Abadan et Qom, 150 000 à Khorramchahr, plus de 100 000 à Arak et Kermânchâh et des dizaines de milliers dans une douzaine d'autres villes.

¹⁷² *Ibid.*, p. 121-122

¹⁷³ Wright, Robin, *The Last Great Revolution*, op. cit. p. 9

¹⁷⁴ Jervis, Robert, *Perception and Misperception in International Politics*, op. cit., p. 261

vivre librement et indépendamment, le message qu'il est possible de réaliser cette victoire"¹⁷⁵. Indubitablement, cette posture politique vient du legs "anti-impérialiste" de Khomeiny, un homme pour qui Ahmadinejad a le plus grand respect. Le chercheur désirent étudier les déclarations anti-impérialistes de Khomeiny et de ses camarades ne manquera pas de matériel. Par exemple, Khomeiny affirma que "les capitaliste Américains magouillent pour prendre le contrôle des ressources naturelles de l'Iran"¹⁷⁶. Quinze après la mort d'Ayatollah Khomeiny, son successeur politique, l'Ayatollah Khomeineï, reprend des arguments identiques, déclarant:

[L'Iran] attire l'attention de cette puissance arrogante et agressive [les États-Unis] pour plusieurs raisons. Tout d'abord, l'Iran est un pays riche en ressources naturelles, telles que le pétrole et le gaz. Deuxièmement, l'emplacement géographique de l'Iran est d'une importance considérable, avec ses longues côtes sur le Golfe Persique et la Mer d'Oman et [l'Iran] est la passerelle majeure de l'Occident vers l'Asie Centrale.... Néanmoins, la principale raison de l'hostilité américaine envers notre pays est l'identité islamique de notre système et le fait que notre système islamique soit opposé à l'oppression, la domination, la dictature et la dépendance politique, économique ou culturelle vis-à-vis des autres¹⁷⁷.

Cette vision politique, somme toute de gauche, ne peut être mieux illustrée qu'avec le slogan électoral d'Ahmadinejad qui était "de mettre l'argent du pétrole sur la table à dîner des gens"¹⁷⁸. Cette perception anti-impérialiste des décideurs iraniens est accolée d'une deuxième variable à prendre en considération, soit l'Islam.

¹⁷⁵ Citation reprise de Cordesman, Anthony H. et Martin Kleiber, *Iran's Military Forces and Warfighting Capabilities: The Threat in the Northern Gulf* (Washington D.C.: Center for Strategic & International Studies, 2007) p. 35 et dans *AFP*, « Chavez, Ahmadinejad Solidify Iran-Venezuela Ties », 18 septembre 2006

¹⁷⁶ Citation reprise de Abrahamian, Ervand, *Khomeinism: Essays on the Islamic Republic* (Berkeley: University of California Press, 1993) p. 23

¹⁷⁷ Citation reprise de Sadjadpour, Karim, *Reading Khomeini: The World View of Iran's Most Powerful Leader* (Washington D.C.: Carnegie Endowment for International Peace, 2008) p. 15

¹⁷⁸ Amuzegar, Jahangir, « The Ahmadinejad Era: Preparing for the Apocalypse », *Journal of International Affairs*, vol. 60, no. 2, (Printemps/Été 2007) p. 39; voir aussi International Crisis Group, « What Does Ahmadi-Nejad's Victory Mean? », *Middle-East Briefing*, n°18 (4 août 2005) p.7

Un Islam shiite politique. La révolution de 1979 porta au pouvoir le clergé shiite et engendra une transformation politique, économique et culturelle gigantesque qui entraîna son lot de conséquences. Les dirigeants sortis gagnant de cette bataille politique étaient principalement centrés autour des mollahs shiites et de leurs collaborateurs civils, qui somme toute étaient parfois plus extrêmes dans leurs convictions religieuses. Pour un excellent exemple, pensons simplement à l'ancien président Mohammad Khatami (1997-2005), cleric modéré et à son successeur civil Mahmoud Ahmadinejad (depuis 2005), considérablement plus extrême dans ses croyances politico-religieuses¹⁷⁹.

En fait, souligne Janhangir Amuzegar, le président Ahmadinejad fait allusion à "Dieu" dans tous ses discours¹⁸⁰, un emploi extrême, même selon les normes de la République Islamique. En réponse à des critiques sur sa gestion de l'économie nationale, il répondra: "je prie Dieu de ne jamais rien comprendre à l'économie"¹⁸¹. Dans le même ordre d'idées, mélangeant fierté nationale et religion, il déclara au sujet du programme nucléaire: "par la grâce de Dieu, notre puissante nation continue son chemin"¹⁸².

En ce qui nous concerne, les individus arrivés au pouvoir en 1979-1980 croyaient fermement – du moins officiellement – en l'Islam shiite et envisageaient une place prépondérante pour l'Islam dans la politique interne et externe. Sur le plan interne, l'Ayatollah Khomeiny imposa la loi islamique (*sharia*) et créa la première théocratie moderne tout en devenant le dirigeant incontesté du pays, et ce jusqu'à sa mort en 1989¹⁸³. Tandis que sur la scène internationale, l'Iran mettait de l'avant une politique étrangère idéaliste de "révolution islamique sans frontière", joignant entre autres anti-occidentalisme,

¹⁷⁹ Fathi, Nazila, « Former Iranian President Publicly Assails Ahmadinejad », *The New York Times*, 12 décembre 2007

¹⁸⁰ Amuzegar, Jahangir, « The Ahmadinejad Era », op. cit., p. 36

¹⁸¹ *Ibid.*, p. 40

¹⁸² Citation reprise de Cordesman, Anthony H. et Martin Kleiber, *Iran's Military Forces and Warfighting Capabilities*, op.cit., p. 35

¹⁸³ Pour un excellent aperçu général de la politique de Khomeiny, tant à l'interne qu'à l'externe, voir Abrahamian, Ervand, *Khomeinism*, op. cit.

antisionisme, tiers-mondiste et Islam dans un ensemble assez populaire dans le monde musulman. Pour reprendre Thierry Coville: « l'objectif était de soutenir idéologiquement et financièrement tous les mouvements islamiques et de libération nationale du monde, qui combattaient les puissances occidentales ou les gouvernements musulmans "corrompus"¹⁸⁴ ». Cette politique étrangère s'établit en deux étapes. D'un côté, il y avait une politique pour l'ensemble du monde musulman, et de l'autre, une diplomatie pour les Shiïtes.

Premièrement, sachant très bien que le monde musulman est à 90% sunnite et que l'Iran est à 90% shiïte, Khomeiny décida de faire la promotion de causes dites "musulmanes" afin de transcender cette rupture. Le but visé de cette politique de Khomeiny, nous explique Julien Saada, « était de mettre fin à la division des nations musulmanes en nouant des alliances avec des mouvements de même confession pour revenir à une communauté internationale des croyants: l'*Oumma*. Il y avait dans un premier temps une envie d'afficher une solidarité panislamique en niant la distinction nationale et surtout chiïte-sunnite¹⁸⁵ ». L'Ayatollah Khomeiny ne se faisait jamais discret à propos des principaux piliers de sa politique, soit le combat contre le "Grand Satan américain", contre le "Petit Satan israélien" et tous leurs laquais dans la région comme les régimes autoritaires sunnites "impies" comme l'Égypte d'Anouar Sadate (qui signa la paix avec Israël en 1977) ou les pétromonarchies du Golfe persique, principalement l'Arabie Saoudite¹⁸⁶. Un autre exemple concret de "politique unificatrice" du monde musulman de la part de Khomeiny sera son *fatwa* – jugement de jurisprudence islamique – condamnant à mort l'auteur indo-britannique Salman Rushdie pour son livre *Les Versets Sataniques* (15 février 1989). En effet, suite aux cinq mois de silence ayant suivi la parution du livre, l'Ayatollah décida finalement de décréter ce livre "contre l'Islam, le Prophète et le Coran". Selon Yann Richard, par ce geste et « malgré l'isolement confessionnel et nationaliste entraîné par la guerre [Iran-Irak de 1980-1988], Khomeiny tenta en vain [de] reprendre ses prétentions hégémoniques sur le monde musulman », et même si sa

¹⁸⁴ Coville, Thierry, *Iran, la révolution invisible* (Paris: La Découverte, 2007) p. 191

¹⁸⁵ Saada, Julien, « La stratégie politique iranienne: idéologie ou pragmatisme? », op. cit., p. 58

¹⁸⁶ Pour plus d'informations sur la politique étrangère iranienne de 1979 à 1989, soit jusqu'à la mort de l'Ayatollah Khomeiny, voir Takeyh, Ray, *Hidden Iran: Paradox and Power in the Islamic Republic* (New York: Holt Paperbacks, 2007) p. 9-30 et Pollack, Kenneth, *The Persian Puzzle*, op. cit. p. 239-240

politique n'eut pas les résultats escomptés, c'était une posture « insupportable pour les Occidentaux, aux yeux desquels ce décret religieux empiétait sur leur souveraineté, la *fatwa* rendit Khomeiny très populaire dans la plupart des pays musulmans¹⁸⁷ ». Plusieurs auteurs s'entendent pour dire que c'était une autre des politiques panislamiques du dirigeant iranien¹⁸⁸.

Deuxièmement, l'arrivée au pouvoir du clergé chiite à Téhéran créa un certain espoir pour tous les Chiites (souvent ostracisés) du Moyen-Orient avec ce nouvel « islamisme chiite qui, du Liban à l'Iran, semblait désireux de renouer avec le monde arabe les liens interrompus par le régime impérial des Pahlavi¹⁸⁹ ». Nous y reviendrons plus en détail dans nos études de cas, mais l'important ici est de noter que pour les nouveaux dirigeants iraniens, qui détiennent toujours la totalité du pouvoir en 2008, une certaine vision s'est établie sur l'idée qu'il faut aider "les frères chiites". Cette politique découle des idéaux révolutionnaires de la branche religieuse proche de Khomeiny. Ainsi, « les gens absorbent plus les valeurs et les croyances qui dominent le climat politique au moment où ils commencent à penser ou à participer à la politique¹⁹⁰ ». Aujourd'hui, les dirigeants iraniens ont presque tous (sinon tous) commencé leurs activités politiques durant la révolution de 1979 et durant la guerre Iran-Irak (1980-1988). En plus d'être souvent des clercs chiites qui ont étudié dans les divers séminaires coraniques du Moyen-Orient, ils ont souvent créé des liens amicaux et d'entraide avec des Arabes chiites.

Si l'on étudie les principaux "khomeynistes" qui ont soutenu la révolution, on constate qu'ils ont souvent été en contact avec les autres Chiites du Moyen-Orient. Par exemple, Khomeiny et sa désormais influente famille passèrent quatorze années d'exil (1964-1979) dans la ville chiite irakienne de Najaf. Une des conséquences de cet exil, estime

¹⁸⁷ Richard, Yann, *L'Iran. Naissance d'une république islamique* (Paris: De la Martinière, 2006) p. 317

¹⁸⁸ Voir *Ibid.*, p. 317 ou Pollack, Kenneth, *The Persian Puzzle*, op. cit. p. 239-240; pour une analyse néoconservatrice qui met de l'avant l'aspect "idéologique" et "islamiste" de la *fatwa*, voir Clawson, Patrick et Michael Rubin, *Eternal Iran*, op. cit. p. 101

¹⁸⁹ Adler, Alexandre, *Rendez-vous avec l'Islam*, op. cit. p. 64

¹⁹⁰ Jervis, Robert, *Perception and Misperception in International Politics*, op. cit., p. 253

Anoushiravan Ehteshami, est que Khomeiny vécu, perçu et comprit la répression des Shiites dans les pays sunnites: « par un accident de l'histoire [...] Khomeiny vécu de première main [*firsthand*] la suppression systématique de l'establishment clérical shiite sous le leadership du Baath dans les années 1960 et 1970. Du point de vue de Khomeiny, Saddam était personnellement impliqué dans cette campagne anti-shiite¹⁹¹ ».

Ali Shamkhani, amiral et ancien ministre de la Défense nationale est un arabe iranien qu'on envoya au Liban durant les années 1980 en raison de ses liens avec le Hezbollah libanais. L'actuel président iranien Mahmoud Ahmadinejad combattit dans la guerre Iran-Irak au sein des Gardiens de la Révolution (*Pasdarans*).

Ali Akbar Mohtashemi, souvent considéré comme le fondateur du mouvement libanais Hezbollah, a évidemment plusieurs contacts de haut-niveau avec les Shiites au Liban, en Syrie et en Irak. Après avoir étudié dans la ville sainte de Nadjaf, il revient en Iran après la révolution pour finalement devenir ambassadeur de l'Iran en Syrie. C'est à ce poste qu'il créa (où du moins aida grandement) à la création du Hezbollah libanais¹⁹².

L'exemple de l'Ayatollah Seyed Mahmoud Hashemi Shahroudi est encore plus révélateur, car sans être iranien il se trouve à la tête du système judiciaire de la République Islamique. Shahroudi est un irakien né à Nadjaf qui s'exila en Iran pour fuir la dictature de Saddam Hussein. Avant d'accéder à son poste actuel, il était chef du Conseil Suprême pour la Révolution Islamique en Irak (CSR II), un groupe sous influence iranienne réunissant des exilés irakiens voulant renverser le régime de Saddam Hussein. Comme remarque Vali Nasr, spécialiste des questions shiites, « les clercs irakiens qui ont fuit le règne de Saddam sont une force notable [dans la principale ville religieuse iranienne de] Qom [et] leurs séminaires ont

¹⁹¹ Ehteshami, Anoushiravan, « Iran-Iraq Relations after Saddam », *The Washington Quarterly*, vol. 26, no. 4 (Automne 2003) p. 116

¹⁹² Esposito, John L., *The Islamic Threat: Myth or Reality?* (Oxford: Oxford University Press, 1992) p.146-151 et Chehabi, H.E., « Iran and Lebanon in the Revolutionary Decade », dans Chehabi, H.E. dir., *Distant Relations: Iran and Lebanon in the Last 500 years* (New York/Londres: I.B. Tauris, 2006) p. 201-230

formé des Iraniens et des Irakiens dont certains des plus notables sont devenus des responsables de la République Islamique¹⁹³ ».

Cette relation privilégiée entre Shiites est évidemment à double-sens. Par exemple, l'actuel Premier ministre irakien Nuri al-Maliki, sur lequel les Américain fondent énormément d'espoir, passa une grande partie de ses 20 ans d'exil en Iran; et « ironiquement, l'occupation américaine a favorisé [son] retour en Irak pour accéder au pouvoir¹⁹⁴ ». Nous analyserons plus cette relation dans le dernier chapitre.

L'idée ici est de comprendre que la grande majorité des dirigeants iraniens ont en commun d'être issus de la révolution de 1979, des écoles coraniques chiites d'Irak, d'Iran, du Liban et/ou des années d'exil en terre chiite. Cette situation affecte indubitablement leur perception de la situation géopolitique du Moyen-Orient, préférant une "entente cordiale chiite" avec leur frère de confession. Cependant, un autre événement fût extrêmement marquant pour l'élite iranienne, soit la guerre Iran-Irak de 1980 à 1988.

2.4. La Guerre Iran-Irak (1980-1988)

Lorsque le clergé chiite prit le pouvoir à Téhéran, un consensus stratégique s'installa chez les dirigeants arabes sunnites et leurs alliés occidentaux. L'idée était de "prévenir la fièvre révolutionnaire" ou d'éviter "l'effet des dominos" (si chère aux stratèges américains) chez les Shiites du Moyen-Orient, car sinon, ce n'était qu'une question de temps avant que les vulnérables pétromonarchies du Golfe persique s'effondrent¹⁹⁵. Dès lors, sur un coup de tête, le dirigeant irakien Saddam Hussein « décida d'envahir l'Iran sans aucune consultation

¹⁹³ Nasr, Vali, *The Shia Revival*, op. cit. p. 223

¹⁹⁴ Razavi, Sam et Julien Saada, « L'Iran, l'Irak et les élections américaines », *Le Devoir*, 2 Mai 2008, p.A9

¹⁹⁵ Kemp, Geoffrey, « Iran and Iraq: The Shia Connection, Soft Power, and the Nuclear Factor », *United-States Institute of Peace*, Special Report 156 (Novembre 2005) p. 7

avec ses conseillers¹⁹⁶ », et les forces irakiennes pénétrèrent en territoire national iranien le 23 septembre 1980. Le dictateur irakien craignait essentiellement un soulèvement chez sa population shiite (65%) contre son régime sunnite, semi-laïc et pan-arabiste. Ainsi, avec le statu de paria international attribué à l’Iran depuis la crise des otages, les Occidentaux, les pétromonarchies du Golfe persique et tous les États arabes sunnites (excepté la Syrie et la Libye) décidèrent de soutenir Saddam Hussein politiquement, économiquement et militairement dans son combat¹⁹⁷. Quoi qu’il en soit, la guerre Iran-Irak se termina le 20 août 1988 avec le triste record d’être la plus longue et plus meurtrière guerre binationale du 20^{ème} siècle, faisant un demi-million de victimes¹⁹⁸.

En ce qui nous concerne, reprenons Robert Jervis dans une citation qui s’applique parfaitement au cas iranien: « le seul événement aussi important pour une nation que sa révolution est sa dernière grande guerre¹⁹⁹ ». L’auteur élabore son idée en développant qu’en raison « de la nature dramatique et pénétrante d’une guerre et de ses conséquences, les expériences associées à cet événement – la diplomatie qui l’a précédée, les méthodes de combat, les alliances qui ont été formées et la façon dont la guerre s’est terminée – influenceront profondément les perceptions de la plupart des citoyens²⁰⁰ ».

En effet, cette guerre avec le voisin irakien laissa des traces indélébiles chez les dirigeants iraniens. Si l’on pense qu’environ un quart de millions de soldats sont morts – sur une population de 30 millions à l’époque – cela représente une portion gigantesque de la

¹⁹⁶ Woods, Kevin, James Lacey et Williamson Murray, « Saddam’s Delusions: The View From the Inside », *Foreign Affairs*, vol. 85, no. 3 (Mai/Juin 2006) p. 11

¹⁹⁷ Pour une discussion sur le support apporté par l’Occident et les États arabes sunnites, voir Adib-Moghaddam, Arshin, *Iran in World Politics*, op. cit., p. 100-115

¹⁹⁸ Selon l’historien Ervand Abrahamian, l’Iran aurait subit 215 000 pertes et selon Efraim Karsh, l’Irak en aurait subit 200 000. Voir Abrahamian, Ervand, *A History of Modern Iran* (Cambridge: Cambridge University Press, 2008) p. 171, 175 et note 35 p. 212; Karsh, Efraim, *The Iran-Iraq War (1980-1988)* (Oxford: Osprey, 2002) p. 89

¹⁹⁹ Jervis, Robert, *Perception and Misperception in International Politics*, op. cit., p. 266. Le livre datant de 1976, l’exemple de Jervis devait probablement être l’URSS, sa Révolution Bolchévique (1917) et la Seconde Guerre mondiale (1939-1945)

²⁰⁰ *Ibid.*, p. 266

population nationale et de l'élite affectée personnellement²⁰¹. L'héritage du conflit est même le thème central d'une bourgeonnante industrie cinématographique communément appelé "cinéma de la guerre" (*sinema-ye jang*). On fait souvent l'éloge de cette "génération perdue" qui fut la "défense sacrée" (*defa-ye maghadas*) dans cette "guerre imposée" (*jang-e tahmili*). Qui plus est, « la guerre est constamment ré-invoqué par les élites politiques, et de plus en plus par la très active aile droite entourant le président Ahmadinejad qui a poussé pour monopoliser son symbolisme intrinsèque²⁰² ».

Surtout que la guerre prit, pour l'élite et une partie des soldats, une tournure théologico-politique chiite. Pour ces derniers, « la guerre était une reprise de la bataille éternelle entre le mal absolu, représenté par Saddam Hussein [symbolisant le calife Yazid], et la justice absolue, représentée par l'Ayatollah Khomeiny [symbolisant l'Imam Hossein]²⁰³ ». Plus précisément encore, « cette interaction antagonique engendra la notion parmi les soldats iraniens qu'ils se battaient pour défendre l'ordre islamique, non seulement en Iran, mais globalement. Les lieux saints de l'Islam chiite, Karbala et Nadjaf, devaient être libérés du "Pharaon des âges", même si une génération entière d'Iraniens devrait périr dans les tranchées²⁰⁴ ». On voit facilement ici l'influence de l'Islam chiite. Dans le même ordre d'idées, probablement envoûtés par le contexte de ferveur révolutionnaire et d'une idéologie du martyr poussée à son extrême, les mollahs ont envoyé même de jeunes garçons au front: « issue principalement des régions rurales ou des familles chiites les plus dévouées, cette jeunesse piètrement entraînée et équipée, certain n'ayant même pas atteint l'âge de 12 ans, n'était pas plus que de la chair à canon et à mines, envoyée avant les autres forces militaires pour dégager les champs, les déserts, les brousses et les marais²⁰⁵ ». On voit encore ici l'influence du chiisme et de sa conception de "martyr".

²⁰¹ Farhi, Farideh, « The Antinomies of Iran's War Generation », dans Potter, Lawrence G. et Gary G. Sick, dirs., *Iran, Iraq, and the Legacies of War* (Hampshire: Palgrave Macmillan, 2006) p. 101-120

²⁰² Adib-Moghaddam, Arshin, *Iran in World Politics*, op. cit., p. 86-87

²⁰³ *Ibid.*, p. 66

²⁰⁴ *Ibid.*, p. 66

²⁰⁵ Karsh, Efraim, *The Iran-Iraq War (1980-1988)*, op. cit., p. 62

Pour les dirigeants actuels de la République Islamique, la guerre Iran-Irak est une grande source d'éducation sur les soubresauts du système politique international: « un État qui est souvent l'objet de coalitions hostiles, peut voir dans d'innocentes conférences entre voisins le présage d'une attaque²⁰⁶ ». À Téhéran, « la leçon [de la guerre] vaut sans doute aujourd'hui pour le dossier nucléaire: les dirigeants de la République Islamique n'ont pas oublié qu'en position de danger, ils n'ont pu compter que sur eux-mêmes²⁰⁷ ». C'est donc dans ces conditions qu'Ali Akbar Hashemi Rafsandjani déclarait en octobre 1988:

Concernant les armes bactériologiques, chimiques et radiologiques, il est devenu clair pendant la guerre, que ces armes étaient décisives. C'est clair aussi, que les enseignements du monde ne sont pas très efficaces, quand la guerre atteint un certain degré, quand le monde ne respecte plus ses propres résolutions et ferme les yeux sur les violations et agressions qui se font dans les batailles [...] Nous devons nous équiper des armes bactériologiques, chimiques et radiologiques. Prenez désormais l'opportunité présente et accomplissez cette tâche²⁰⁸.

Les discours belliqueux des néoconservateurs de l'administration américaine de George W. Bush (2001-2009) et de la droite israélienne plaçant l'Iran dans un "axe du mal" et menaçant la République Islamique de "renversement de régime" (*regime change*), n'ont en rien aidé les théocrates iraniens à se sentir en sécurité. Comme au moment de la guerre Iran-Irak, l'insécurité régnait en maître chez les politiciens iraniens et pour John J. Mearsheimer et Stephen M. Walt, « l'arsenal nucléaire d'Israël est une des raisons pourquoi certains de ses voisins [lire l'Iran] veulent des armes nucléaires, et les menacer de reversement de régime n'a fait que renforcer ce désir²⁰⁹ ». Avec l'arsenal israélien, la guerre avec l'Irak est une des raisons pour comprendre ce sentiment d'insécurité. Par exemple, lors une interview radiodiffusée alors qu'il était encore négociateur en chef du programme nucléaire iranien, Ali Larijani annonçait que "la production de combustible nucléaire est un objectif stratégique [de

²⁰⁶ Jervis, Robert, *Perception and Misperception in International Politics*, op. cit., p. 272

²⁰⁷ Richard, Yann, *L'Iran.*, op. cit., p. 323

²⁰⁸ Citation reprise de Barzin, Nader, *L'Iran nucléaire* (Paris: L'Harmattan, 2005) p. 187-188

²⁰⁹ Mearsheimer, John J. et Stephen M. Walt, *The Israel Lobby and U.S. Foreign Policy* (Toronto: Viking Canada, 2007) p. 74

l'Iran et] aucune mesures qui tenteraient de nous priver de ce droit va changer notre idée sur cet objectif²¹⁰.

Les Iraniens se sentent péniblement isolés au Moyen-Orient. Ils sont entourés par des peuples avec qui ils ne partagent ni langue, ni religion; et au-delà de la région, les Iraniens estiment ne pas avoir plus d'amis: « la communauté internationale ne les a jamais traités avec justesse. Au dernier siècle seulement, ils ont dû lutter contre la colonisation et des décennies d'intervention étrangère, pour ne pas mentionner une guerre de huit ans contre Saddam Hussein, où le monde entier s'est rangé avec l'Irak²¹¹ ».

Parmi l'élite gouvernante d'aujourd'hui, plusieurs ont vu ce conflit de la première rangée. Pour n'en nommer que quelques-uns, mentionnons l'exemple l'Ayatollah Ali Khamenei (né 1939), successeur de l'Ayatollah Khomeiny et centre actuel du pouvoir en Iran, a brièvement servi comme ministre-adjoint de la Défense (1980-1981). Qui plus est, après avoir été élu président (1981-1989), il fut obligé de s'impliquer activement dans la gestion de ce conflit. Même le petit-fils de Khomeiny, Hassan Khomeiny, pressentit pour être candidat aux élections présidentielles de 2009, combattit volontairement au front²¹². Un autre candidat potentiel pour ces mêmes élections, l'actuel maire de Téhéran Mohammad-Baqer Qalibaf, était commandant d'un régiment des Gardiens de la Révolution. À vrai dire, un exemple plus notable est celui du président Mahmoud Ahmadinejad, qui lutta aussi aux côtés des Gardiens de la Révolution. En plus d'avoir affecté la perception de l'élite dirigeante, l'affrontement Iran-Irak augmenta drastiquement l'influence politique, économique et militaire des anciens combattants (surtout des Gardiens de la Révolution) au sein du régime théocratique²¹³.

²¹⁰ Citation reprise de MacAskill, Ewen, « Iran fires missile from submarine », *The Guardian*, 28 août 2006

²¹¹ Parsi, Trita et Roy Ben-Yehuda, « Essential things Israelis and Iranians should know about each other », *Haaretz*, 19 juillet 2008, [<http://www.haaretz.com/hasen/spages/1003236.html>]

²¹² Alavi, Nasrin, « Iran's election signals », *Open Democracy*, March 17 2008, [http://www.opendemocracy.net/article/democracy_power/iran_democracy/election_signals]

²¹³ Nasr, Vali et Ali Gheissari, « Foxes in Iran's Henhouse », *The New York Times*, 13 Décembre 2004

Finalement, il faut simplement retenir que la guerre avec le voisin irakien affecta la perception des dirigeants iraniens, surtout sur l'idée qu'ils n'ont aucune garantie de sécurité. L'invasion américaine de l'Irak de 2003 est venue confirmer cette logique. En fait, les survivants de cette génération meurtrie ont depuis l'élection d'Ahmadinejad, lui-même un ancien combattant, plus d'influence dans les cercles décisionnels iraniens. Simon Tisdall du *Guardian* résume la perception de ce groupe: « c'est les mémoires de ce conflit qui aident à conduire la nouvelle influence iranienne dans l'Irak post-Saddam. Les officiels iraniens soutiennent que plus que n'importe quel autre pays, l'Iran possède un intérêt légitime à ce que les nouveaux dirigeants à Bagdad ne les menacent pas nouveau²¹⁴ ». Comme nous le verrons au dernier chapitre, c'est ce conflit qui les pousse aujourd'hui, à s'immiscer dans les affaires internes de l'Irak, afin d'éviter de revoir une dictature militaro-sunnite sur la frontière occidentale

2.5. Conclusion

Cette longue relation entre Shiites du Moyen-Orient est une des pierres angulaires pour comprendre la perception des dirigeants de la République Islamique. Dans les trente dernières années, moult événements – tous reliés de proche ou de loin à l'Iran – ont permis aux Shiites de prendre de l'importance au Moyen-Orient: la révolution de 1979, l'arrivée au pouvoir du clergé shiite à Téhéran (1980), l'arrivée du Hezbollah sur la scène libanaise (1982), la guerre Iran-Irak (1980-1988), le départ des troupes israéliennes du Sud Liban (2000), la chute du régime sunnite de Saddam Hussein en Irak (2003), son remplacement par une semi-démocratie dominée les Shiites (pro-iraniens) en 2005, la “victoire” politique du Hezbollah après sa guerre contre Israël (été 2006) et bien évidemment la popularité du programme nucléaire iranien dans le monde musulman en général. En somme, les politiciens iraniens – qui sont souvent des mollahs shiites – perçoivent cette connexion shiite comme d'une importance capitale, car elle renforce et soutient les intérêts de l'Iran sur la scène régionale.

²¹⁴ Tisdall, Simon, « Iran-Iraq war memories fuel Tehran vision », *The Guardian*, 29 juin 2006

Cependant, comme nous le verrons dans notre prochain chapitre, cette perception “d’aide aux Musulmans” s’arrête là où l’intérêt national de l’Iran commence. Lorsque les dirigeants iraniens doivent faire un choix entre idéologie révolutionnaire et/ou entre-aide avec les causes musulmanes, ils choisissent inconditionnellement la défense de leurs intérêts – exactement comme le réalisme le prédirait. Pour l’instant, l’Iran considère qu’il est dans son intérêt de soutenir les *Shiites*. Cependant, comme nous le verrons au prochain chapitre, le même mot d’ordre ne s’applique pour les *Sunnites*.

CHAPITRE 3:

LE PRAGMATISME DE LA POLITIQUE ÉTRANGÈRE IRANIENNE

En 1979, les Iraniens et Iraniennes se soulèvent contre leur roi Mohammad Reza Shah Pahlavi, le renversent et la monarchie est remplacée par la République Islamique d'Iran. Le pays devient une théocratie chiite dirigée par le taciturne Ayatollah Khomeiny, qui s'autoproclame "Guide Suprême de la Révolution" (*Velâyat-e Faqi*). Dès lors, il devient le chef incontesté du pays jusqu'à sa mort en 1989. Il est possible d'affirmer qu'entre 1979 et 1989, la politique étrangère iranienne est presque entièrement concentrée entre les mains de Khomeiny. En effet, le nouveau régime à Téhéran passe d'une politique distinctement pro-occidentale avec le souverain déchu, pour migrer vers une position idéaliste qui jumèlera islamisme, tiers-mondisme et anti-impérialisme; par exemple, en supportant la presque totalité des mouvements de libération imaginable.

Pour une multitude de raisons, dont la crainte de voir une rébellion émerger de sa population chiite, le dictateur irakien Saddam Hussein attaque l'Iran, ce qui donne le coup d'envoi à la longue et coûteuse guerre Iran-Irak (1980-1988). Toutefois, cette guerre aurait pu prendre fin dès 1982-1983, mais l'idéaliste Khomeiny préférait répondre aux propositions de paix qui lui ont été faites par des déclarations fracassantes sur l'obligation des armées iraniennes de libérer Bagdad pour se rendre ensuite à Jérusalem: « pour Téhéran, la continuation de la guerre devait débarrasser le monde musulman de cette infamie [Saddam Hussein] et libérer jusqu'à Jérusalem, une manière de repousser sans cesse les limites²¹⁵ ».

²¹⁵ Richard, Yann, *L'Iran. Naissance d'une république islamique* (Paris: De la Martinière, 2006) p. 322

Même s'il recherche le soutien des masses musulmanes, le dirigeant iranien démontre par cette affirmation sa complète rupture avec la réalité en matière de politique étrangère, fusionnant le conflit israélo-palestinien et sa guerre avec l'Irak. Il faudra huit ans de guerre pour que Khomeiny cède aux énormes pressions de l'establishment politique (comme celles de l'influent politicien Ali Akbar Hashemi Rafsandjani) et décide d'acquiescer à un armistice, mettant fin à ce conflit sanglant.

Dans le même ordre d'idées, au cours des années 1980, l'Iran soutient plusieurs mouvements de libération nationale actifs qui lui sont accessibles, qu'ils soient dans son environnement immédiat (ex. certains groupes kurdes en Irak ou en Turquie²¹⁶), dans la région de la Méditerranée orientale (ex. le Mouvement de la Résistance Islamique (Hamas) et le Djihad Islamique en Palestine ou le Hezbollah qui sera la créature du régime iranien²¹⁷) ou même très loin (ex. le front de libération Polisario du Sahara Occidental au Maroc)²¹⁸.

Nous voulions simplement mettre en évidence le fait qu'au moment de la mort du régent iranien, une ère nouvelle s'ouvre pour l'Iran. C'est la période qualifiée par les spécialistes de "Deuxième République"²¹⁹. L'idée de ce chapitre est de démontrer quels changements ont eu lieu au sein du régime engendrant une politique étrangère sensiblement plus pragmatique.

Réorientation de la politique étrangère. En fait, avec « l'avènement [d'Ali Akbar Hashemi] Rafsandjani à la présidence de l'Iran [1989] et la mort de Khomeiny se traduisent par une réduction des ambitions de la révolution iranienne: en Afghanistan, au Liban et en Syrie, les mollahs jouent désormais la consolidation de leurs acquis et réduisent leurs activités

²¹⁶ Cakir, Rusen, « The Reemergence of Hizballah in Turkey », *The Washington Institute for Near East Policy*, Policy Focus #74 (Septembre 2007)

²¹⁷ Voir prochain chapitre.

²¹⁸ Pour plus d'informations et une analyse, voir Khosrokhavar, Farhad, « La politique étrangère en Iran: de la révolution à "l'axe du Mal" », *Politique Étrangère*, vol. 1 (2003) pp. 77-91

²¹⁹ Ce sera même le titre d'un chapitre de Clawson, Patrick et Michael Rubin, *Eternal Iran: Continuity and Chaos* (New York: Palgrave, 2006) p. 115-138

terroristes²²⁰ ». Ainsi, même si depuis 1979, l'Iran est souvent représenté dans les médias comme un État “terroriste”, “voyou” (*rogue State*) ou membre de “l'axe du mal”, vision renforcée bien sûr par l'administration Bush²²¹, le gouvernement iranien a peu à peu délaissé, comme tout régime révolutionnaire, ses grands idéaux pour revenir à la défense des intérêts de l'État. C'est ce que le spécialiste Olivier Roy appelle la “banalisation des mouvements islamistes”²²². De surcroît, pour ce même auteur, « l'exemple le plus typique de la nationalisation de l'islamisme est bien sûr l'Iran: depuis le cessez-le-feu avec l'Irak (en juin 1988), ce pays est peu à peu rentré dans le rang, menant une politique étrangère fondée sur ses seuls intérêts nationaux, sans considération idéologique, sinon dans le discours²²³ ». Ce qu'Olivier Roy signifie, à l'instar de l'école réaliste, c'est qu'après une période jacobine, tout État “révolutionnaire” reprend inévitablement conscience des pressions du système international et revient à la défense de son intérêt national: « cette “nationalisation” du mouvement iranien peut s'expliquer par la pratique du pouvoir, qui conduit à l'identification avec un État-Nation et avec un espace politique spécifique, et donc au pragmatisme et au réalisme²²⁴ ».

Dans les pages qui suivent, il sera démontré que l'Iran post-khomeyniste a cessé d'être un État passant outre ses intérêts pour défendre ceux des autres. Si l'exposé touche sa cible et pour reprendre les mots d'Alexandre Adler, il contribuera à « pulvériser les préjugés fort peu sympathiques qui sont les déterminants de la thèse [du “choc des civilisations” de

²²⁰ Adler, Alexandre, *Rendez-vous avec l'Islam* (Paris: Édition Grasset & Fasquelle, 2005) p. 72. Pour un aperçu de la carrière politique “pragmatique” de Rafsandjani, voir Pollack, Kenneth, *The Persian Puzzle*, op. cit., p. 249-251

²²¹ Pour une intéressante analyse de l'influence de certains groupes ou personnes sur les médias américains et israéliens au sujet des enjeux du Moyen-Orient, voir Mearsheimer, John J. et Stephen M. Walt, *The Israel Lobby and U.S. Foreign Policy*, op. cit. 128-132 et le chapitre 6 « Dominating Public Discourse », p. 168-196

²²² Roy, Olivier, *L'Islam mondialisé* (Paris: Seuil, 2002) p. 33-57

²²³ *Ibid.*, p. 35-36

²²⁴ *Ibid.*, p. 36

Samuel] Huntington²²⁵ ». Pour y arriver, six situations seront étudiées où Téhéran a fait preuve de “réalisme” dans la défense de ses intérêts. Les cas retenus démontreront que le régime des mollahs a su mettre en œuvre une politique étrangère fondée principalement sur la *Realpolitik*. Étant donné que deux pays avec de fortes populations chiites (Liban et Irak) seront analysés au prochain chapitre, l’examen sera ici restreint à la politique iranienne face à la Guerre du Golfe persique; à l’Asie centrale postcommuniste; au conflit arméno-azéri au sujet du Nagorny-Karabakh; à la crise russe en Tchétchénie et à l’Afghanistan pendant et après les Talibans. Mais avant de voir ces études de cas, regardons de plus près un cas de pragmatisme incontesté de la part de l’Iran khomeyniste: l’achat d’armes aux États-Unis et à Israël pendant la guerre Iran-Irak.

3.1. Le triangle Iran-Israël-États-Unis (1981-1988)

Pour l’école réaliste, les dirigeants politiques sont souvent – sinon toujours – des “*homo economicus*” faisant des calculs coûts-bénéfices avant de prendre une décision en matière de politique étrangère. Semble-t-il que même “l’idéaliste et révolutionnaire” Ayatollah Khomeiny ne peut échapper à cette réalité. Ainsi, même s’il met fin aux relations diplomatiques avec Israël et les États-Unis et même après avoir donné les clés de la mission israélienne à Téhéran à Yasser Arafat, chef de l’Organisation de Libération de Palestine (OLP)²²⁶, et tout en continuant d’exprimer haut et fort sa personnification des États-Unis et d’Israël en tant que “Grand et Petit Satan”, Khomeiny continua malgré tout à faire affaire avec ses deux “ennemis” pendant les années 1980²²⁷.

²²⁵ Adler, Alexandre, *Rendez-vous avec l’Islam*, op. cit., p. 13. Adler s’en prend ici à la thèse de Huntington et de son ouvrage [Huntington, Samuel, *Le Choc des Civilisations* (Paris: Odile Jacob, 1997)] qui présente “la civilisation musulmane” comme une seule et unique entité avec la même perception et les mêmes intérêts. À l’instar d’Alexandre Adler (et de plusieurs autres auteurs), nous n’adhérons pas à cette vision quelque peu simpliste.

²²⁶ Parsi, Trita, « Israel and the origins of Iran’s Arab option: dissection of a strategy misunderstood », *Middle East Journal*, vol. 60, no. 3 (Été 2006) p. 503

²²⁷ Pour une analyse “réaliste” de cette relation triangulaire, voir à nouveau Trita Parsi et son livre sur le sujet, *Treacherous Alliance: The Secret Dealings of Israel, Iran, and the United States* (New Haven: Yale University Press, 2007)

Comme esquissé préalablement, le conflit Iran-Irak fut très difficile à tous points de vue pour la nouvelle République Islamique, qui somme toute fut presque laissée à elle-même. Avec cette guerre de tranchées qui tourna pendant un moment en faveur de l'Irak (1980-1982), les dirigeants iraniens ont perçu un imminent péril pour la survie de leur régime et ont opté pour un réalisme sans précédent en acceptant d'acheter des armes aux Israéliens et aux Américains; ce qui par ailleurs donna naissance à la fameuse controverse "Iran-Contra"²²⁸: « l'impératif idéologique de résister à Israël et les exigences pratiques de la guerre s'étaient désormais heurtés [et] étant donné l'imminent danger irakien, l'Iran a été contraint de s'engager dans des transactions avec l'État israélien tant méprisé, violant fondamentalement sa doctrine révolutionnaire²²⁹ ».

Le support israélien à l'Iran découle lui aussi d'un calcul stratégique tout aussi "réaliste". Estimant que le régime baasiste, sunnite, pan-arabiste et antisioniste de Saddam Hussein en Irak constituait une plus grande menace que l'Iran khomeyniste (malgré sa rhétorique belliqueuse), les dirigeants israéliens voulaient maintenir un "équilibre des puissances" entre les deux voisins, et le meilleur moyen d'y arriver était de vendre de la technologie militaire à l'Iran²³⁰. Ironiquement, l'invasion irakienne rapprocha donc l'Iran d'Israël. Seulement quelques mois après la révolution, les contacts militaires entre l'Iran et Israël avaient déjà

²²⁸ Pour certains membres de l'administration Reagan, surtout de son Conseil pour la Sécurité Nationale (NSC) (comme McFarlane, Pointdexter, North), l'idée de l'affaire Iran-Contra était d'envoyer les fonds de la vente d'armes à l'Iran aux "Contras", un groupe antisandiniste au Nicaragua qui combattait militairement le gouvernement sandiniste (1979-1989). De cette façon, ces conseillers pensaient pouvoir envoyer l'argent sans qu'il puisse être retracé, contournant du même coup la "loi Boland" qui empêchait de soutenir financièrement les "Contras". Lorsque l'affaire fut mise au jour, il y eut une gigantesque enquête de la "Commission Tower" pour éclairer le rôle de la Maison-Blanche dans toute cette histoire. Pour plus d'information voir, Kornbluh, Peter et Malcolm Byrne, *The Iran-Contra Scandal: The Declassified History* (New York: The New Press, 1993), ou bien *National Security Archives*, « The Iran-Contra Affair 20 Years On: Documents Spotlight Role of Reagan, Top Aides » [<http://www.gwu.edu/~nsarchiv/NSAEBB/NSAEBB210/index.htm>]

²²⁹ Takeyh, Ray, *Hidden Iran: Paradox and Power in the Islamic Republic* (New York: Holt Paperbacks, 2007) p. 200

²³⁰ *Ibid.*, p. 201

repris²³¹. L'Iran était dans un besoin de pièces de rechange pour son armée "occidentale" mise sur pied à l'époque du shah. Le premier ministre israélien Menahem Begin était désireux de sauter sur cette occasion pour contourner l'embargo militaire du président américain Jimmy Carter (1977-1981) et rétablir les liens stratégiques entre Israël et l'Iran²³². Même après l'invasion et l'occupation de la région méridionale du Liban par l'armée israélienne (1982-2000), Ray Takeyh, du *Council on Foreign Relations*, remarque que « paradoxalement, Israël expédiait des armes en Iran, pendant que Téhéran et [Tel-Aviv] étaient engagés dans une guerre par procuration (*proxy war*) dans le sud du Liban²³³ ». Ce commerce irano-israélien culmina avec l'achat de 36 millions de dollars de pétrole iranien par Israël en 1989 afin d'obtenir la libération d'otages israéliens au Liban²³⁴.

Du côté américain, après avoir mis fin à la "crise des otages" en janvier 1981, l'administration Reagan décida de vendre des armes aux mollahs iraniens pour les mêmes raisons que leur allié israélien. Le but visé était là aussi d'échanger cette "faveur" contre la libération d'otages américains tenus en captivité par le Hezbollah (i.e. l'Iran) au Liban et tenter simultanément un rapprochement avec la faction dite "modérée" de la théocratie²³⁵. Certains conseillers du président Reagan, comme Oliver North, pensaient que l'exportation d'équipement militaire à l'Iran allait créer une dépendance iranienne envers les États-Unis et diminuer du même coup l'hostilité du nouveau régime²³⁶. De surcroît et très ironiquement, cet étonnant commerce contrevenait à la propre directive de l'administration Reagan visant à éviter la vente d'armement aux pays, comme l'Iran, déclarés "terroristes". Toutefois, « la volonté de voir les otages libérés amena Reagan, apparemment sans qu'il ne réalise ou ne

²³¹ Parsi, Trita « Teheran and Jerusalem are not natural enemies », *Heartland: Eurasian Review of Geopolitics*, vol. 4 (2005), p. 46-51

²³² *Ibid.*, p. 47

²³³ Takeyh, Ray, *Hidden Iran*, op. cit., p. 200

²³⁴ Mearsheimer, John J. et Stephen M. Walt, *The Israel Lobby and U.S. Foreign Policy*, op. cit., p. 75

²³⁵ David, Charles-Philippe, *Au Sein de la Maison-Blanche. La formulation de la politique étrangère des États-Unis* (Sainte-Foy: Les Presses de l'Université Laval, 2^{ème} édition, 2004) p. 462

²³⁶ *Ibid.*, p. 466

comprene pleinement les conséquences, à autoriser la violation des principes et des lois de son administration²³⁷ ».

En définitive, que peut-on conclure de cette ironique relation triangulaire américano-Israélo-iranien des années 1980? Si un dirigeant politique, même aussi “utopiste” que l’Ayatollah Khomeiny, doit faire un choix entre intérêt national et idéologie, c’est le premier qui l’emporte la plupart du temps. Dans notre cas, devant faire un choix entre la survie du régime face à l’avancée des troupes irakiennes et la poursuite de sa politique d’évitement des États-Unis et d’Israël, Khomeiny fit un calcul coûts-bénéfices et décida de faire affaires avec ses deux “ennemis”. Un parallèle peut être fait avec l’URSS socialiste de Staline qui signa en août 1939 le pacte de non-agression Molotov-Ribbentrop avec “l’ennemi fasciste” qu’était l’Allemagne nazie d’Hitler²³⁸. Même si les cinq prochaines études de cas portent sur la période post-khomeyniste (post-1989), nous voulions simplement entamer ce chapitre en faisant un lien entre Khomeiny et le précepte réaliste de “rationalité des dirigeants”.

3.2. La première Guerre du Golfe Persique

Même si l’Iran a connu une guerre très onéreuse contre l’Irak, autant en termes monétaires qu’humains, lorsque Saddam Hussein envahit le petit émirat du Koweït en 1990, le régime iranien fit face à sa première crise majeure de l’ère post-khomeyniste. En effet, la coalition dirigée par les Américains s’apprêtait de toute évidence à attaquer l’Irak et Téhéran dû faire un choix entre défendre son ancien ennemi au nom de l’Islam ou rester neutre devant l’invasion du “Grand Satan Américain”.

Réunis autour de l’Ayatollah Mohtashami, fondateur du Hezbollah libanais, plusieurs membres influents du clergé iranien ont appelé à la défense des populations musulmanes d’Irak (surtout les 60% de Shiïtes) au moins au nom de l’héritage khomeyniste. Cependant, le

²³⁷ *Ibid.*, p. 468

²³⁸ Pour une analyse réaliste de la politique étrangère stalinienne, voir Kissinger, Henry, *Diplomacy* (New York: Simon & Shuster, 1994) p. 332-349 et pour une étude du traité germano-soviétique, p. 350-368

très influent et pragmatique nouveau président Ali Akbar Hashemi Rafsandjani (1989-1997) adopte une position de neutralité. Son calcul est simple: d'une part il promet aux forces de la coalition que si leurs pilotes tombent en territoire iranien, ils seront immédiatement remis aux militaires américains et, d'autre part, on propose à l'Irak de garder certains de ses avions de chasse pour lui remettre après le conflit. Saddam accepte la proposition et transfère "temporairement" près de 120 appareils... Très pragmatiquement, l'Iran ne les lui rendra jamais.

Cette politique de neutralité était par ailleurs possible grâce au successeur de Khomeiny comme Guide Suprême, l'Ayatollah Ali Khameneï. En plus d'être lui-même issu de la "faction pragmatique" du régime iranien, ce dernier ne voulait pas faire trop de turbulence, n'ayant pas encore assis son pouvoir²³⁹.

De surcroît, suite à la déroute totale des troupes irakiennes devant l'armada américaine lors de l'Opération "Tempête du Désert" (*Desert Storm*), les Shiïtes et les Kurdes irakiens, sous l'invitation des Américains, se soulèvent contre le régime de Saddam. Toutefois, les Américains ne leur viendront pas en aide, craignant que les grands gagnants de la chute du régime sunnite ne soient les Iraniens, surtout si les Shiïtes en venaient à prendre le pouvoir à Bagdad²⁴⁰. Ironiquement, les Iraniens ne répondront pas aux appels au secours de leurs "frères shiïtes", mais ceci pour d'autres raisons: « la raison d'État [retient] les ayatollahs iraniens de venir au secours de leurs frères shiïtes de Nadjaf et Karbala écrasés par la répression baasiste montre que la motivation religieuse avait cédé chez eux devant les considérations politiques et stratégiques », ou pour être plus explicite, ce fut une « victoire tardive du nationalisme persan: l'écrasement des Shiïtes d'Irak leur paraissait préférable pour maintenir les frontières existantes²⁴¹ ».

²³⁹ Pour un exposé de la montée au pouvoir de Khameneï, Sadjadpour, Karim, *Reading Khamenei: The World View of Iran's Most Powerful Leader* (Washington D.C.: Carnegie Endowment for International Peace, 2008) p. 1-8

²⁴⁰ Pollack, Kenneth, *The Persian Puzzle*, op. cit., p. 247

²⁴¹ Richard, Yann, *L'Iran*, op. cit., p. 324

Bref, cette politique de neutralité marque la première victoire des “pragmatiques” sur les derniers Khomeynistes au sein des cercles décisionnels iraniens²⁴². Qui plus est, dans le nouveau système international post-Guerre froide (le fameux “*New World Order*” de Bush père), ces nouveaux dirigeants et leurs différents successeurs ne manqueront pas d’opportunité de démontrer leur réalisme sur la scène régionale.

3.3. L’Asie centrale postcommuniste

En 1991, l’Union des Républiques Socialistes Soviétiques (URSS) s’effondre, engendrant du même coup l’apparition de quinze nouveaux États, dont cinq en Asie centrale: le Kazakhstan, l’Ouzbékistan, le Turkménistan, le Kirghizstan et le Tadjikistan.

Du jour au lendemain, l’Iran voit sa traditionnelle frontière Nord–Est avec la Russie disparaître. Du coup, du haut du plateau iranien, le régime théocratique voit soudainement apparaître de nouveaux États musulmans indépendants. Beaucoup d’observateurs avaient prédit que l’Iran tenterait de déstabiliser la région en soutenant des “groupes fondamentalistes”. Toutefois, on observera la situation contraire où, en tandem avec la Russie, l’Iran décide d’avoir des relations très cordiales avec ses voisins, basant plutôt ces relations sur le potentiel énergétique et sur un intérêt commun pour la stabilité régionale.

Prédominance des questions énergétiques. Deux pays centre-asiatiques sont très intéressants d’un point de vue énergétique, soit le Kazakhstan et le Turkménistan. Dans le premier cas, le Turkménistan est le seul pays d’Asie centrale à partager une frontière avec l’Iran. Dès lors, l’Iran joue bien ses cartes en se présentant comme une voie d’acheminement pour l’abondant gaz naturel de ce petit pays enclavé. Après moult tractations, on assiste en 1998 à l’inauguration d’un gazoduc qui acheminera en moyenne annuellement 8,5 milliards de mètres cubes de gaz turkmène en Iran pour fin d’exportation, seul pays outre la Russie à

²⁴² Roy, Olivier, *L’Islam mondialisé*, op. cit., p. 36

bénéficiaire de cet intéressant commerce²⁴³. Dans le cas du Kazakhstan, bien que la situation soit plus complexe puisque ce pays ne partage aucune frontière avec l'Iran, plusieurs projets sont sur la table (évidemment en coopération avec l'allié russe) pour la construction d'oléoducs qui relieraient les deux pays, probablement en passant sous la mer Caspienne. Malgré tout, notons qu'à l'heure actuelle, une partie du pétrole kazakh est acheminée par tanker en Iran pour être ensuite transporté aux villes portuaires du Golfe Persique²⁴⁴.

La question tadjike. Suite à la désintégration de l'URSS, le Tadjikistan accède pour la première fois à l'indépendance. Ce nouvel État est le seul d'Asie centrale à être persanophone comme l'Iran, les quatre autres républiques étant turcophones. Malheureusement, le Tadjikistan a été au prise avec une guerre civile opposant les Communistes aux Islamistes (1992-1997). Dans le cas tadjik, Téhéran adopte à nouveau une approche pragmatique en décidant de participer, toujours en association avec Moscou, aux négociations qui mettent fin au conflit en 1997²⁴⁵.

Encore une fois, l'Iran aurait pu essayer de jouer la carte musulmane, voir même persanophone, pour déstabiliser les nouveaux États d'Asie centrale. Si le régime iranien avait décidé de prendre cette voie, il aurait eu une position similaire à celle de l'Arabie Saoudite, cette dernière soutenant plusieurs groupes fondamentalistes musulmans dans la région caucasienne et centre-asiatique. Malgré le problème théologico-politique posé par le fait que les populations de ces pays sont tous de confession sunnite à plus de 95%, l'Iran a tout de même choisi, après avoir effectué un calcul coûts-bénéfices, qu'il était plus payant de signer des contrats énergétiques et de projeter l'image d'un pays faisant la promotion de la paix régionale que de tenter "d'exporter la révolution islamique".

²⁴³ International Crisis Group, « Central Asia's Energy Risks », *Asia Report*, n°133 (24 Mai 2007) p. 14

²⁴⁴ *Ibid.*, p. 10

²⁴⁵ Roy, Olivier, *L'Asie centrale contemporaine* (Paris: Presse Universitaire de France, 2001) p. 107-110

3.4. Le conflit arméno-azéri au sujet du Nagorny-Karabakh

À l’instar du cas précédent, avec l’effondrement de l’URSS, l’Iran s’est découvert deux nouveaux voisins dans le Caucase: l’Arménie et l’Azerbaïdjan. Ces deux jeunes États se sont livrés une guerre (1990-1992) pour le contrôle d’une région purement symbolique, le Nagorny-Karabakh²⁴⁶.

Pour le régime iranien, il est évident qu’un choix devait se faire entre les deux belligérants. Dès lors, s’il avait décidé de suivre une politique idéaliste et révolutionnaire, il aurait dû porter secours à son “frère musulman chiite” (à 80%) qu’est l’Azerbaïdjan. Toutefois, Téhéran a opté pour la position inverse et a ardemment supporté politiquement, économiquement, voire militairement, l’Arménie. Quels étaient les avantages pour l’Iran d’aider son voisin “chrétien arménien” contre l’Azerbaïdjan pourtant chiite?

Premièrement, l’Arménie est le principal allié de la Russie dans le Caucase et les relations entre Moscou et Téhéran sont très importantes pour l’élite politique iranienne. On voit plus d’avantages politiques et économiques à bâtir une alliance Moscou-Erevan-Téhéran²⁴⁷ qu’une alliance Bakou-Téhéran. Deuxièmement, tel que mentionné préalablement, les rapports entre l’Iran et la Turquie ont été historiquement tendus. Dès lors, lorsque Ankara est devenue le principal partenaire stratégique de Bakou; Téhéran a décidé de jouer le rôle de contrepoids dans la dynamique politique régionale²⁴⁸, renvoyant à la théorie de l’équilibre des

²⁴⁶ Pour un aperçu des raisons “symboliques” qui ont poussé l’Arménie d’aller en guerre, voir Breault, Yann, Pierre Jolicœur et Jacques Lévesque, *La Russie et son ex-empire* (Paris: Presses de Science Po, 2003) p. 161-164

²⁴⁷ Pour un excellent résumé des relations russo-iraniennes modernes, voir Lévesque, Jacques et Ekaterina Piskunova, « Les Grieffs et Défis d’une Russie qui Jauge ses Forces », dans Gérard Hervouet, Michel Fortmann et Albert Legault (Dir.), *Les Conflits dans le Monde 2007* (Sainte-Foy: Les Presses de l’Université de Laval, 2007) p. 79-91

²⁴⁸ Voir le numéro spécial sur le Caucase [Arménie – Azerbaïdjan – Géorgie; L’an V des indépendances] Mourdian, Claire, « Des politiques étrangères sous influence », *La Documentation française*, décembre 1996, p. 50-60

puissances en relations internationales²⁴⁹. Dans un troisième temps, l'Iran prend en compte sa considérable population azérie d'environ 20 millions d'âmes (soit 25%). En fait, le gouvernement de Bakou tente d'animer les passions nationalistes et séparatistes de leurs "frères séparés" afin de recréer "le grand Azerbaïdjan", ce qui entraîne bien évidemment un raidissement de position chez le régime des mollahs²⁵⁰. Une quatrième raison, plus symbolique cette fois, sera de démontrer à la communauté internationale que la République Islamique n'a pas de "conflit de civilisation" avec la chrétienté. C'est-à-dire qu'en mettant de l'avant son bon rapport avec l'Arménie, le gouvernement iranien cherche à prouver que ces difficultés avec l'Occident, traduit par un antagonisme avec les États-Unis, n'est que politique et non religieux.

Posé autrement, depuis l'avènement de l'Arménie en 1991, « Téhéran a entretenu d'excellents rapports politiques, économiques, énergétiques et culturels avec son voisin chrétien. Ceci fait partie d'une politique iranienne plus globale visant la création d'un axe Moscou-Erevan-Téhéran qui, jusqu'à maintenant, semble porter fruit²⁵¹ ». La très mixte région du Caucase étant un autre laboratoire démontrant le pragmatisme de la politique étrangère iranienne.

3.5. La crise tchéchène et l'allié russe

Le cas du conflit en Tchétchénie est un parfait exemple de la *Realpolitik* iranienne à l'œuvre²⁵². En effet, comme dans les deux cas précédents, la "guerre de libération" tchéchène naît aussi de la dissolution du bloc soviétique. Cette province musulmane du Caucase revendique son indépendance à partir de 1991, engendrant une répression de la part

²⁴⁹ Schweller, Randall L., « New Realist Research on Alliances: Refining Not Refuting Waltz's Bandwagoning Proposition », *American Political Science Review*, vol. 91 (Decembre 1997) p. 927-30

²⁵⁰ Mourdian, Claire, *L'Arménie* (Paris: Presses Universitaire de France, 2^{ème} édition, 1996) p.110

²⁵¹ Razavi, Sam, « L'Iran, un danger pour le monde? Les risques de la simplifications », *Le Devoir*, 18 Janvier 2008, p. A9

²⁵² Sur la politique étrangère de l'Iran face à la situation tchéchène, voir surtout sur Samii, William, « Iran and Chechnya: *Realpolitik* at Work », *Middle East Policy*, vol. 8, no. 1 (Mars 2001) p. 48-57

de la Russie qui refuse toute velléité sécessionniste. Ce drame se soldera par deux guerres “civiles”, l’une de 1994 à 1996, et l’autre qui perdure depuis 1999.

Dès lors, l’Iran aurait pu, à l’instar de l’Arabie Saoudite – son adversaire idéologique arabo-sunnite de la rigoriste école théologique wahhabite – supporter des groupes intégristes musulmans dans leur “djihad contre l’opresseur russe”. Toutefois, les intérêts de l’Iran ont surpassé les avantages d’appuyer une minuscule province caucasienne dans son combat contre l’ours russe.

En fait, depuis plusieurs années, la Russie est devenu un partenaire d’envergure pour le régime iranien. De cette étroite relation, les deux États retirent manifestement plusieurs bienfaits, qu’ils soient politiques ou économiques.

D’un point de vue politique, pour plusieurs dirigeants russes, l’Iran assiste la Russie dans son désir de créer un “monde multipolaire” qui freinerait l’unilatéralisme américain²⁵³. C’est dans cette optique que l’Iran a aidé la Russie à devenir un membre observateur de l’Organisation de la Conférence Islamique (OCI), seul pays non-musulman à jouir de ce privilège²⁵⁴. En échange, la Russie fit entrer l’Iran comme membre observateur dans l’Organisation de Coopération de Shanghai (OCS), une organisation « créée en 2001 par six pays – Russie, Chine, Kazakhstan, Kirghizistan, Tadjikistan et Ouzbékistan²⁵⁵ – afin de constituer une sorte ceinture de sécurité autour de l’Afghanistan et de promouvoir une coopération économique et militaire régionale²⁵⁶ ». L’Iran aimerait passer du statu d’observateur à membre à part entière et le Tadjikistan soutient sa candidature, mais la Russie, la Chine et le Kazakhstan semblent être plus réticents²⁵⁷. Nonobstant ce détail, la

²⁵³ Lévesque, Jacques et Ekaterina Piskunova, « Les Grieffs et Défis d’une Russie qui Jauge ses Forces », op. cit., p. 79-80

²⁵⁴ *Ibid.*, p. 80

²⁵⁵ Les membres observateurs sont l’Inde, l’Iran et la Mongolie

²⁵⁶ *Courrier International*, « L’Iran frappe à la porte du Groupe de Shanghai », 27 mars 2008, p. 12

²⁵⁷ *Ibid.*, p.12

coopération politique russo-iranienne va de bon train. Par conséquent, contrairement aux pays occidentaux, la Russie refuse de qualifier le mouvement Hezbollah libanais (créé et soutenu par l’Iran) de “terroriste”, voyant plutôt une organisation politique avec une importante base sociale qui participe librement aux élections²⁵⁸. Ce soutien diplomatique russe est bien évidemment une source de légitimité à la politique étrangère iranienne. Un autre exemple de collaboration russo-iranienne, qui sera analysé plus en détail dans la prochaine étude de cas, est l’opposition mutuelle de ces deux États aux Talibans en Afghanistan²⁵⁹.

D’autre part, l’aide russe est inestimable pour la santé à court et long terme du programme nucléaire iranien. Selon Jacques Lévesque, plus que tout État occidental, la Russie a tout à craindre d’une déstabilisation générale du monde musulman et forcée de faire un choix entre une intervention militaire américaine contre la République Islamique ou l’accession de l’Iran au “club nucléaire”, la deuxième option serait favorisée²⁶⁰. Qui plus est, le droit de veto russe au sein du Conseil de Sécurité de l’Organisation des Nations-Unies (ONU) se transforme donc parfois en parapluie diplomatique pour Téhéran²⁶¹. De surcroît, les visées nucléaires iraniennes offrent à la Russie des contrats de construction de centrales nucléaires totalisant 20 milliards de dollars²⁶².

Au sujet des retombées économiques, l’association russo-iranienne présente moult avantages financiers aux deux parties concernées. Par exemple, leur coopération dans le domaine énergétique est grande et « les relations russo-iraniennes doivent être envisagées dans le contexte de l’ambition de la Russie d’établir [...] une position dominante sur le

²⁵⁸ Lévesque, Jacques, « Russia and the Muslim World: The Chechnya Factor and Beyond », *Russian Analytical Digest*, no. 44 (2 Juillet 2008) p. 9

²⁵⁹ *Ibid.*, p. 8, pour plus en détail cette facette de l’alliance russo-iranienne, voir la prochaine étude de cas.

²⁶⁰ *Ibid.*, p. 8

²⁶¹ Sur la question nucléaire, voir Lévesque, Jacques et Ekaterina Piskunova, « Les Grieffs et Défis d’une Russie qui Jauge ses Forces », op. cit., p. 79-81

²⁶² Lévesque, Jacques, « Russia and the Muslim World », op. cit., p. 8

marché mondial de l'énergie²⁶³ ». Dès lors, d'une part, la République Islamique se voit inclus dans des projets énergétiques en Asie centrale et au Caucase et, d'autre part, elle est une pièce-clé pour l'éventuelle constitution d'une "OPEP du gaz", projet que les deux partenaires ne veulent absolument pas remettre en question²⁶⁴. Qui plus est, ce partenariat économique s'entend au militaire où l'Iran étant désormais le troisième plus important acheteur d'armements russes²⁶⁵.

En somme, avec son refus catégorique de venir en aide aux Tchétchènes, la relation privilégiée avec la Russie a prévalu sur l'idéologie de la théocratie iranienne. Un excellent parallèle peut être fait entre la position iranienne face à la situation tchétchène avec la Russie et celle des Ouïgours en Chine. Encore une fois, ne voulant pas froisser l'allié politique, économique, militaire et culturel chinois, l'Iran reste muet sur la répression chinoise de cette population musulmane²⁶⁶. De plus, une situation similaire s'est produite avec la Syrie en 1982. Non sans surprise, Khomeiny resta muet devant le massacre des milliers "Islamistes" – idéologiquement proche du régime iranien – juste parce qu'il ne voulait pas embarrasser son plus fiable allié du monde arabe, le président syrien Hafez al-Assad²⁶⁷.

Pour notre étude, notons seulement que la République Islamique d'Iran est prête à mettre de côté ses idéaux révolutionnaires et à entrer dans l'OCS, une organisation sécuritaire où les deux principales puissances²⁶⁸, la Russie et la Chine, sont des gouvernements "slavo-

²⁶³ Lévesque, Jacques et Ekaterina Piskunova, «Les Grieffs et Défis d'une Russie qui Jauge ses Forces», op. cit., p. 82

²⁶⁴ Ibid., p. 82-86

²⁶⁵ Lévesque, Jacques, « Russia and the Muslim World », op. cit., p. 8

²⁶⁶ Garver, John, *China and Iran: Ancient Partners in a Post-Imperial World* (Seattle: University of Washington Press, 2006) p. 129-138

²⁶⁷ Saada, Julien, « La stratégie politique iranienne: idéologie ou pragmatisme? », *Revue internationale et stratégique*, no. 69 (2008), p. 59

²⁶⁸ D'un point de vue "réaliste", sans aucun doute, ces deux États sont les plus puissants de l'OCS, que ce soit d'un point de vue politique (influence régionale et continentale ou veto au Conseil de Sécurité des Nations-Unies), économique (PIB et PIB/habitant) et militaire (nombre de soldats et capacité de frappes)

chrétien” et “sino-athée” qui oppriment des Musulmans. Pourquoi? Simplement parce que les besoins sécuritaires et les intérêts nationaux de Téhéran concordent avec ceux de Moscou et Beijing. Nous constatons donc que l’Iran a encore une fois opté pour une politique basée entièrement sur des calculs stratégiques, comme son alliance avec la Russie “chrétienne” (et avec la Chine “athée”) et non sur une politique idéaliste, avec par exemple un soutien politique, économique ou même militaire aux forces tchéchènes (ou ouïgoures).

3.6. L’Afghanistan (1994-2007)

Dans le cas du voisin afghan et de l’arrivée au pouvoir des Talibans, l’étude sera séparée en deux périodes, soit avant et après l’intervention américaine de 2001.

Le support à Massoud. Suite à l’occupation soviétique de l’Afghanistan (1979-1989), celle-ci s’embourbe dans une longue période d’instabilité. Après plusieurs années de guerre civile (1989-1994), le pouvoir à Kaboul tombe aux mains des Talibans. Ceux-ci constituent un groupe fondamentaliste sunnite et ethniquement pashtoune, fortement influencé par le système des écoles coraniques (*madrassas*) pakistanaises et de l’Islam wahhabite saoudien²⁶⁹. Contrairement à ce qu’on a pu lire récemment dans les médias²⁷⁰, la République Islamique, à l’instar des États-Unis, est fortement opposée aux Talibans. Le gouvernement shiite à Téhéran n’a jamais vu d’un bon œil un régime extrémiste sunnite – contrôlé par Islamabad et Riyad – à sa frontière orientale²⁷¹. Même qu’au moment où les Américains et les Israéliens

²⁶⁹ Pour un classique sur le jeu politique entre l’Iran, l’Arabie Saoudite, la Pakistan, l’Afghanistan, l’Inde, la Russie, les États-Unis, Israël, la Chine, les cinq Républiques d’Asie centrale et bien d’autres, voir le livre le plus complet sur le sujet, Rashid, Ahmed, *L’ombre des taliban* (Paris: Autrement Frontière, 2001)

²⁷⁰ Clark, Kate, « Iran sending weapons to Taleban’ », *BBC News*, 15 Septembre 2008, [http://news.bbc.co.uk/2/hi/south_asia/7616429.stm]

²⁷¹ Le livre d’Ahmed Rashid, Rashid, Ahmed, *L’ombre des taliban*, op cit., est pratiquement centré sur l’idée de manipulation des différentes forces politiques en Afghanistan aux profits des différentes puissances régionales. Voir la troisième partie (Le nouveau « Grand Jeu ») p. 183-266, et plus particulièrement le chapitre 15 (Chiites contre sunnites: l’Iran et l’Arabie Saoudite) p. 244-255

voyaient les Talibans comme une “force stabilisatrices anti-iranienne” (1991-1996), l’Iran combattait déjà ce mouvement régressif²⁷².

Dès lors, même si les Talibans ont justifié presque tous leurs agissements en invoquant l’Islam, le régime des mollahs a affirmé à maintes reprises que ces derniers ne sont pas “même pas de vrais musulmans”. Par exemple, l’influent politicien et clerc iranien Ahmad Jannati, qui somme toute n’a rien d’un modéré, même selon les normes de la République Islamique -, déclara: « par leurs politique fossilisée, les Taliban empêchent les filles d’aller à l’école et les femmes de travailler à l’extérieur, tout cela au nom de l’Islam. Y-a-t’il quelque chose de pire que de se livrer à la violence et à l’étroitesse d’esprit, de limiter les droits des femmes et d’abaisser l’Islam²⁷³ ».

Fait important à noter, l’Iran est presque entré en conflit ouvert avec l’Afghanistan en 1998. Suite à l’assassinat de neuf diplomates iraniens par les milices talibanes, l’Iran a concentré près de 500 000 hommes à sa frontière avec l’Afghanistan. Il a fallu la médiation de plusieurs pays et la retenue de l’establishment politique iranien, particulièrement de la part du Guide Suprême Khameneï, pour ne pas entrer dans un conflit ouvert²⁷⁴. Il y a donc une réelle absence de sympathie entre les régimes iranien et taliban, malgré les appartenances respectives à un Islam conservateur. En effet, en plus du mépris réel des dirigeants iraniens pour l’Islam prôné par Kaboul, un calcul stratégique semble s’être dissimulé derrière ce comportement. Pour faire un lien avec les chapitres précédents sur la perception des dirigeants et sur le réalisme, même avec « leur engagement apparent à une version radicale de l’Islam, les Iraniens, y compris leur classe religieuse, sont un groupe cultivé, pour qui les brutalités médiévales des Talibans étaient fort répugnantes. Pour des raisons stratégiques et politiques, l’Iran était aussi appréhensif de la croissante influence religieuse et financière

²⁷² *Ibid.*, p. 197-198

²⁷³ *Ibid.*, p. 154

²⁷⁴ Jehl, Douglas, « Iran Holds Taliban Responsible for 9 Diplomats’ Deaths », *The New York Times*, 11 septembre 1998, [<http://query.nytimes.com/gst/fullpage.html?res=9C03E6DA1F3EF932A2575AC0A96E958260&sec=&spon=&pagewanted=all>]

saoudienne sur les Pashtouns²⁷⁵ ». D'ailleurs, les deux principaux alliés des Talibans étaient, comme nous l'avons dit, l'Arabie Saoudite et le Pakistan (et dans une moindre mesure certaines pétromonarchies du Golfe persique). Depuis 1979, ces deux pays sont les "contrepoids" à l'influence iranienne dans la région.

L'Iran a donc été un des importants supporters d'Ahmad Shah Massoud et de son Alliance du Nord, principale force d'opposition au gouvernement des Talibans. L'Iran s'est alors associé avec les deux autres États qui voulaient contrebalancer l'influence sunnite saoudienne et pakistanaise dans la région: la Russie et l'Inde.

Comme nous l'avons vu, Téhéran entretenait d'étroites relations avec la Russie en Asie centrale et les deux pays percevaient de manière très négative l'exportation de l'Islam rigoriste taliban. Entre autres, la Russie ne voulait pas que les Talibans enveniment la situation en Tchétchénie (comme ils ont essayé de le faire en étant les seuls à reconnaître "l'État tchéchène" et en y envoyant des "djihadistes"²⁷⁶). De surcroît, les Talibans entravaient les négociations de paix que menaient les deux alliés au Tadjikistan²⁷⁷. Du côté indien, l'idée de coopérer avec l'alliance russo-iranienne était très simple, pragmatique et cadrée autour de la défense de ses intérêts nationaux. Premièrement, pour les Indiens, il faut toujours trouver un contrepoids au Pakistan dans la région: « l'Inde soutenait Kaboul pour la simple raison que le Pakistan soutenait les Talibans²⁷⁸ ». Ainsi, si Ahmad Shah Massoud est l'opposant le plus crédible contre le pacte talibano-pakistanaise, New Dehli le soutiendra. Deuxièmement, à l'instar de l'Iran et de la Russie, l'Inde n'appréciait pas la présence d'un

²⁷⁵ Ayoob, Mohammed, « South-west Asia after the Taliban », *Survival*, vol. 44, no. 1 (Printemps 2002) p. 4

²⁷⁶ Lévesque, Jacques, « Russia and the Muslim World », op. cit., p. 8

²⁷⁷ Ayoob, Mohammed, « South-west Asia after the Taliban », op. cit., p. 7

²⁷⁸ Rashid, Ahmed, *L'ombre des taliban*, op. cit., p. 69

Islam austère dans la région, car cette influence aurait pu entraîner une situation explosive pour ses 160 millions de citoyens musulmans²⁷⁹.

Donc, même avant l'intervention de la coalition dirigée par les Américains en Afghanistan pour déposer les Talibans, l'Iran avait une politique ouvertement antinomique au gouvernement islamiste à Kaboul. Cela a dû étonner plusieurs auteurs qui disaient (et disent toujours) de manière fort erroné que l'Iran coopère, en raison de "liens idéologique", avec les Talibans; des accusations toujours démenties par Téhéran²⁸⁰.

En accord avec les Américains? Après les attentats terroristes du 11 septembre 2001, les États-Unis et une coalition internationale ont décidé d'intervenir en Afghanistan pour renverser le régime taliban (octobre 2001) dans une opération qui dure toujours à ce jour. Très rapidement, le régime extrémiste de Kaboul s'effondre, provoquant un soupir de soulagement à Téhéran, tant chez la population que chez les dirigeants. Il faut se souvenir qu'en 2001, l'Iran était coincé et cloîtré entre des régimes sunnites hostiles à son égard. D'une part, se trouvait l'axe Taliban-Pakistan-Arabie Saoudite à sa frontière orientale et, de l'autre, l'Irak de Saddam Hussein. Comme le souligne Vali Nasr, il n'est absolument pas étonnant que « les Iraniens ont accueilli l'écroulement du mur sunnite autour d'eux et voient la "renaissance shiïte" [*The Shia Revival* du titre de son ouvrage] comme le meilleur moyen d'empêcher son retour²⁸¹ ». Mais la nouvelle influence iranienne sur la scène shiïte sera examinée en détails dans le prochain chapitre.

Ainsi, il est intéressant de voir qu'en Afghanistan, et par la suite avec l'Irak, les intérêts de l'Iran et ceux des États-Unis étaient sensiblement les mêmes. Les deux pays pouvaient

²⁷⁹ Pour un article sur les relations irano-indiennes, voir Fair, C. Christine, « Indo-Iranian Ties: Ticker Than Oil », *Middle East Review of International Affairs*, vol. 11, no. 1 (Mars 2007) p. 41-58. Pour l'auteur, cette relation binationale est beaucoup plus profonde que la simple vente d'hydrocarbure iranien à l'Inde. Fair estime que c'est plutôt centré sur les grandes aspirations de puissance de l'Inde et son désir d'étendre sa présence et son influence à l'Afghanistan et l'Asie Centrale. Pour arriver à ses dessins, l'auteur écrit, l'Inde à besoin d'une bonne relation avec l'Iran, avec qui elle partage aussi la crainte du Pakistan et d'Al Qaïda.

²⁸⁰ *CNN.com*, « Coalition: Taliban have Iran arms », 31 Mai 2007
[<http://www.cnn.com/2007/WORLD/asiapcf/05/30/iran.taliban/index.html>]

²⁸¹ Nasr, Vali, *The Shia Revival: How Conflicts within Islam Will Shape the Future* (New York: W. W. Norton, 2007) p. 222

s'entendre sur une multitude d'objectifs à atteindre²⁸². Premièrement et tout bonnement, le départ des Talibans satisfaisait les deux partis. Ensuite, la diminution de l'influence pakistanaise en Afghanistan, que les deux perçoivent, avec raison, comme une des sources de l'extrémisme sunnito-pashtoune dans la région. Dans un troisième temps, la coopération irano-américaine a fait la promotion, avec succès, d'une plus grande participation de l'Alliance du Nord au jeu de pouvoir à Kaboul²⁸³. En dernier lieu, on peut parler de la guerre à l'opium afghan. Or, même si les Américains mènent un combat contre la culture de l'opium depuis 2001 dans le pays, Téhéran fait face au même problème depuis bien plus longtemps que le nouvel arrivant américain. L'Iran était devenu une plaque tournante de l'héroïne afghane vers les marchés occidentaux, entraînant dans son sillage des millions de consommateurs en Iran. Le combat atteignit son paroxysme vers la fin des années 1990 avec la mort de plus de 3000 soldats iraniens dans leur lutte contre les trafiquants à la frontière irano-afghane²⁸⁴.

Cette convergence d'intérêts entre les deux "États ennemis" s'est manifestée ouvertement lors de la Conférence de Bonn (nov.-déc. 2001) qui amena à la table de négociation la plupart des groupes afghans et les États concernés par les enjeux. Lors de cette rencontre (et de celle de Tokyo le mois suivant), l'Iran s'est engagé à verser 500 millions de dollars pour aider à la reconstruction afghane, de loin la plus grande somme pour un État voisin de l'Afghanistan. James Dobbins, chercheur à la RAND Corporation et premier émissaire américain envoyé en Afghanistan par l'administration Bush après la chute des Talibans, ira même jusqu'à dire que parmi les délégués étrangers à Kaboul venu aider les Américains, aucune délégation n'a autant coopéré que celle de l'Iran²⁸⁵.

²⁸² Ayoob, Mohammed, « South-west Asia after the Taliban », op. cit. p. 12-15

²⁸³ *Ibid.*, p. 12-15

²⁸⁴ Pour un article plus sociologique sur la guerre de l'Iran contre les trafiquants d'opium, voir Gouverneur, Cédric, « Sur les routes de l'opium afghan », *Le Monde Diplomatique* (Mars 2002) p. 6-7

²⁸⁵ James Dobbins, « Time to Deal With Iran », *The Washington Post*, 6 mai 2004, p. A35; Une citation intéressante est lorsqu'il écrit: « In Afghanistan we learned again that successful nation-building requires strange bedfellows, only to forget the lesson a year later in Iraq »; L'auteur réitérera cette position dans un autre article, James, Dobbins, « How to Talk to Iran », *The Washington Post*, 22 juillet 2007, p. B07

Beaucoup de spécialistes admettent que Washington a perdu une belle opportunité d'améliorer ses relations avec l'Iran, car la coopération en Afghanistan aurait établi que l'Iran était un État pragmatique avec lequel beaucoup d'intérêts convergeaient, ce qui aurait pu contribuer à éviter la crise de confiance entourant le programme nucléaire iranien. Il n'est donc pas étonnant que les mêmes auteurs (et plusieurs autres) affirment qu'une situation identique s'est produite avec l'intervention en Irak, où là aussi les intérêts étaient similaires, mais le discours présidentiel est allé dans la direction inverse²⁸⁶.

3.7. Conclusion

En conclusion, l'idée principale de ce chapitre fut de présenter les dirigeants de la République Islamique d'Iran, depuis la mort de l'Ayatollah Khomeiny, comme des dirigeants pragmatiques et rationnels. Dès lors, comme l'école réaliste l'aurait prédit, les études de cas ont toutes démontré un pragmatisme politique particulièrement fort de la part de Téhéran. Il a également été possible de vérifier que, quand vient le temps d'appliquer la politique étrangère, il y a évacuation de toutes les notions révolutionnaires que l'on entend dans les discours des dirigeants iraniens. En somme, pour reprendre Mohammed Ayoob, « il clair aux observateurs clairvoyants qu'une grande partie de la rhétorique "islamique" des régimes [comme l'Iran] n'est rien de plus qu'un subterfuge qu'ils utilisent pour embellir leur image²⁸⁷ ».

L'acquiescement de Khomeiny d'acheter de l'armements aux "Grand et Petit Satan" (i.e. les États-Unis et Israël) pendant la guerre Iran-Irak et un exemple parfait de pragmatisme de l'Iran khomeyniste. La première situation face à laquelle l'Iran post-khomeyniste a démontré sa retenue fut l'invasion américaine de l'Irak lors de la première guerre du Golfe Persique (1990-91). La neutralité iranienne a même aidé le "Grand Satan Américain". On aperçoit le

²⁸⁶ *Ibid.*; voir aussi, Ayoob, Mohammed, « South-west Asia after the Taliban », op. cit. p. 12-15

²⁸⁷ Ayoob, Mohammed, *The Many Faces of Political Islam: Religion and Politics in the Muslim World* (Ann Arbor: University of Michigan Press, 2007) p. 33

même calcul stratégique dans le Caucase où l’Iran, en regardant ses intérêts, a préféré suivre l’exemple russe et prendre le côté de l’Arménie dans son conflit l’opposant à l’Azerbaïdjan. Dans la même région, Téhéran n’a aidé aucune force d’opposition en Tchétchénie, ne voulant pas se mettre à dos Moscou. Similairement, les mollahs refusent de soutenir les Ouïgours en Chine, pour ne pas embarrasser et froisser l’allié chinois. Dans le même ordre d’idées, et encore une fois en tandem avec le Kremlin, Téhéran a de loin privilégié une approche de *Realpolitik* devant ces nouveaux voisins centre-asiatiques en faisant la promotion d’échanges économiques et énergétiques (Kazakhstan et Turkménistan) et se présentant comme courtisan de la paix régionale (Tadjikistan). La République Islamique est même allée plus loin en mettant de côté toute sa traditionnelle rhétorique belliqueuse face aux Américains pour coopérer avec la communauté internationale à la stabilisation de l’Afghanistan, participant même économiquement aux efforts de reconstruction.

En conclusion, le réalisme a encore une fois raison, car la stabilisation du pouvoir amène presque inévitablement les dirigeants d’un quelconque pays, dans ce cas l’Iran, vers un pragmatisme en matière de politique étrangère. Obsédée par les questions de sécurité, la République Islamique d’Iran est entièrement prête à subordonner l’intérêt de la “libération musulmane” à ceux de l’État iranien, de la même manière que Staline plaçait la défense des intérêts de l’Union soviétique avant ceux du “communisme international”.

CHAPITRE 4:

L'EMPOWERMENT DES ARABES SHIITES: LE LIBAN ET L'IRAK

Le dernier chapitre de ce mémoire porte sur la politique étrangère de la République Islamique d'Iran vis-à-vis des Arabes chiites de son voisinage. Pour lier cet exercice au cadre théorique réaliste néoclassique, les relations entre les dirigeants iraniens et les communautés chiites du Liban, de l'Irak et du Golfe persique, qui sont marquées par des liens historiques étroits et d'importants enjeux stratégiques, seront analysées. Dans ce contexte, il faut donner considération au fait que pour certains réalistes néoclassiques, tels que Fareed Zakaria, la recherche d'influence ou de prestige peut être un objectif à part entière d'une politique étrangère²⁸⁸.

Dans le cas du Liban, les mollahs iraniens peuvent tirer certains leviers qui leur permettent d'exercer une influence directe au Proche-Orient, notamment contre le rival israélien. Pour y arriver, les dirigeants iraniens font principalement appel à leurs rapports privilégiés avec le Hezbollah libanais. Cette position de Téhéran à l'égard du Liban est un cas archétype de politique étrangère pragmatique. En donnant naissance et en soutenant le Hezbollah, l'Iran recherche principalement à obtenir des gains en popularité et prestige dans la région, en se présentant comme le grand opposant à l'alliance américano-israélienne.

En ce qui a trait à l'Irak, l'Iran soutient certains groupes chiites afin de tourner la situation à son avantage. En effet, depuis la sanglante guerre Iran-Irak (1980-1988), les théocrates à Téhéran veulent éviter à tout prix de revoir une dictature sunnite (probablement

²⁸⁸ Zakaria, Fareed, *From Wealth to Power. The Unusual Origins of America's World Role* (Princeton: Princeton University Press, 1998) p. 5

anti-shiite) sur la frontière occidentale (un désir semblable à celui de ne pas voir réapparaître un régime taliban en Afghanistan). C'est donc pour cette raison que Téhéran favorise une option politique où les "frère shiites" auraient plus de pouvoir à Bagdad.

À l'instar du précédent, ce chapitre tentera de démontrer le pragmatisme, le réalisme et la prudence de la politique étrangère iranienne en usant de l'exemple de sa position à l'égard des Arabes de confession shiite.

4.1. Le Proche-Orient: Israël, le Hezbollah et la projection d'influence iranienne

La politique étrangère iranienne au Proche-Orient (nous considérons ici Israël, la Palestine, le Liban et la Syrie) est souvent perçue comme révolutionnaire, réactionnaire et agressive. Cette vision est très probablement exacerbée par le discours néoconservateur américain sur la politique étrangère iranienne²⁸⁹. D'ailleurs, les virulents propos antisionistes du président iranien Mahmoud Ahmadinejad n'aident en rien cette situation, et sont souvent cités en exemple par les dirigeants, journalistes ou lobbyistes néoconservateurs comme preuve indéniable que l'Iran est dirigé pas une "bande de mollahs fous" ("*a bunch of mad mullahs*"²⁹⁰). L'intransigeance iranienne au sujet de la résolution du conflit israélo-palestinien est, entre autres, mentionnée par la droite américaine et israélienne pour maintenir la ligne dure face à Téhéran²⁹¹.

Dès lors, si l'on se fie à ce discours néoconservateur américano-israélien, on serait rapidement amené à croire que la politique iranienne à l'égard du Proche-Orient contrevient radicalement à notre approche du pragmatisme. Néanmoins, selon l'école réaliste, la très

²⁸⁹ Adib-Moghaddam, Arshin, *Iran in World Politics: The Question of the Islamic Republic* (New York: Columbia University Press, 2008), p. 123-154. Il s'agit du chapitre intitulé "Iranian-American Encounters: The Islamic Republic in the Neoconservative Mind"

²⁹⁰ Voir sur le sujet, Beeman, William O., *The "Great Satan" vs. the "Mad Mullahs": How the United States and Iran Demonize Each Other* (Chicago: University Of Chicago Press, 2008)

²⁹¹ Voir Anuzegar, Jahangir, « Iran's Crumbing Revolution », *Foreign Affairs*, vol. 82, no. 1 (Janvier/Février 2003) p. 44-57

grande majorité des États, sinon tous, placent l'intérêt national presque toujours, sinon toujours, au devant de l'idéologie. Cette dernière n'étant souvent qu'un écran de fumée servant à préserver l'intérêt national²⁹². Un exemple simple pour démontrer cette théorie de "rationalité des acteurs politique" serait l'Union soviétique ou la Chine maoïste qui n'ont jamais déclaré la guerre, ni largué de bombe atomique sur les États-Unis, malgré les constantes et nombreuses déclarations belliqueuses contre "l'ennemi capitaliste" pendant la Guerre froide (1945-1991)²⁹³.

L'Iran n'échappe pas à ce précepte du réalisme et, comme nous l'avons analysé dans le chapitre précédent, une multitude d'exemples peuvent être cités pour appuyer la thèse d'une politique étrangère iranienne pragmatique.

Premièrement, l'achat d'armements à Israël et aux États-Unis durant les années 1980. Ensuite, la non-ingérence dans l'intervention américaine pour libérer le Koweït de l'occupant irakien (1990-1991). Dans un troisième temps, afin de ne pas s'aliéner l'indispensable support de la Russie, Téhéran soutient l'Arménie chrétienne dans sa guerre contre l'Azerbaïdjan shiite (1990-1991) tout en refusant de prêter main forte aux divers groupes séparatistes tchéchènes, même s'ils sont musulmans (de 1994 à aujourd'hui). Dans le même ordre d'idées, lors de la dissolution de l'URSS, beaucoup avaient cru que l'Iran essaierait de déstabiliser les cinq nouveaux États d'Asie centrale par le biais de groupes islamistes. Ce sera totalement le contraire avec un Iran promoteur de l'intégration économique régionale, surtout en ce qui a trait aux questions énergétiques; une politique chère au Guide Suprême et suivie à la lettre depuis 1991 par les différentes présidences iraniennes²⁹⁴.

²⁹² Ce point a été examiné plus en détail dans la section du cadre théorique. E. H. Carr, un des pères du réalisme moderne, a notamment défendu cette idée. Carr, E.H., *The Twenty Years' Crisis. An Introduction to the Study of International Relations* (Hampshire: Palgrave, 2001 [1980]), p. 13

²⁹³ Pour une analyse réaliste sur la rationalité des acteurs politiques comportant l'exemple des dirigeants soviétiques et chinois et leur non-utilisation de l'arme nucléaire, suivi d'une comparaison avec un Iran potentiellement nucléaire, voir Mearsheimer, John J. et Stephen M. Walt, *The Israel Lobby and U.S. Foreign Policy*, op. cit., p. 72-74. Ils écrivent à la page 73, « if [the United-States] can tolerate a nuclear Pakistan and embrace a nuclear India, then it could live (however reluctantly) with a nuclear Iran »,

²⁹⁴ Pour une analyse complète, voir le chapitre 3

Mais alors, pourquoi l'Iran maintient toujours une politique belliciste envers l'État hébreu? Comme le dégage Ray Takeyh, « lorsque l'intérêt national entre en collision avec les prétentions révolutionnaires, la République Islamique a toujours reculé, devenant prudent, même judicieux. Israël reste l'exception à cette norme parce que le choc entre intérêts et dogme n'a jamais eu lieu²⁹⁵ ». Puisque Téhéran s'efforce à maintenir cette relation d'antagonisme tendu, il doit en tirer des avantages.

Effectivement, la position anti-israélienne de la République Islamique et son support au Hezbollah libanais sont des politiques et des actions réfléchies. L'Iran en retire des avantages stratégiques. Par l'entremise de son protégé libanais, il oblige l'adversaire israélien à gérer un état d'alerte quasi-permanent. Dans un premier temps sera examiné l'historique de l'opposition de la République Islamique à l'État d'Israël. Ensuite, une tentative de dissection de "l'outil" iranien sera effectuée, question de mesurer l'étendue du pouvoir du mouvement Hezbollah au Liban. Finalement, les principaux avantages stratégiques que retire l'Iran de cette politique "va-t-en-guerre" seront analysés en regardant de plus près le conflit de l'été 2006.

4.1.1. La position anti-israélienne de la République Islamique

L'actuel président iranien Mahmoud Ahmadinejad est probablement l'opposant le plus volubile à l'État hébreu, faisant de lui un des antisionistes les plus connus du monde, ceci même s'il y a souvent exagération au sujet de son désormais célèbre "Israël doit être rayé de la carte"²⁹⁶. Ses diatribes verbales pourraient confirmer les explications des néoconservateurs en matière de politique étrangère iranienne, voulant qu'elle soit menée par une idéologie

²⁹⁵ Takeyh, Ray, *Hidden Iran: Paradox and Power in the Islamic Republic* (New York: Holt Paperbacks, 2007) p. 195-196

²⁹⁶ Il aurait plutôt dit que "le régime d'occupation sur Jérusalem devrait disparaître des pages du temps" ("*the occupation regime over Jerusalem should vanish from the page of time*"), ou alternativement "devrait être éliminé des pages de l'histoire" ("*should be eliminated from the page of history*"). Pour une excellente discussion sur les propos d'Ahmadinejad, voir Mearsheimer, John J. et Stephen M. Walt, *The Israel Lobby and U.S. Foreign Policy*, op cit, notes 88, p. 386-387

révolutionnaire et inconditionnellement anti-israélienne, voir antisémite. Cependant, ces mêmes néoconservateurs omettent très souvent de mentionner la très pragmatique relation irano-israélienne des années 1980 vue au chapitre précédent, et négligent de rappeler qu'à l'intérieur de la République Islamique, le président n'est pas un acteur si puissant dans l'élaboration de la politique étrangère²⁹⁷.

Toutefois, si on reste dans l'optique de la politique régionale, ces déclarations controversées atteignent le but recherché, car l'Iran surpasse et transcende la dissension Shiite-Sunnite pour porter le discours moyen-oriental vers une "politique musulmane" – la seule façon pour l'Iran "perso-shiite" d'influencer son environnement régional: « parfois, il n'est pas clair à quel point ces attaques verbales iraniennes sur Israël sont sincères. Dans certains cas, cette rhétorique sert à désamorcer l'hostilité arabe envers l'Iran ou pour rationaliser les actions élaborées pour augmenter sa puissance militaire et son influence stratégique dans la région de Golfe [persique]²⁹⁸ ».

À l'instar de Khomeiny, Ahmadinejad recherche simplement par cette politique médiatique une cause qui rallierait la majorité de l'opinion publique sunnite et chiite de la région: « la véhémence rhétorique anti-israélienne du président [Ahmadinejad] semble servir plusieurs buts comme s'attirer la faveur populaire du monde musulman²⁹⁹ ». Yann Richard écrit que ces discours enflammés ont pour objectif de retourner les violences entre Shiites et Sunnites en Irak contre un ennemi plus "neutre", Israël. De cette façon, l'Iran cherche à rassembler les musulmans autour d'une cause: « les appels provocateurs du

²⁹⁷ Sur la faiblesse institutionnelle de la présidence en matière de politique étrangère, voir Amuzegar, Jahangir, « The Ahmadinejad Era: Preparing for the Apocalypse », *Journal of International Affairs*, vol. 60, no. 2, (Printemps/Été 2007) p. 47; Crane, Keith, Rollie Lal et Jeffrey Martini, *Iran's Political, Demographic and Economic Vulnerabilities* (Santa Monica: RAND Corporation) p. 12-13; Logan, Justin et Ted Galen Carpenter, « Evidence Suggests Iran Wouldn't Pull Nuclear Trigger », *CATO Institute* [cato.org], 15 Février 2007; Razavi, Sam, « L'Iran, un danger pour le monde? Les risques de la simplification », *Le Devoir*, 18 Janvier 2008, p. A9

²⁹⁸ Cordesman, Anthony H. et Martin Kleiber, *Iran's Military Forces and Warfighting Capabilities: The Threat in the Northern Gulf* (Washington D.C.: Center for Strategic & International Studies, 2007) p. 23

²⁹⁹ International Crisis Group, « Iran : Ahmadi-Nejad's Tumultuous Presidency », *Middle East Briefing*, n°18 (6 février 2007) p. 21

président [Ahmadinejad] à la destruction de l'État d'Israël n'ont pas d'autres explications et n'ont pas, dans son esprit, le caractère d'un appel au génocide³⁰⁰ ». En tout état de cause, comme le reste de sa politique populiste, il suit la tradition khomeyniste qui voyait des avantages stratégiques à s'opposer à Israël.

Comme l'explique Alexandre Adler, les deux principaux opposant à la politique régionale de l'Iran sont (pour l'instant) Israël et le Pakistan³⁰¹. Étant donné que ce mémoire ne traite pas de la relation entre l'Iran et le Pakistan, l'analyse d'Alexandre Adler selon laquelle seul Israël a le poids nécessaire pour s'opposer de façon crédible aux visées iraniennes au Proche-Orient, les autres États n'ayant pas les moyens de rivaliser avec l'Iran, est acceptée.

En effet, le Liban et la Jordanie n'ont ni les ressources, ni la puissance pour s'opposer à l'Iran, surtout dans la foulée de l'accord de paix entre la Jordanie et Israël de 1994. L'Égypte post-nassérienne, après avoir signé un accord de paix avec Israël et accepté de recevoir une aide annuelle des États-Unis (1977), perdit de sa popularité dans la "rue arabe" du Proche-Orient et n'est plus un poids politique, économique ou militaire aussi crédible qu'autrefois³⁰². Pour sa part, l'Arabie Saoudite ne peut qu'influer sur les Sunnites de la région et la proximité de la famille royale saoudienne aux intérêts américains lui fait perdre une certaine dose de légitimité³⁰³. Le dernier opposant régional crédible de l'Iran serait l'Irak.

³⁰⁰ Yann, *L'Iran. Naissance d'une république islamique* (Paris: De la Martinière, 2006), p. 325; l'auteur continue en affirmant que « La destruction de l'État d'Israël n'implique pas l'extermination de ses habitants, pas plus que la destruction de l'URSS hier et de Cuba aujourd'hui, dans le discours des responsables américains, n'a jamais impliqué d'appel au génocide. », *Ibid.*, p. 325

³⁰¹ Adler, Alexandre, *Rendez-vous avec l'Islam* (Paris: Grasset et Fasquelle, 2005) p. 99-109

³⁰² Fuller, Graham E., « The Hizballah-Iran Connection: Model for Sunni Resistance », *The Washington Quarterly*, vol. 30, no. 1 (Hiver 2006-07), p. 144. L'auteur parle de "pro-U.S. autocrats in the Arab World"

³⁰³ Il est étonnant de voir que même le régime saoudien – difficilement définissable comme pays musulman modéré – a su profiter de cette situation belliqueuse entre l'Iran et la Syrie d'un côté et des États-Unis et d'Israël de l'autre: « l'accession au pouvoir d'Ahmadinejad, accompagné de son explosive rhétorique de "rayer Israël de la carte", a donné aux dirigeants saoudiens l'occasion de devenir d'exemplaires modérés, accueillant des sommets de paix et serrant même la main

Cependant, depuis l'intervention américaine de 2003 et la situation interne instable, l'Irak ne possède pas (pour l'instant) les moyens d'avoir une politique étrangère active, même à l'échelle régionale. De son côté, la Syrie baasiste est, depuis la révolution iranienne, et selon toute vraisemblance encore pour un moment, alignée sur la même politique anti-israélienne et pro-Hezbollah que l'Iran. C'est-à-dire que dans le contexte actuel, la compétition stratégique au Moyen-Orient se fait entre l'Iran (et la Syrie) d'un côté et Israël (et les États-Unis) de l'autre.

Si l'on fait un bref retour en arrière pour examiner la perception de l'Ayatollah Khomeiny, on peut voir qu'il y a continuité dans la politique iranienne consistant à s'opposer à l'État hébreu. En effet, ce dernier n'a jamais caché son animosité pour Israël, dénonçant Tel-Aviv dès les années 1960. Depuis l'avènement de la République Islamique, le clergé au pouvoir revendique cet héritage khomeyniste et réitère constamment des propos similaires. Au même titre que la condamnation de l'écrivain Salman Rushdie par Khomeiny, le but premier du discours antisioniste est d'essayer d'unifier le monde musulman autour d'une "cause islamique". En d'autres termes, le combat contre "l'entité sioniste" pour la "libération de Jérusalem" n'était pas considéré par les théocrates de Téhéran comme une responsabilité strictement palestinienne, « mais bien une obligation islamique qui devait être prise en main par tout le monde islamique. Un tel conflit devait mener à la destruction d'Israël et du même coup à une plus grande cohésion et solidarité islamique. Il était donc naturel, même inévitable pour le nouveau régime islamique en Iran de diriger cette croisade³⁰⁴ ».

Pour maintenir l'application de cette politique "anti-israélienne", pour infiltrer le jeu politique du Proche-Orient, Téhéran n'a trouvé d'autre moyen que de créer et soutenir le Hezbollah libanais

d'Ahmadinejad pour [essayer de le] contrôler », Yamani, Mai, « The Two Faces of Saudi Arabia », *Survival*, vol. 50, no. 1 (Mai 2008), p. 154

³⁰⁴ Takeyh, Ray, *Hidden Iran*, op. cit., p. 197

4.1.2. *Qu'est ce que le Hezbollah?*

Il a été vu qu'après la révolution iranienne de 1979, les théocrates écartent peu à peu les autres révolutionnaires laïcs et saisissent définitivement le pouvoir à la fin de l'année 1980. Avec une nouvelle élite politique iranienne envoûtée par une idéologie révolutionnaire "islamique", et d'une multitude de liens entre ces derniers et les Shiites du Liban, l'Iran et son allié syrien décident de créer le Hezbollah (ou "Parti de Dieu"). Comme écrit le spécialiste Richard Augustus Norton, « pour l'Iran, la création du Hezbollah était la réalisation de sa zélote campagne révolutionnaire [pour] partager son message personnalisé de "révolution islamique"³⁰⁵ ». Dans le même ordre d'idées, Mohammed Ayoob nous explique « qu'étant donné les traditionnels liens étroits entre le clergé shiite en Iran et au Liban, l'interprétation révolutionnaire de l'Ayatollah Khomeiny [...] eu un impact majeur sur le clergé shiite libanais et leurs activistes³⁰⁶ ». En effet, le Liban était dans l'engrenage d'une terrible guerre civile (1975-1990) et à partir de 1982, théâtre de l'occupation du Sud-Liban par Israël. Cette présence israélienne dans cette région libanaise défavorisée et à majorité shiite facilita énormément l'implantation du projet iranien, puisque le message khomeyniste arrivait à un moment d'ébullition dans la vie politique libanaise et facilita la création du Hezbollah. Ce jeune mouvement gagna le cœur des Shiites du Sud-Liban, de la vallée de la Bekaa et de la banlieue démunie du Sud de Beyrouth: « cette attirance était une réponse à la situation socioéconomique des Shiites libanais, leur perception de l'impotence du système politique libanais, et, au dessus de tout, leur animosité contre l'interminable occupation israélienne du Sud-Liban à prédominance shiite³⁰⁷ ».

³⁰⁵ Norton, Augustus Richard, *Hezbollah. A Short History* (Princeton: Princeton University Press, 2008) p.34. L'auteur ajoute que « du point de vue de la Syrie, le nouveau parti militant shiite était un instrument fortuit pour maintenir les intérêts syriens: supporter le Hezbollah permettait à la Syrie de maintenir son alliance avec l'Iran, de gagner un moyen de frapper indirectement Israël et les États-Unis, et de garder ses alliés libanais [...] en ordre », p. 34-35

³⁰⁶ Ayoob, Mohammed, *The Many Faces of Political Islam: Religion and Politics in the Muslim World* (Ann Arbor: University of Michigan Press, 2007) p. 115

³⁰⁷ *Ibid.*, p. 119

Même si le Hezbollah peut être considéré comme une organisation “indigène” avec des cadres, des religieux, des supporters et des combattants libanais, dès sa création officielle en 1985, elle reconnut publiquement l’Ayatollah Khomeiny comme son “guide” et suite à sa mort en 1989, transposa cette reconnaissance à son successeur politique, l’Ayatollah Khamenei³⁰⁸. Même si la gestion quotidienne du Hezbollah se fait par des Libanais “de souche”, ses grandes lignes politiques sont tracées à Téhéran. Un exemple – qui dénote concurremment le pragmatisme des dirigeants iranien – est l’acceptation par Téhéran, suite à la guerre civile, de l’insertion du Hezbollah dans le système politique libanais de façon démocratique. Dans les termes de H. E. Chehabi, « avec la reconstitution de l’État libanais dans les années 1990 et avec la nouvelle politique iranienne de poursuite de l’intérêt national [...] le Hezbollah se “libanise” consciemment avec la bénédiction de l’État iranien, qui mettait de plus en plus l’accent sur la *realpolitik*³⁰⁹ ».

Quoi qu’il en soit, le Hezbollah est, souvent à la grande déception de ses membres libanais, un outil d’influence régional pour l’Iran. Selon Bilal Saab, étant donné que le Hezbollah est une importante variable de la politique étrangère iranienne, le “Parti de Dieu” n’a pas le champ libre pour réaliser son projet islamique pour le Liban: « le fait que le Hezbollah détient une place centrale dans les calculs [stratégiques] iraniens, ironiquement, travaille contre la réalisation de ses rêves locaux³¹⁰ ». Cette dernière citation démontre bien que les liens unissant l’Iran et son protégé libanais sont fondés essentiellement sur un raisonnement tactique et non sur une idéologie révolutionnaire “shiite”. Tant que le conflit larvé entre Israël et l’Iran est présent, Téhéran exploite sans retenue le Hezbollah pour ses propres fins. Pour l’instant, dans les hautes sphères du pouvoir iranien, on ne voit aucun incitatif à retirer ce soutien au Hezbollah.

³⁰⁸ *Ibid.*, p. 115

³⁰⁹ Chehabi, H.E. et Hassan I. Mneimneh, « Five Centuries of Lebanese-Iranian Encounters », dans Chehabi, H.E., dir., *Distant Relations: Iran and Lebanon in the Last 500 years* (New York/Londres: I.B. Tauris, 2006) p. 45

³¹⁰ Saab, Bilal Y., « Rethinking Hezbollah’s Disarmament », *Middle East Policy*, vol. 15, no. 3 (Automne 2008) p.105

4.1.3. Avantages stratégiques pour l'Iran de sa relation avec le Hezbollah

Tel que présenté précédemment dans le cadre théorique réaliste néoclassique, certains États mettent au point des politiques étrangères qui recherchent simplement à faire rayonner leur influence à l'extérieur de leurs frontières. Avec la politique de soutien au Hezbollah, on arrive exactement à cette conclusion dans le cas de l'Iran: « ainsi, le Hezbollah permet à l'Iran de défier la géographie et de projeter sa puissance au Levant et d'influencer les événements qui s'y passent³¹¹ ». Téhéran y trouve donc son compte sous plusieurs angles, mais surtout dans le cadre de sa lutte d'influence contre Israël.

Premièrement, cette situation permet à l'Iran de participer aux affaires internes du Liban, seul pays du Proche-Orient avec une population chiite d'envergure (environ 35%). Ce groupe joue donc un rôle important et croissant dans le jeu politique libanais. En effet, depuis sa création en 1948, Israël intervient au pays du Cèdre régulièrement, soit en supportant certains groupes (ex. les Phalangistes) ou directement avec des opérations militaires (ex. 1978, 1982-2000 et 2006)³¹². De son côté, par son soutien au Hezbollah, l'Iran obtient *de facto* une voix dans la résolution de tout conflit au Liban et par extension un poids politique non négligeable au Levant.

Par exemple, suite à 18 mois (2006-2008) de crise politique autour du choix d'un nouveau président libanais, un affrontement fit irruption entre les forces du Hezbollah et des forces armées sunnites. Très succinctement, les forces du Hezbollah sortirent gagnant de ces combats, prenant même le contrôle de certains quartiers non-shiites de Beyrouth.

Parallèlement, le Qatar organisa une rencontre réunissant les belligérants libanais, ce qui mena à la signature des accords de paix de Doha (21 mai 2008). L'Iran, la Syrie et le Hezbollah sont souvent présentés comme les grands vainqueurs de cette conférence en raison de l'alignement du résultat final sur leurs priorités en matière de politique régionale. Après

³¹¹ *Ibid.*, p. 102

³¹² Pour un bref résumé du jeu stratégique entre l'Iran et Israël au Liban, voir Encel, Frédéric et François Thual, *Géopolitique d'Israël* (Paris: Édition du Seuil, 2006) p. 257-261

avoir rétabli un certain degré de normalité, les accords de Doha donnèrent raison à l'axe Iran-Syrie-Hezbollah, ces trois acteurs ayant obtenu tout ce qu'ils avaient demandé: « la question du désarmement du Hezbollah n'a pas été abordée et l'opposition [politique] menée par le Hezbollah a obtenu un plus grand nombre de sièges – et un pouvoir de veto – dans le nouveau cabinet libanais³¹³ ». Les mollahs iraniens savent qu'ils doivent maintenir cette aide aux “frères chiites” étant donné qu'il s'agit probablement de la seule option qu'ils ont pour influencer la région méditerranéenne orientale.

Pour Téhéran, le calcul est très simple: si la paix venait à se réaliser au Proche-Orient, l'Iran ne serait plus aussi indispensable et devrait trouver une autre politique pour faire mousser son influence régionale: « si les relations entre Israël, la Syrie et le Liban se normalisent, la puissance de l'Iran et du Hezbollah baisserait et les [pétromonarchies] – et l'Irak – trouveraient plus facile d'établir des relations avec l'État hébreu »³¹⁴.

La deuxième raison pour laquelle l'Iran n'a pas d'intérêt à se retirer du jeu libanais est que cette position d'antagonisme face à l'État hébreu permet au régime iranien, isolé depuis la révolution, de jouir d'un poids politique dans le cœur du monde arabe et le débat politique existentiel qu'est le conflit israélo-palestinien³¹⁵. Au moment où le débat parmi les puissances régionales se faisait autour de la “dimension” d'Israël, la République Islamique d'Iran continuait plutôt de mettre en question sa “légitimité”. Cette posture permet donc au régime iranien d'intervenir dans une région où il ne profite d'aucune relation ethnique (étant perse), linguistique (parlant Farsi) ou religieuse (étant Chiite). De plus, « ne partageant aucune frontière avec l'État hébreu et n'ayant jamais été officiellement en guerre contre [Tel-Aviv],

³¹³ Moubayed, Sami, « Syria exploits US loopholes », *Asia Times Online*, 7 Août 2008, [http://www.atimes.com/atimes/Middle_East/JH07Ak01.html]; voir sur le même sujet, Yadav, Stacey Philbrick, « Lebanon's Post-Doha Political Theater », *Middle East Report Online*, 23 Juillet 2008, [<http://www.merip.org/mero/mero072308.html>]

³¹⁴ Kemp, Geoffrey, « Iran and Iraq: The Shia Connection, Soft Power, and the Nuclear Factor », *United-States Institute of Peace*, Special Report 156 (Novembre 2005) p. 10

³¹⁵ Takeyh, Ray, *Hidden Iran*, op. cit., p. 196

l'opposition à Israël a toujours eu un certain degré de convenance, en insistant sur l'hostilité sans jamais s'engager directement dans le conflit³¹⁶ ».

Ainsi, si l'on reprend le concept réaliste néoclassique de "recherche d'influence comme but de politique étrangère", l'Iran et son parrainage actif du Hezbollah en est un exemple parfait.

4.1.4. La guerre Israël-Hezbollah de l'été 2006

Pour simplifier la succession des événements de cette guerre, disons simplement que suite au kidnapping par le Hezbollah de deux soldats israéliens à la frontière libano-israélienne, l'État hébreu répliqua militairement en attaquant le Liban. Pendant une trentaine de jours, les forces israéliennes bombardèrent massivement toutes les régions du pays du Cèdre; cet assaut étant combiné d'une intervention au sol dans le Sud-Liban chiite. La seule force d'opposition crédible n'était pas la faible armée libanaise, mais bel et bien les "guérilleros" du Hezbollah, armés et entraînés par l'Iran. Ces combattants et leur guerre d'attrition étonnèrent la plupart des spécialistes en causant la mort de plus d'une centaine de soldats de la très puissante armée israélienne³¹⁷.

La guerre entre Israël et le Hezbollah de l'été 2006 est le cas archétype d'une politique d'influence iranienne. Pour la plupart des commentateurs (outre les néoconservateurs), le régime des mollahs fut couronné comme le grand vainqueur de ce drame³¹⁸. L'Iran put maintenir une position radicale par de farouches discours sans jamais se placer sur la ligne de feu. Le Hezbollah offrait les troupes sur le terrain et ce sont les Libanais en général (i.e. toutes confessions confondues) qui ont payé le prix de cette politique. D'une part, le

³¹⁶ *Ibid*, p. 199

³¹⁷ Pour un compte-rendu détaillé de ce conflit, voir Leenders, Reinoud, Amal Ghazal et Jens Hanssen, dirs, « The Sixth War: Israel's Invasion of Lebanon », *The MIT Electronic Journal of Middle East Studies*, vol. 6, (Été 2006) p. 1-186

³¹⁸ Pour un article estimant qu'Israël est sorti gagnant du conflit, voir Barnea, Nahum « Think Again: Israel vs Hezbollah », *Foreign Policy* (Novembre/Décembre 2006), p. 22-28

président iranien et acolytes cléricaux gagnèrent une victoire de “communication politique” d’envergure, devenant extrêmement populaires dans la “rue arabe”, autant chez les Sunnites que les Shiites. Graham E. Fuller relate que « la fructueuse guérilla de 18 ans contre l’occupation israélienne au Sud-Liban et sa capacité impressionnante de résister à l’attaque israélienne de l’été 2006, permit au Hezbollah [et à l’Iran] de gagner les cœurs et les esprits [*hearts and minds*] de la plupart des Sunnites »³¹⁹. Les théocrates iraniens, le président Ahmadinejad en tête de liste, sont désormais perçus par beaucoup au Moyen-Orient comme la dernière force de “résistance” à Israël. Conséquemment, « ce public a été ragaillardé par cette démonstration de courage arabe, de sacrifice et d’habileté militaire [et il] ne fait aucune différence que les membres du Hezbollah sont shiites; ils sont perçus comme étant du juste côté d’un vital enjeu national arabe³²⁰ ». Cette popularité iranienne dans la “rue arabe” sera même repris dans un discours d’Ahmadinejad: “Nous [l’Iran] somme rapidement sur le chemin de devenir une superpuissance [...] Notre force ne vient pas de nos armes militaires ou de nos capacités économique [...] Notre puissance vient de notre capacité d’influencer le cœur et l’âme des gens, et cela leur fait peur [l’Occident]”³²¹.

D’autre part, la République Islamique a démontré – à nouveau – qu’elle est indispensable à toute résolution de conflit au Proche-Orient. L’idée ici est de mettre en perspective la tentative d’isolation de l’Iran par le tandem israélo-américain afin de démontrer qu’elle est infructueuse.

D’ailleurs, la République Islamique continuera de maintenir une position de farouche “résistance” au Proche-Orient tant et aussi longtemps qu’elle n’aura pas de choix défini à faire entre pragmatisme et ambition révolutionnaire. Si les chancelleries occidentales veulent mettre un terme à cette politique iranienne, elles se doivent d’observer les agissements de la Russie, elle qui retire presque uniquement des profits politiques et économiques de sa relation

³¹⁹ Fuller, Graham E., « The Hizballah-Iran Connection », op. cit., p. 148

³²⁰ *Ibid.*, p. 148

³²¹ Citation reprise de Fathi, Nazila, « Iran Leader Calls Nuclear Sanctions Ineffective », *The New York Times*, 2 Février 2007

avec l'Iran. Si elle en avait les incitatifs, Téhéran pourrait mettre fin à ces derniers restants d'idéologie révolutionnaire pour améliorer ses relations avec l'Occident, les États-Unis et peut être même avec Israël³²².

Cependant, pour l'instant, dans les cercles du pouvoir iranien, on estime inutile d'abandonner cette politique visant à concurrencer Israël à travers le Hezbollah. Cette situation offre à l'Iran "perso-shiite" probablement son seul moyen d'influencer simultanément le monde arabe sunnite *et* l'alliance israélo-américaine et l'Iran « n'a absolument aucune raison d'amoindrir la vitalité de cette relation de longue date [avec le Hezbollah], particulièrement quand Téhéran perçoit Washington [et Tel-Aviv] comme étant décidés à réduire drastiquement sa puissance régionale³²³ ». Comme notre cadre réaliste nous l'a démontré, pour l'instant, les bénéfices supplantent les coûts. Pour faire un lien avec notre prochaine section, « d'une part, l'opposition iranienne à Israël et aux États-Unis et, de l'autre, ses liens avec l'Irak, la Syrie et le Liban, désamorcent l'hostilité arabe et sunnite et augmente l'influence de l'Iran à l'intérieur et à l'extérieur du Golfe [persique]³²⁴ ».

4.2. L'Irak post-Saddam: un allié pour l'Iran?

Tel que vu dans notre cadre théorique, pour certains réalistes comme Morgenthau, les relations internationales sont mues par un équilibre des puissances (*balance of power*) entre les États-Nations. Historiquement, les relations irano-irakiennes sont un très bon exemple de compétition entre deux États pour l'hégémonie régionale; une lutte culminant avec la guerre de 1980-1988.

³²² Adler, Alexandre, *Rendez-vous avec l'Islam*, op. cit., p. 100-101

³²³ Fuller, Graham E., « The Hizballah-Iran Connection », op. cit., p. 149

³²⁴ Cordesman, Anthony H. et Martin Kleiber, *Iran's Military Forces and Warfighting Capabilities*, op. cit., p. 27

Les relations entre l'Iran de Mohammad Reza Shah et l'Irak, qui étaient jusqu'alors cordiales, s'envenimèrent suite au renversement de la monarchie irakienne par un coup d'État du Parti Baath (1968). Évidemment, le souverain iranien n'appréciait guère la venue à Bagdad d'un régime antimonarchiste, anti-impérialiste et prosoviétique³²⁵.

L'arrivée des mollahs à Téhéran en 1979 n'arrangea en rien la situation. Pis encore, la révolution iranienne concordait avec le coup de force de Saddam Hussein qui le propulsa à la tête de l'Irak, imposant le joug de sa dictature sunnite foncièrement opposée aux idéaux révolutionnaires émanant de l'Iran. C'est-à-dire que « même si le baasisme était séculaire et nationaliste en surface, dans son cœur ce n'était qu'un autre véhicule de la parfois brutale hégémonie sunnite³²⁶ ». Dès lors, les relations entre la République Islamique et l'Irak de Saddam peuvent être caractérisées par les termes de “compétition”, “lutte d'influence” et “désir d'hégémonie régionale”, surtout en ce qui a trait à la guerre Iran-Irak. Ce conflit militaire – le plus long du 20^{ème} siècle entre deux États – n'a que souligné la profondeur de l'animosité préexistante entre le régime révolutionnaire iranien et le gouvernement de Saddam. Pour Anoushiravan Ehteshami, « choc de personnalité, rivalités géopolitiques, caractères des régimes politiques et profonds soupçons au niveau des deux leaderships ont intensifié un gérable différend frontalier en un conflit généralisé », tout en précisant « qu'ultimement, la guerre était une question de territoire, d'influence, et de survie – ce n'était pas une question de religion ou d'un différend historiquement enraciné³²⁷ ». D'ailleurs, une des conséquences de la guerre fut « la mise en évidence qu'aucun de ces deux pays ne pourraient détruire cet équilibre des puissances³²⁸ ».

³²⁵ Pour un résumé de la politique étrangère pro-occidentale, pro-israélienne, antisoviétique et anti-nassériste de Mohammad Reza Shah Pahlavi (1945-1979), voir Richard, Yann, *L'Iran*, op. cit., p. 274-277

³²⁶ Nasr, Vali, *The Shia Revival: How Conflicts within Islam Will Shape the Future* (New York: W. W. Norton, 2007) p. 186

³²⁷ Ehteshami, Anoushiravan, « Iran-Iraq Relations after Saddam », *The Washington Quarterly*, vol. 26, no.4 (Automne 2003) p. 117

³²⁸ Ottaway, Marina, Nathan J. Brown, Amr Hamzawy, Karim Sadjadpour et Paul Salem, *The New Middle East* (Washington D.C.: Carnegie Endowment for International Peace, 2008) p. 8

Cependant, la destruction du régime baasiste par les Américains en 2003 et l'occupation qui s'en suivit ont fondamentalement altéré l'équilibre régional. Aujourd'hui, le Moyen-Orient est un environnement très différent « et la guerre en Irak fut le plus important conduit de cette transformation, [même si] le résultat n'était pas celui escompté par l'administration Bush, [car] avec la chute de Saddam Hussein, l'équilibre des puissances entre l'Iran et l'Irak fut détruit, renforçant l'influence de Téhéran dans le Golfe [persique] et plus loin encore³²⁹ ».

Dans cette partie, nous verrons premièrement l'héritage de la guerre Iran-Irak sur la perception que les élites politiques et militaires iraniennes ont de leur région. Deuxièmement, le calcul stratégique derrière la politique "anti-américaine" de l'Iran en Irak sera vu de plus près. Troisièmement, on distinguera comment la République Islamique use de ses divers leviers d'influence chez les Irakiens chiites pour tenter d'influer sur la situation géopolitique irakienne afin de la faire évoluer dans la direction voulue. En dernier lieu, les objectifs recherchés par la "politique irakienne" de l'Iran seront analysés.

4.2.1. L'héritage de la guerre Iran-Irak pour les dirigeants iraniens

Il a été précédemment mentionné que les souvenirs de la guerre avec l'Irak affectent profondément la population iranienne. Par ailleurs, plusieurs haut-placés du régime théocratique, comme le président Ahmadinejad, ont vécu personnellement les horreurs du front et parlent toujours amèrement de ces huit années: « ils maudissent ouvertement Saddam pour les dégâts qu'il a infligé à leur pays et pour la misère qu'il a apporté à leurs familles et amis³³⁰ ». Plus précisément, « les Iraniens considèrent généralement la guerre comme la cause première des problèmes économiques et sociaux auxquels leur pays fait face aujourd'hui; et par extension, ils tiennent l'ancien régime irakien responsable des difficultés de la dernière décennie³³¹ ».

³²⁹ *Ibid.*, p. 1

³³⁰ Ehteshami, Anoushiravan, « Iran-Iraq Relations after Saddam », op. cit., p. 119

³³¹ *Ibid.*, p. 119

Conséquemment, suite à ce conflit, les militaires iraniens - peut être inconsciemment - ont toujours anticipé une éventuelle reprise des hostilités avec l'Irak, surtout après l'invasion du Koweït par Saddam Hussein en 1990-1991³³². Par conséquent, depuis le début des années 1990, « les programmes de développement et les achats militaires iraniens furent dominés par ce qui était perçu comme les faiblesses exposés par la guerre [avec l'Irak], y compris les faiblesses en mer [et en ce qui a trait] à la défense aérienne³³³ ». La quête iranienne pour une force de frappe nucléaire est, contrairement aux arguments des néoconservateurs, aussi une conséquence de la guerre avec l'Irak³³⁴. Comme mentionne Ray Takeyh, il faut rompre avec le mythe d'un Iran idéologiquement et irrationnellement poussé vers l'arme nucléaire, car « l'impact de la guerre Iran-Irak dans les calculs nucléaires de Téhéran ne peut être sous-estimé³³⁵ ». Le gouvernement iranien estime que 34 000 des 500 000 victimes de la guerre ont succombé aux attaques chimiques irakiennes, et les dirigeants iraniens ont pris bonne note de l'effet de peur et de démoralisation qu'amènent l'utilisation d'armes de destructions massives (ADM)³³⁶. Tel que la déclaration de l'ancien président Rafsandjani nous l'a indiqué précédemment³³⁷, pour l'Iran, posséder des ADM est la clé qui lui permettrait de dissuader une autre attaque militaire, qu'elle vienne des pays arabes sunnites, d'Israël ou des États-Unis.

³³² *Ibid.*, p. 119-120

³³³ *Ibid.*, p. 120-121

³³⁴ Brzezinski, Zbigniew et Robert Gates, *Iran: Time for a New Approach* (New York: Council on Foreign Relations, 2004), p. 22-23; Richard, Yann, *L'Iran*, op. cit., p. 323; Takeyh, Ray, *Hidden Iran*, op. cit. p. 142

³³⁵ Takeyh, Ray, *Hidden Iran*, op. cit., p. 142

³³⁶ *Ibid.*, p. 142

³³⁷ Il déclare: « Concernant les armes bactériologiques, chimiques et radiologiques, il est devenu clair pendant la guerre, que ces armes étaient décisives. C'est clair aussi, que les enseignements du monde ne sont pas très efficaces, quand la guerre atteint un certain degré, quand le monde ne respecte plus ses propres résolutions et ferme les yeux sur les violations et agressions qui se font dans les batailles [...] Nous devons nous équiper des armes bactériologiques, chimiques et radiologiques. Prenez désormais l'opportunité présente et accomplissez cette tâche », Citation reprise de Barzin, Nader, *L'Iran nucléaire* (Paris: L'Harmattan, 2005) p. 187-188. Pour plus de détails, voir chapitre 2.

Par conséquent, depuis le sanglant conflit irano-irakien, les dirigeants de la République Islamique éprouvent une crainte permanente à l'idée de voir un gouvernement irakien sunnite déclencher de nouvelles hostilités. Cependant, ces mêmes leaders n'avaient pas su prévoir la décision américaine d'intervenir militairement pour mettre fin au régime de Saddam Hussein. À l'instar du renversement de la dictature talibane, ils accueillirent favorablement cette initiative, voyant le "mur sunnite" autour d'eux s'effondrer sans le moindre effort de leur part³³⁸. Toutefois, craignant d'être les prochaines victimes de la campagne contre "l'axe du mal", les gouvernants iraniens tentèrent de faire bouger les choses en leur faveur. Après avoir laissé les troupes "yankee" mettre fin à la dictature irakienne, les mollahs n'allaient pas laisser les Américains trouver une zone de confort sur leur front irakien, car la guerre civile en Irak garantissait qu'ils ne pouvaient se tourner vers l'Iran. Depuis l'invasion en 2003, l'intérêt national iranien exigeait une politique visant à empêcher les Américains d'établir l'ordre et le calme en Irak.

4.2.2. *L'opposition iranienne au projet irakien des États-Unis*

Même si l'Iran et les États-Unis ont maintenu des relations tendues depuis la crise des otages de 1979-1981, l'inclusion par le président Bush de l'Iran dans un "axe du mal", aux côtés des régimes totalitaires irakien et nord coréen (2002), fit raidir toute la classe politique iranienne³³⁹. Avec la nouvelle "doctrine Bush" d'attaque préventive, les théocrates à Téhéran (au même titre que Qadhafi en Libye³⁴⁰) ont craint pour la survie de leur régime. En fait, l'élite iranienne se posa la question: quels motifs avait-elle d'aider les Américains à renverser le régime de Saddam si la République Islamique semblait être destiné à vivre le même sort

³³⁸ Nasr, Vali, *The Shia Revival*, op. cit. p. 222

³³⁹ Pollack, Kenneth, *The Persian Puzzle: The Conflict Between Iran and America* (New York: Random House, 2005) p. 351-352, voir aussi pour plus de détails sur les conséquences du discours politique de Bush sur la politique interne de l'Iran, Khosrokhavar, Farhad, « La politique étrangère en Iran: de la révolution à "l'axe du Mal" », *Politique Étrangère*, vol. 1 (2003) p. 79-82; sur la décision d'inclure l'Iran dans le discours de Bush sur "l'axe du Mal"

³⁴⁰ Purvis, Andrew, « Lessons from Libya », *TIME*, 12 Janvier 2004, p.6

subséquemment³⁴¹? Simplement, aucun. La crainte de voir leur régime s'effondrer en raison d'une intervention militaire américaine poussa les dirigeants iraniens à alimenter prudemment le feu irakien pour que les États-Unis ne puissent se permettre de répéter ce coup de force à leur dépend.

Selon une analyse réaliste de la nouvelle situation géopolitique moyen-orientale, incontestablement, l'Iran fut le grand bénéficiaire de l'intervention américaine, car « avec l'effondrement de l'État irakien, l'Iran est sorti comme le plus puissant acteur de la région. Bien sûr, ce n'était pas l'intention des architectes de la guerre en Irak, qui ont vu dans la décision d'en finir avec le régime bassiste comme un premier pas vers une reconstitution régionale [menant ensuite à] la disparition du régime clérical à Téhéran³⁴² ».

Quoi qu'il en soit, le pouvoir shiite à Téhéran a tout de même vu son influence régionale atteindre un sommet jamais égalé sous la République Islamique, situation absolument inconcevable lors de l'époque Saddam Hussein³⁴³. À l'instar de la relation Iran-Hezbollah, les dirigeants iraniens ne discernent toujours aucun avantage ou incitatif à changer cette politique d'opposition aux projets américains en Irak; surtout qu'ils sont (pour l'instant) les plus grands bénéficiaires.

En fait, la stratégie iranienne est très pragmatique. Les dirigeants iraniens savent très bien que leur pays, même s'il est un des plus puissants de la région, ne peut être "l'hégémon" incontesté, la seule présence militaire américaine rendant une telle situation impossible³⁴⁴. Dès lors, avec le support offert à certains groupes opposés à la présence américaine en Irak, l'Iran réussit à gérer la pression appliquée sur son régime par ses voisins sunnites (ex. Arabie Saoudite, pétromonarchies du Golfe persique, Jordanie et Égypte) et par le partenariat

³⁴¹ Ehteshami, Anoushiravan, « Iran-Iraq Relations after Saddam », op. cit., p. 123

³⁴² Ottaway, Marina, Nathan J. Brown, Amr Hamzawy, Karim Sadjadpour et Paul Salem, *The New Middle East*, op. cit., p. 8

³⁴³ *Ibid.*, p. 8

³⁴⁴ Cordesman, Anthony H. et Martin Kleiber, *Iran's Military Forces and Warfighting Capabilities*, op. cit., p. 25-26

israélo-américain. Pour compléter cette “politique irakienne”, l’Iran s’est doté d’une force de dissuasion pouvant contenir ses éventuels adversaires. C’est-à-dire, constatent Anthony Cordesman et Martin Kleiber, l’Iran que maintient des forces armées conventionnelles convenables, dispose d’une force de frappe asymétrique grâce à son soutien à certaines factions de type Hezbollah en Irak tout en posant une menace avec ses armes chimiques, probablement biologiques et peut-être même, un jour, nucléaires³⁴⁵.

Maintenant qu’il est établi qu’avec l’intervention américaine en Irak, l’équilibre des puissances au Moyen-Orient a basculé en faveur de la République Islamique, il apparaît intéressant d’aborder la question de l’influence iranienne à l’égard des Irakiens shiites. Même si les intérêts iraniens convergent avec ceux de certaines factions kurdes, Téhéran estime que son influence sur les shiites irakiens est le moyen le plus efficace à sa disposition pour orienter la dynamique irakienne dans la voie désirée.

4.2.3. *L’influence iranienne chez les Irakiens shiites*

Avec l’établissement de l’Islam shiite comme religion d’État en Iran par la dynastie Safavide au 16^{ème} siècle, les liens communautaires inter-shiites du Moyen-Orient se sont tissés autour de l’Iran. Avec ce bouleversement sociopolitique, l’Iran devint le pôle d’attraction pour la plupart des Shiites. Ce rapprochement s’accrut avec l’avènement de la République Islamique en 1980, qui exacerba les tensions entre Shiites et Sunnites. Dans le monde arabe, les Shiites ont souvent été politiquement, économiquement et culturellement laissés pour compte par les institutions étatiques contrôlées par les Sunnites. Une situation similaire, nous raconte Gilles Kepel, à celle vécue par les Juifs en Europe chrétienne: « [ces] deux peuples persécutés ont dû la sauvegarde de leur identité à un attachement viscéral à leur Écritures saintes, et ont valorisé à l’extrême le rôle des clercs, rabbins d’un côté, ayatollahs de l’autre, garants de leur pérennité menacé³⁴⁶ ». Le revirement politique qui se produisit en

³⁴⁵ *Ibid.*, p. 26

³⁴⁶ Kepel, Gilles, *Fitna. Guerre au cœur de l’Islam* (Paris: Gallimard, 2004) p. 279; l’auteur continue son idée en affirmant que « Lorsque la sécularisation les a touchés, au début du siècle écoulé, la

Iran, en catapultant simultanément le clergé chiite et les “déhérités” au pouvoir, redonna énergie et confiance aux diverses communautés chiites. Malgré la guerre Iran-Irak, les 60% de Chiites d’Irak n’échappèrent pas à ce vent de changement qui balaya le Moyen-Orient. Beaucoup d’Irakiens chiites pro-iraniens ont ainsi prit le chemin de l’exil, alors que « l’Iran les accueillit à bras ouverts, autant pour des raisons idéologiques que pour des raisons d’intérêt national³⁴⁷ ».

Encore une fois, il est ironique de constater que l’intervention américaine de 2003, en plus d’avoir détruit le principal adversaire régional de l’Iran, a placé au pouvoir à Bagdad les alliés chiites de Téhéran, surtout grâce aux élections législatives de janvier 2005. Ainsi, « l’Iran se trouve désormais à supporter activement la position des États-Unis et les élections en Irak, parce que cette utilisation du “soft power” iranien est le moyen le plus pratique d’assurer à la majorité chiite une opportunité de dominer la politique du pays³⁴⁸ ». Pour y arriver, les officiels iraniens usèrent de leurs réseaux de contacts parmi les Chiites d’Irak. Sans compter que ces rapports amicaux (voir familiaux) offrent aux Iraniens la possibilité d’influencer de façon appréciable la nouvelle élite politique irakienne³⁴⁹. Afin de mieux comprendre la relation entre l’Iran et l’Irak, il est fort intéressant de se pencher sur les diverses factions irakiennes qui bénéficient du patronage de la République Islamique.

Le SCIRI et la Brigade Badr. Il est difficile de parler d’influence iranienne en Irak sans aborder le Conseil Suprême pour la Révolution Islamique en Irak (mieux connu sous son acronyme anglais de SCIRI). Ce groupe, qui puise la majorité de ces membres à travers les milliers de réfugiés chiites irakiens en Iran, fut créé par la République Islamique en 1982 comme moyen de pression sur l’Irak baasiste. Les Chiites étant une des principales forces

survalorisation du savoir scripturaire s’est transférée des clercs vers le militantisme pour l’avenir radieux. Fils de rabbins comme d’ayatollahs ont grossi en nombre démesuré les rangs des dirigeants communistes », p. 279

³⁴⁷ Ottaway, Marina, Nathan J. Brown, Amr Hamzawy, Karim Sadjadpour et Paul Salem, *The New Middle East*, op. cit., p. 9

³⁴⁸ Kemp, Geoffrey, « Iran and Iraq », op. cit., p. 5

³⁴⁹ *Ibid.*, p. 6-7

d'opposition au régime sunnite à Bagdad, il était idéologiquement et stratégiquement profitable pour les nouveaux maîtres à Téhéran d'aider leurs "frères shiites". Lors des années 1990, le SCIRI était directement soutenu par les fonds et les armes venues de Téhéran, notamment de la part de la branche paramilitaire des "Gardiens de la Révolution". Sous ascendance iranienne, le SCIRI « préconisa l'autorité théocratique en Irak et mena une guérilla transfrontalière contre le régime de Saddam Hussein³⁵⁰ ». Le mouvement se constitua principalement autour de l'Ayatollah Mohammad-Baqer al-Hakim (1939-2003). Ce clerc irakien, issu d'une grande famille shiite, sera inconditionnellement opposé au régime baasiste et sera forcé de se réfugier en Iran en 1980. Il guidera cette organisation depuis son exil iranien jusqu'à son retour en Irak en 2003. Grâce à sa véhémence réfutation de Saddam, il devint extrêmement populaire dans les milieux shiite irakiens. Cependant, peu de temps après son retour d'exil, où il fut accueilli par des milliers de Shiites, il perdit la vie dans un attentat à la voiture piégée (août 2003), l'Irak y perdant une pièce maîtresse de son influence en Irak³⁵¹.

Malgré la perte d'al-Hakim, le SCIRI resta quand même un important acteur politique, remportant le plus grand nombre de sièges lors des élections parlementaires de janvier 2005. Sous le leadership d'Abdul-Aziz al-Hakim, frère cadet et compagnon d'exil de Mohammad-Baqer al-Hakim, le SCIRI gagna le plus grand nombre de siège de la grande coalition shiite, l'Alliance Irakienne Unifiée (AIU). L'Alliance s'assura de 130 sièges sur un total de 275, et à l'intérieur de cette dernière, le SCIRI représenta le plus grand nombre de délégués avec 36. Aux élections de décembre 2005, l'AIU remporta à nouveau le plus grand nombre de siège, avec 48%, mais cette fois avec les partisans de Moqtada al-Sadr³⁵² en tête. Avec près de la moitié des sièges parlementaires entre les mains des Shiites (plus que ceux des Kurdes et des Sunnites réunis), les cercles décisionnels iraniens ont vu une manière simple, efficace et en plus démocratique d'intervenir dans la politique interne de l'Irak. Après l'écrasante victoire

³⁵⁰ *Global Security*, « Supreme Council for Islamic Revolution in Iraq (SCIRI) », [<http://www.globalsecurity.org/military/world/para/sciri.htm>]

³⁵¹ *BBC News*, « Who's who in Iraq: SCIRI », 17 Juin 2004 [http://news.bbc.co.uk/2/hi/middle_east/3769991.stm]

³⁵² Nous analysons le cas de Moqtada al-Sadr plus bas.

des partis chiites pro-iranien, Juan Cole, commentateur averti de la scène politique moyen-orientale, ne pouvait que s'étonner en constatant que même si « certains néoconservateurs comme Paul Wolfowitz avaient laissé entendre [...] que les Irakiens sont plus laïcs et moins intéressés à l'idée d'État islamique que les Iraniens, [...] lorsqu'ils votèrent, ils donnèrent aux "khoménistes" du [SCIRI] le contrôle de sept des neuf provinces du sud et Bagdad même³⁵³ ».

D'autre part, la République Islamique ne se limite pas à une influence sur la politique irakienne par le truchement du SCIRI. Ce même parti politique possède une branche armée connu sous le nom de Brigade Badr. À l'instar de son bras politique, les membres du Badr sont essentiellement d'anciens exilés irakiens, surtout des anciens officiers et soldats expulsés sous Saddam, aujourd'hui de retour dans la politique irakienne³⁵⁴. Ils ont été soutenus et entraînés par le régime iranien, particulièrement par les "Gardiens de la Révolution" et auraient même combattu aux côtés des Iraniens dans la guerre Iran-Irak³⁵⁵. Selon la *BBC*, la Brigade Badr pourrait compter aujourd'hui jusqu'à 10 000 hommes³⁵⁶. Le SCIRI et la Brigade Badr, explique Vali Nasr, « ont rapidement rattrapé le temps perdu lors de l'exil iranien en se reconstruisant rapidement une base de soutien populaire dans le sud chiite, avec l'aide de l'Iran et du Hezbollah; une attention particulière fut consacrée à aux intérêts du SCIRI à Bassora, où la Brigade Badr devint de facto le gouvernement³⁵⁷ ». De surcroît, suite aux victoires électorales des Chiites, les membres de cette même brigade réussirent à infiltrer l'influent ministère de l'Intérieur, « garantissant une position favorable du SCIRI dans l'avenir du pays³⁵⁸ ». Qu'on ait, entre autres, confié le poste de ministre de l'Intérieur à

³⁵³ Cole, Juan, « The Iraq war is over, and the winner is... Iran », *Salon.com*, 21 Juillet 2005, [<http://dir.salon.com/story/news/feature/2005/07/21/iran/index.html>]

³⁵⁴ *Global Security*, « Badr Corps », [<http://www.globalsecurity.org/military/world/para/badr.htm>]

³⁵⁵ Kemp, Geoffrey, « Iran and Iraq », op. cit., p. 8

³⁵⁶ *BBC News*, « Who's who in Iraq: SCIRI », op. cit.

³⁵⁷ Nasr, Vali, *The Shia Revival*, op. cit. p. 194; voir aussi Kemp, Geoffrey, « Iran and Iraq », op. cit., p. 10

³⁵⁸ Nasr, Vali, *The Shia Revival*, op. cit. p. 194

Bayan Jabr est une manifestation toute particulière de l'influence iranienne sur le jeu politique irakien. Avant de devenir membre du bureau politique du SCIRI au Liban et en Syrie durant les années 1990, Bayan Jabr était, pendant son exil iranien des années 1980, un commandant de la Brigade Badr³⁵⁹. Retourné en Irak après le renversement de Saddam et après avoir assis le pouvoir du SCIRI (et, par extension, de l'Iran) dans le ministère de l'Intérieur, il est aujourd'hui ministre des Finances.

De surcroît, en plus d'influencer la région méridionale de l'Irak, cette brigade maintiendrait de cordiales relations avec le mouvement kurde de l'Union Patriotique du Kurdistan (PUK)³⁶⁰. Les rapports entre la Brigade Badr et ce parti kurde, dirigé par nul autre que l'actuel président irakien, Jalal Talabani, offre à l'Iran un autre moyen d'influencer la situation géopolitique de l'Irak, cette fois-ci dans le nord³⁶¹.

al-Dawa. Un autre mouvement politique chiite irakien sous influence iranienne est le parti *al-Dawa*. Uniquement composé de civils, les membres d'*al-Dawa* sont, à l'instar du SCIRI, principalement composé d'anciens exilés irakiens en Iran³⁶². Après l'intervention américaine et avec l'encouragement de Téhéran, plusieurs membres d'*al-Dawa* retournèrent en Irak pour s'impliquer dans la nouvelle démocratie irakienne, parmi lesquels on retrouve l'ancien premier ministre irakien, Ibrahim al-Jaafari (2005-2006). Ce médecin irakien chiite s'exila en Iran de 1980 à 1989 où il étudia la théologie et le droit chiite dans la ville sainte de Qom, tissa d'étroits liens avec la théocratie iranienne et devint convaincu qu'il fallait faire une plus grande place à l'Islam chiite dans son Irak natal³⁶³. Après l'invasion américaine, le

³⁵⁹ Kemp, Geoffrey, « Iran and Iraq », op. cit., p. 8

³⁶⁰ Elkhamri, Mounir, « Iran's Contribution to the Civil War in Iraq », *The Jamestown Foundation* (Janvier 2007), p. 3; dans le même article, l'auteur affirme que l'Iran maintiendrait aussi des liens avec l'autre important mouvement kurde en Irak, le Parti Démocratique du Kurdistan Irakien (KDP), dirigé par Moustapha Barzani, p. 3

³⁶¹ *Ibid.*, p. 3; dans le même article, l'auteur affirme que l'Iran maintiendrait aussi des liens avec l'autre important mouvement kurde en Irak, le Parti Démocratique du Kurdistan Irakien (KDP), dirigé par Moustapha Barzani, p. 3

³⁶² Cole, Juan, « The Iraq war is over, and the winner is... Iran », op. cit.

³⁶³ *Ibid.*

renversement de Saddam Hussein et la victoire des partis chiites aux élections de janvier et décembre 2005, al-Jaafari sera propulsé à la tête de l'État irakien, d'où il sera en mesure de mieux aider son allié Iranien. Pour mieux exposer la proximité entre le régime iranien et le mouvement al-Dawa, lors d'une visite officielle en Iran, événement déjà regorgeant de symbolisme, al-Jaafari se recueillera et déposera une couronne sur la tombe de Khomeiny³⁶⁴. Lors de cette même visite, le premier ministre irakien rencontrera le Guide Suprême iranien Ali Khameneï et signera un mémorandum sur l'éventuelle construction d'un pipeline conduisant du pétrole brut irakien à la raffinerie iranienne d'Abadan³⁶⁵. Dès lors, il ne fait aucun doute que « cette visite d'al-Jaafari portait un coup sévère à la vision stratégique de l'administration Bush, mais constituait un doux triomphe pour le Shiisme politique³⁶⁶ ». Au même titre que la Brigade Badr a infiltré le ministère de l'Intérieur, le fait qu'al-Dawa soit à la tête de l'exécutif irakien offre à l'Iran une source de sécurité: « le gouvernement irakien donna des assurances à Téhéran qu'il ne laisserait pas le territoire irakien être utilisés dans une éventuelle attaque contre l'Iran – faisant vraisemblablement référence aux États-Unis³⁶⁷ ». Une nouvelle donne géopolitique désormais acceptée et appréciée de la part des dirigeants iraniens. L'influent chef de la force paramilitaire des Gardiens de la Révolution, le Général Yahya Rahim-Safavi, réitérera l'analyse iranienne: « nous ne considérons plus aucun de nos voisins en tant que tel [*on their own*] comme des menaces majeurs à notre pays. Nous savons que les menaces militaires dirigées contre nous viennent de l'extérieur de la région et [nous] avons changé notre stratégie³⁶⁸. Un autre haut-placé dans l'armée iranienne confirme « menace venant de l'extérieur»: « nous croyons que toute menace future viendra de pays hors de notre région. Dans nos analyse militaires, nous considérons particulièrement les régimes américain et sioniste [i.e. Israël] comme [ces] deux menaces³⁶⁹ ».

³⁶⁴ *Ibid.*

³⁶⁵ Kemp, Geoffrey, « Iran and Iraq », op. cit., p. 10

³⁶⁶ Cole, Juan, « The Iraq war is over, and the winner is... Iran », op. cit.

³⁶⁷ *Ibid.*

³⁶⁸ Citation reprise de Cordesman, Anthony H. et Martin Kleiber, *Iran's Military Forces and Warfighting Capabilities*, op. cit., p. 36

³⁶⁹ Citation reprise dans *Ibid.*, p. 134

Le successeur d'Ibrahim al-Jaafari au poste de premier ministre sera Nuri al-Maliki, également membre d'al-Dawa et ancien exilé en Iran. À ce jour, al-Maliki maintient le cap de la politique de son prédécesseur, somme toute pro-iranienne, et prend tout autant en considération les inquiétudes de son influent voisin perse. La chaleureuse relation entre l'Irak et l'Iran s'est fait sentir lors d'une visite officielle du président iranien Mahmoud Ahmadinejad à Bagdad (mars 2008). Tel qu'il nous a habitués depuis son entrée en poste, Ahmadinejad a excellé dans l'utilisation des images. Le président atterrit à l'aéroport international de Bagdad où on lui déroula le tapis rouge et il fut accueilli les bras ouverts par son homologue irakien. De plus, son séjour s'étala sur deux jours et le quotidien *Le Monde* ne put s'empêcher d'ironiser sur l'accueil réservé au président iranien par le premier ministre al-Maliki, « au cœur même de la fameuse “zone verte”, ultra fortifiée, que les Américains ont créée en 2003 à Bagdad. Présents en très grand nombre dans cette zone sécurisée, les soldats américains n'ont “participé en rien” à la sécurité de l'Iranien, a précisé l'ambassade [américaine]³⁷⁰ ». En contraste, lors de sa visite en septembre 2007, le Président Bush fut contraint de taire sa visite à Bagdad jusqu'à la dernière minute et de se limiter à une visite éclair chez les soldats américains pour ensuite repartir tout aussi promptement.

Le mouvement sadriste. Moqtada al-Sadr est un jeune clerc issu d'une célèbre famille chiite dont les racines s'étendent jusqu'au Liban³⁷¹. Son père, l'Ayatollah Mohammad Sadeq al-Sadr, était une des voix d'opposition à Saddam Hussein des plus résonantes et populaires, cette témérité entraîna son assassinat en 1999. Depuis la chute du régime baasiste, Moqtada al-Sadr use de la légitimité de son nom et de ses contacts hérités de son père pour faire prendre racine à son mouvement politique³⁷². Il faut préciser immédiatement qu'al-Sadr n'est pas autant influencé par le pouvoir iranien que ne le sont le SCIRI, la Brigade Badr ou al-Dawa. Néanmoins, il est un acteur incontournable dans les enjeux inter-shiite d'Irak.

³⁷⁰ Claude, Patrice, « La fausse victoire de l'Irak en Irak », *Le Monde*, 4 Mars 2008

³⁷¹ Pour un aperçu général de sa vie, voir Cockburn, Patrick, *Muqtada Al-Sadr and the Battle for the Future of Iraq* (New York: Scribner, 2008)

³⁷² Nasr, Vali, *The Shia Revival*, op. cit. p. 190

La base sociale du mouvement sadriste vient essentiellement des milieux la classe populaire chiite et de la jeunesse urbaine peu éduquée, surtout dans le quartier de Sadr City, en banlieue de Bagdad (baptisé ainsi en hommage à son défunt père). Traditionnellement, les Chiites irakiens ont été économiquement désavantagés et socialement marginalisés³⁷³. L'image rebelle et le message populiste d'al-Sadr, mêlant anti-sunnisme, anti-américanisme, anti-iranisme, nationalisme irakien et Islam chiite est extrêmement attrayant et convaincant à leurs yeux³⁷⁴. Conséquemment, la classe moyenne chiite (surtout des villes de Bassora, Karbala et Najaf) supporte principalement le SCIRI, alors que les Chiites défavorisés (surtout de Bagdad) appuient al-Sadr³⁷⁵.

Une caractéristique unissant les Sadristes est leur profond anti-Sunnisme, leur lui reprochant une répression historique. Outre cette haine, le mouvement sadriste est très fluide, fracturé, indiscipliné, sans agenda idéologique précis et avec des relations extérieures et un jeu d'alliances ambiguës, parfois même incohérentes³⁷⁶. D'une part, l'insécurité en Irak depuis 2003 lui permit d'étendre son influence au-delà de sa base sociale traditionnelle, mais de l'autre, donna aussi naissance à plus de corruption, de népotisme et de division à l'intérieur du mouvement³⁷⁷. Malgré tout, il est possible de discerner une stratégie sadriste se déclinant en deux volets. Premièrement, dans certains quartiers de la capitale, abandonnés à eux-mêmes, les Sadristes sont devenus le dernier recours politique, financier et militaire pour les résidents chiites dans le besoin³⁷⁸. Dans un deuxième temps, ils utilisent l'influence que leur offre leur bras armé, l'Armée du Mahdi (AM). L'AM est une escouade anti-Sunnite, qui expulse par la force les Sunnites de certains quartiers à majorité chiite et parfois, selon le

³⁷³ Sur les bases sociales de Moqtada al-Sadr, voir, International Crisis Group, « Iraq's Civil War, the Sadrist and the Surge », *Middle East Report*, n°72 (7 Février 2008), p. 1, 7, 10, 18

³⁷⁴ Nasr, Vali, *The Shia Revival*, op. cit. p. 191

³⁷⁵ International Crisis Group, « Iraq's Civil War, the Sadrist and the Surge », op. cit., p. 12-13

³⁷⁶ *Ibid.*, p. 4, 8-10, 13, 17

³⁷⁷ *Ibid.*, p. 7, 10

³⁷⁸ *Ibid.*, p. 7

International Crisis Group, va même jusqu'à les assassiner, ce qui correspondrait à un certain "nettoyage religieux"³⁷⁹.

En plus de s'opposer aux Sunnites, Moqtada al-Sadr cherche à gagner en influence au sein de la communauté chiite irakienne, ce qui l'amène à entrer en conflit avec le SCIRI et la Brigade Badr. Le jeune leader accuse, non sans raisons, ses opposant chiites de s'associer aux Américains pour réprimer sa milice³⁸⁰. Cette situation s'est effectivement cristallisée depuis l'augmentation des troupes américaines en janvier 2007 (communément appelée le "surge"). En contrepartie, al-Sadr annonça donc un cessez-le-feu, étonnamment respecté par son mouvement indiscipliné, et se retira de la coalition parlementaire chiite d'AIU. Son objectif était alors de laisser son mouvement reprendre des forces, de purger les Sadristes corrompus tout en essayant d'affaiblir politiquement le premier ministre Nuri al-Maliki³⁸¹.

Malgré un récent réchauffement, la relation entre al-Sadr et l'Iran reste complexe, assez froide et tendue. Au niveau pragmatique, il est difficile pour l'Iran d'appuyer un leader, même s'il est Chiite, si ce-dernier fonde sa politique sur une opposition à ses alliés stratégiques. Malgré ces désaccords et ne voyant aucune raison de se fermer des portes, les théocrates iraniens entretiennent tout de même une relation avec le jeune clerc irakien. Il semblerait même que Moqtada al-Sadr soit passé, pour des raisons sécuritaires, une partie des dernières années en Iran³⁸².

À ce jour, l'Iran est très réticent à établir une sincère relation militaire et stratégique avec le mouvement sadriste. Téhéran sait pertinemment que les Sadristes sont difficilement contrôlables et très indisciplinés, contrairement au Hezbollah libanais. Nonobstant ces obstacles, « au minimum, Téhéran [discute] avec certaines unités et leaders [sadristes]. Par conséquent, l'Iran peut maintenir une pression sur des forces de coalition et, en cas d'une

³⁷⁹ *Ibid.*, p. 1, 3-6, 13

³⁸⁰ *Ibid.*, p. 11-14

³⁸¹ *Ibid.*, p. 4

³⁸² *Ibid.*, p. 15-16

attaque américaine ou israélienne, serait capable d'inonder rapidement l'Irak d'armes sophistiquées, augmentant significativement le potentiel déstabilisateur de cette milice³⁸³ ». L'Iran, bien que parfois refroidie par l'agitateur potentiel que peut être Moqtada al-Sadr, sait discerner son intérêt national puisqu'il conserve des liens avec son mouvement qui, advenant une attaque américaine ou israélienne sur l'Iran, pourrait représenter une éventuelle force de frappe asymétrique.

Le Grand Ayatollah Ali Sistani. Le concept khomeyniste de "Guide Suprême" (*Velâyat-e Faqi*) ne fit jamais l'unanimité dans l'establishment clérical shiite. Pour plusieurs religieux, mieux valait ne pas s'impliquer directement en politique et il était préférable de rester à l'écart de la "corruption du pouvoir". Bref, ces derniers favorisaient l'option de vivre impassiblement leur foi dans l'attente du retour de "l'Imam du temps" et de son juste règne³⁸⁴.

Le Grand Ayatollah Ali Sistani, née en 1930, est considéré par les Shiites comme "une source d'émulation" (en perse, *Marja-e Taqlid*; en arabe *Marja al-Taqlid*). C'est un iranien résidant depuis des décennies en Irak et fait partie de ce groupe de clercs "non-khomeyniste". Évidemment, sous le règne dictatorial de Saddam Hussein, il lui était difficile, voire impossible, de discuter ouvertement de ses visions politico-religieuses. Or, depuis 2003, il est désormais plus facile de comprendre que Sistani n'adhère pas aux positions de Khomeiny ou de ses héritiers politiques. En d'autres termes, alors que « Khomeiny, qui comprenait le *Velâyat-e Faqi* comme un privilège assigné par Dieu au *Faqi*, Sistani met l'accent sur une seule condition, qui est la popularité et l'acceptabilité sociale³⁸⁵ ». Par conséquent, Ali Sistani, tout en supportant la nouvelle démocratie irakienne – car elle est dominée par les Shiites – ne veut pas voir un régime théocratique de type iranien s'installer en Irak³⁸⁶.

³⁸³ *Ibid.*, p. 16

³⁸⁴ Pour une discussion sur les deux tendances politico-religieuses, voir Khalaji, Mehdi, « The Last Marja: Sistani and the End of Traditional Religious Authority in Shiism », *The Washington Institute for Near East Policy*, Policy Focus #59 (Septembre 2006), p. 19-24

³⁸⁵ *Ibid.*, p. 15

³⁸⁶ Pour une analyse de la pensée de Sistani, voir Nasr, Vali, *The Shia Revival*, op. cit. p. 169-178

En ce qui concerne l'étude de cas dont il est ici question, les relations entre Ali Sistani et l'Iran semblent être assez cordiales. Tout en ayant de profonds différents politico-théologiques avec la classe politique iranienne, Sistani « n'a jamais essayé de créer une compétition entre [les villes saintes] de Najaf [en Irak] et de Qom [en Iran]³⁸⁷ ». C'est ce côté magnanime apprécié des dirigeants iraniens, qui amena ces derniers à appuyer les efforts du leader religieux « le voyant comme une partie intégrale pour le maintien d'une stabilité en Irak³⁸⁸ ». Un exemple éloquent de cette relative amitié, Ali Sistani ne rencontra jamais d'officiels américains, mais lorsque Kamal Kharrazi, ancien ministre des Affaires étrangères de l'Iran a posé le pied en Irak en mai 2005, le révérend ecclésiastique iranien lui ouvrit grandes les portes de sa demeure³⁸⁹. Même s'il est très loin de jouir d'un parrainage iranien, Ali Sistani fait preuve d'un sens politique aiguisé en restant muet lorsqu'il le faut et en n'intervenant jamais contre les projets iraniens en Irak.

Cependant, il faut comprendre que tous les Shiites irakiens ne sont pas sous l'influence de l'Iran. En fait, plusieurs politiciens irakiens chiites sont plus proche de l'Occident (surtout des États-Unis et de l'Angleterre) et les pays arabes sunnites, comme l'Arabie saoudite et les pétromonarchies du Golfe persique. Mentionnons l'exemple d'Ayad Allawi. Sous la dictature de Saddam, Allawi s'exila en Angleterre où il tissa des liens étroits avec les services de renseignements anglo-américains³⁹⁰. Suite à la chute du dictateur irakien, et en raison de ses positions pro-occidentales et laïques, il fut désigné par Washington comme premier ministre de l'Irak (2003-2004). Toutefois, il perdra aux premières élections nationales (janvier 2005), ne faisant élire que 25 députés. Son parti tomba même à 15 députés aux élections de décembre 2005. Malgré une tentative d'unir ses forces avec le parti communiste irakien,

³⁸⁷ *Ibid.*, p. 172

³⁸⁸ Kemp, Geoffrey, « Iran and Iraq », op. cit., p. 3

³⁸⁹ Peterson, Scott, « Iran flexes its "soft power" in Iraq », *The Christian Science Monitor*, 20 Mai 2005 [<http://www.csmonitor.com/2005/0520/p06s02-woiq.html>]

³⁹⁰ *Bloomberg.com*, « Allawi, Who Battled Hussein, to Lead Iraq After U.S. Handover », 31 Mai 2004, [<http://www.bloomberg.com/apps/news?pid=10000085&sid=agdsULUSsCdo&refer=europe>]

Allawi ne présentera aucun candidat aux élections de 2007³⁹¹. Bref, ce paragraphe avait pour but de mettre en évidence que toutes les “voix chiites” en Irak ne sont pas sous l’influence de la République Islamique d’Iran. Néanmoins, les modestes résultats électoraux de cette faction nous démontrent leur passable vitalité, par rapport aux candidats “pro-iranien”, sur la scène politique irakienne.

Avec la chute de Saddam, l’influence iranienne en Irak est à son apogée: « en janvier 2005, le rêve de Khomeiny s’est finalement réalisé, courtoisie de l’administration Bush, quand le [SCIRI] et al-Dawa gagnèrent les élections irakiennes³⁹² ». Sans affirmer que l’Iran contrôle les mouvements chiites d’Irak comme l’URSS stalinienne contrôlait les parti communistes internationaux, ce soutien donne tout de même à la République Islamique un important levier pour influencer son environnement régional. Il n’est donc pas surprenant qu’après les succès électoraux des Irakiens chiites pro-iraniens, « plusieurs Sunnites dénonçaient avec une dérision amère le “gouvernement Safavide”³⁹³ ».

4.2.4. Avantages stratégiques pour l’Iran

Si l’on considère que l’Iran applique une politique étrangère pragmatique, dès lors, sa position “anti-américaine” et “pro-Shiite” en Irak doit revêtir des avantages stratégiques. Effectivement, cette politique offre à la République Islamique deux avantages, l’un “défensif” et l’autre “offensif”.

Dans un premier temps, l’élite politique iranienne (surtout militaire), craint toujours une reprise des hostilités contre une possible dictature sunnite irakienne, un legs évident de la

³⁹¹ Pour plus d’information sur Allawi, voir, Dowd, Maureen, « Dance of the Marionettes », *The New York Times*, 26 Septembre 2004; Priest, Dana et Robin Wright, « Iraq Spy Service Planned by U.S. To Stem Attacks », *The Washington Post*, 11 Décembre 2003, p. A41

³⁹² Cole, Juan, « The Iraq war is over, and the winner is... Iran », op. cit.

³⁹³ Nasr, Vali, *The Shia Revival*, op. cit. p. 199

guerre Iran-Irak³⁹⁴. De surcroît, depuis l'avènement de la "doctrine Bush" et du discours de "l'axe du mal" prononcé en 2002, la République Islamique appréhende une attaque américaine, même si ce scénario paraît soudainement plus lointain avec l'élection de Barack Obama à la présidence des États-Unis le 4 novembre dernier³⁹⁵.

Nonobstant l'élection d'Obama, la stratégie iranienne en Irak peut, selon cinq chercheurs du *Carnegie Endowment*, se résumer en trois points, 1) encourager la démocratie irakienne afin de produire une majorité politique shiite, 2) encourager un certain niveau de chaos, sans entraîner la totale destruction de l'État irakien et 3) entretenir des liens avec divers factions irakiennes, même si elles sont opposées entre elles³⁹⁶. Cette stratégie répond parfaitement aux craintes iraniennes, car d'un côté, la puissance des Sunnites en Irak est diminuée et, de l'autre, les Américains n'ont pas les ressources nécessaires pour s'en prendre à la République Islamique³⁹⁷. En d'autres termes, la politique "défensive" de l'Iran consiste, dans 1) à soutenir la démocratie irakienne, car elle institutionnalise le nouveau pouvoir des Shiites et 2) de maintenir la situation sur le terrain assez tendu tendue pour éviter une attaque américaine et pour se donner un moyen de représailles si les Américains en arrivaient à devenir agressifs, par exemple s'ils portent un coup militaire au programme nucléaire iranien³⁹⁸.

Dans un deuxième temps, à l'instar de sa politique au Proche-Orient, l'Iran cherche avec ses agissements en Irak une plus grande influence régionale. Comme l'explique le réaliste néoclassique Fareed Zakaria, c'est une situation normale lorsque considérée dans un cadre

³⁹⁴ Nous avons discuté de cette perception préalablement, mais voir, Ehteshami, Anoushiravan, « Iran-Iraq Relations after Saddam », op. cit., p. 119; Kemp, Geoffrey, « Iran and Iraq », op. cit., p. 7-10; Takeyh, Ray, *Hidden Iran*, op. cit., p. 142

³⁹⁵ Erdbrink, Thomas, « Facing Obama, Iran Suddenly Hedges on Talks », *The Washington Post*, 13 Novembre 2008, p. A01

³⁹⁶ Ottaway, Marina, Nathan J. Brown, Amr Hamzawy, Karim Sadjadpour et Paul Salem, *The New Middle East*, op. cit., p. 9

³⁹⁷ *Ibid.*, p. 9-10; Kemp, Geoffrey, « Iran and Iraq », op. cit., p. 2-3, 13-15, 18; Nasr, Vali, *The Shia Revival*, op. cit. p. 222-223

³⁹⁸ Kemp, Geoffrey, « Iran and Iraq », op. cit., p. 9

historique et, pour démontrer ce point, il s'appuie sur la situation et les agissements de la Suède au 17^{ème} siècle. L'auteur raconte qu'avec une soudaine augmentation de ses ressources économiques dues à la découverte de métaux sur son territoire, la monarchie suédoise se bâtit une armée puissante et mit en œuvre une diplomatie plus affirmée³⁹⁹. Cette recherche d'influence et de prestige amena le pays à entrer en conflit avec ses voisins scandinaves, la Pologne, l'Autriche des Habsbourg et la Russie tsariste⁴⁰⁰. Cette tranche d'histoire a de quoi rappeler la présente situation de la République Islamique – les prix élevés du baril de pétrole, des capacités militaires relativement puissantes, un désir d'être la puissance régionale, en plus d'antagonistes traditionnels affaiblis – qui perçoit l'occasion d'asseoir son leadership sur la région.

Les dirigeants iraniens “perso-shiites” savent qu'ils n'ont pas d'autre choix que d'user de leurs liens inter-shiite pour s'affirmer comme “puissance régionale”. Tel que le résume Geoffrey Kemp, l'Iran veut avoir son mot à dire dans l'enjeu irakien et « sans une relation satisfaisante entre Washington, Téhéran et Bagdad, la stabilité du nouveau régime irakien pourrait être remis en question. L'Iran a une influence immédiate sur la politique irakienne en raison de son histoire, de sa géographie et grâce à ses liens économiques, ethniques, religieux et paramilitaires⁴⁰¹ ». Il devient alors clair que l'Iran, malgré son idéologie qui devrait prescrire le contraire, maintient une approche lucide et prudente face à l'Irak, en essayant de s'y positionner favorablement.

L'ambition iranienne d'être consulté pour régler tout contentieux en Irak peut illustrer cette politique “offensive”. Par exemple, Washington fut presque obligé de prier les Iraniens de se présenter à une conférence sur l'Irak en avril 2007: « cette impasse vient au moment où l'Administration Bush cherche la coopération régionale pour stabiliser l'Irak [et la République Islamique] est particulièrement importante, car elle aide ou arme les majeurs

³⁹⁹ Zakaria, Fareed, *From Wealth to Power*, op. cit. p. 4

⁴⁰⁰ *Ibid.*, p. 4

⁴⁰¹ Kemp, Geoffrey, « Iran and Iraq », op. cit., p. 2

partis politiques ainsi que les milices shiites et kurdes⁴⁰² ». Robin Wright, précise « qu'une décision du [Ministre des Affaires étrangères iranien Manucher] Mottaki de ne pas s'y présenter – ou d'envoyer simplement des diplomates de niveau inférieur – pourrait saper les efforts de gagner un réel engagement de la part de certains voisins clefs⁴⁰³ ». Voilà qui démontre bien l'importance que l'Iran peut avoir en Irak, ce qui rend compte parfaitement de la politique iranienne, alors que l'idéologie est devenue un outil du pragmatisme, tout comme les liens familiaux, religieux, économiques ou autres, qui se sont développés entre les deux États.

En définitive, afin de bien illustrer cette perception des dirigeants iraniens, signalons que l'ultime arbitre politique en Iran, l'Ayatollah Ali Khameneï, réitéra cette position iranienne en déclarant:

La nation iranienne a désormais atteint un statut si élevé que son rôle dans l'équation régionale est décisif. Ceci est même admis par les puissances arrogantes du monde elles-mêmes [lire l'Occident], qui reconnaissent maintenant que les questions importantes de la région du Moyen-Orient ne peuvent être résolues sans la coopération et la contribution de l'Iran; et la vision de la nation iranienne sur ces questions devrait donc être entendu et prise en considération⁴⁰⁴.

4.3. Conclusion

Depuis la chute du régime sunnite de Saddam Hussein, la République Islamique d'Iran est désormais un des plus influents acteurs au Moyen-Orient. Un accomplissement assez remarquable si l'on considère que l'Iran est un État "perso-shiite". Sans aucun doute, Téhéran use de ses leviers d'influence à travers les mouvements shiites du Liban (Hezbollah) et de l'Irak (SCIRI, Brigade Badr, al-Dawa) pour atteindre ce nouveau statu. Et même si cette

⁴⁰² Wright, Robin, « Rice Urges Iran To Attend Mideast Meeting on Iraq », *The Washington Post*, 24 Avril 2007, p. A10

⁴⁰³ *Ibid.*, p. A10

⁴⁰⁴ Citation reprise de Sadjadpour, Karim, *Reading Khamenei: The World View of Iran's Most Powerful Leader* (Washington D.C.: Carnegie Endowment for International Peace, 2008) p. 22

politique iranienne engendre un antagonisme de la part des États-Unis, d'Israël et des régimes sunnites du Moyen-Orient, dans l'optique des dirigeants iraniens, il est dans l'intérêt national de leur pays de maintenir cette position, qui somme toute n'est pas motivée par une "idéologie utopiste shiite" mais bien par un réalisme pur et dur. Pragmatiquement, les décideurs iraniens savent que cette position favorisant le statu quo leur permet d'éviter une intervention américaine et/ou israélienne qui pourrait mettre en danger la survie de leur régime théocratique. Et si le réalisme nous a appris une notion importante, c'est que les élites politiques sont prêtes à passer par-dessus leurs idéaux si la conservation de leur pouvoir en dépend.

CONCLUSION

L'objectif principal de cette recherche était d'évaluer s'il était possible de qualifier la politique étrangère de la République Islamique d'Iran, un État "révolutionnaire" dont les dirigeants affirment vouloir exporter l'idéologie, de pragmatique. Cette tentative suit le modèle des études de nombreux Soviétologues qui, au cours de la guerre froide, tentaient d'interpréter le comportement politique de l'Union des Républiques Socialistes Soviétiques (URSS) ou de la Chine maoïste.

Dans la première partie de notre mémoire, le cadre théorique réaliste néoclassique a permis de mettre de l'avant plusieurs concepts importants pour comprendre pourquoi un État – aussi "révolutionnaire" soit-il – tend souvent vers le pragmatisme. Pour les réalistes, la défense de l'intérêt national constitue, dans un système international anarchique où les États sont laissés à eux-mêmes, la principale préoccupation des décideurs politiques. En matière de politique étrangère, étant donné que les pressions du système international sont plus fortes que les pressions internes, les dirigeants politiques prennent surtout en considération l'équilibre des puissances (*balance of power*) régional et international dans leurs calculs.

Dans le cas de la République Islamique, ce pragmatisme devient palpable vers la fin des années 1980 avec l'application d'une politique plus prudente et centrée sur la défense de l'intérêt national. Ainsi, lorsqu'ils sont confrontés au choix entre l'intérêt national et l'idéologie révolutionnaire "khomeyniste", les dirigeants iraniens choisissent désormais le premier. Concept qu'on peut qualifier "d'intériorisation" du pouvoir, ou dans le cas iranien, ce que le spécialiste Olivier Roy appelle "la banalisation des mouvements islamistes"⁴⁰⁵. Pour cet auteur, l'exemple archétype de ce concept est l'Iran: « ce pays est peu à peu rentré dans

⁴⁰⁵ Roy, Olivier, *L'Islam mondialisé* (Paris: Seuil, 2002) p. 33-57

le rang, menant une politique étrangère fondée sur ses seuls intérêts nationaux, sans considération idéologique, sinon dans le discours⁴⁰⁶ ». Ce qu'Olivier Roy signifie, à l'instar de l'école réaliste, c'est qu'après une période jacobine où l'idéologie détient une place centrale, tout État "révolutionnaire" reprend assurément conscience des pressions du système international et retourne à la défense de son intérêt national: « cette "nationalisation" du mouvement iranien peut s'expliquer par la pratique du pouvoir, qui conduit à l'identification avec un État-Nation et avec un espace politique spécifique, et donc au pragmatisme et au réalisme⁴⁰⁷ ».

Cela nous amène à un autre concept réaliste, néoclassique cette fois: la perception des dirigeants. Pour les réalistes néoclassiques, même s'ils acceptent la primauté des pressions systémiques, ils admettent aussi qu'il est difficile d'analyser la politique étrangère des États sans regarder de plus près la perception de leurs dirigeants. Il s'agit là d'une perche tendue aux constructivistes, mais reprise surtout de Robert Jervis et de son livre *Perception and Misperceptions in International Politics*⁴⁰⁸. Cette flexibilité du réalisme néoclassique fit en sorte que ce cadre théorique s'imposa dans cette étude.

Tel que vu dans le deuxième chapitre, il était effectivement difficile d'étudier la politique étrangère iranienne – surtout vis-à-vis des Arabes shiites – sans analyser la perception des dirigeants de la République Islamique. Pour comprendre leurs agissements, il paraissait important d'analyser l'influence de l'histoire impériale de l'Iran, la place de l'Islam shiite, l'impact de la révolution de 1979 et les conséquences de la guerre Iran-Irak (1980-1988). Après analyse, ces quatre variables nous semblent être désormais incontournables pour comprendre la perception des théocrates iraniens.

Dès lors, dans le troisième chapitre, nous avons mis en évidence le pragmatisme de la politique étrangère iranienne en usant d'exemples montrant que les dirigeants iraniens ont

⁴⁰⁶ *Ibid.*, p. 35-36

⁴⁰⁷ *Ibid.*, p. 36. Pour plus de détails, voir notre chapitre 3

⁴⁰⁸ Jervis, Robert, *Perception and Misperception in International Politics* (Princeton: Princeton University Press, 1976)

passé outre l'idéologie officielle pour se concentrer plutôt sur la défense de l'intérêt national. Par exemple, l'achat d'armements aux "Grand et Petit Satan" (i.e. les États-Unis et Israël) lors du conflit irano-irakien en est une illustration parfaite. De plus, avec la fin de la guerre Iran-Irak (1988) et suite à la mort de l'Ayatollah Khomeiny (1989), les démonstrations de ce pragmatisme abondent.

Tel qu'analysé préalablement, préférant ne pas s'immiscer dans une situation complexe, l'Iran choisit la neutralité et l'inaction lors de la Deuxième guerre du Golfe persique et du soulèvement des Shiites irakiens qui s'en suivit (1990-1991). Cette inaction volontaire refit surface avec le cas de la Tchétchénie. Ne voulant pas s'aliéner le partenaire économique, politique, militaire et culturel russe, les gouvernants iraniens décidèrent de ne soutenir d'aucune façon le soulèvement des Tchétchènes (musulmans) contre la Russie (chrétienne). Une situation très similaire aux refus iranien de soutenir les Ouïgours (musulmans) opprimés par la Chine (communiste). En d'autres termes, la République Islamique préfère maintenir une relation pragmatique avec la Russie et la Chine, car elle en retire beaucoup plus d'avantages (ex. partenariat stratégique avec l'Organisation de Coopération de Shanghai; partenariat économique avec les ententes énergétiques en Asie centrale et au Caucase; vente massive de gaz naturel et de pétrole à la Chine; avantages politiques avec les vetos russes et chinois au Conseil de Sécurité des Nations Unies, etc.)

Deux autres exemples qui démontrent bien ce pragmatisme seraient 1) le cas du conflit arméno-azéri (1990-1991) et 2) l'Afghanistan sous les Talibans et suite à l'intervention américaine (1994-2008). Dans le premier cas, l'Iran a décidé d'aider l'Arménie militairement (en lui vendant des armes) et économiquement (en lui fournissant de l'énergie à bas prix) lors de sa guerre avec l'Azerbaïdjan. Cette décision en étonna plusieurs, car l'Iran soutenait ainsi le belligérant chrétien contre son voisin musulman shiite. Une décision qui contrevenait à l'idéologie révolutionnaire khomeyniste, mais l'intérêt national de l'Iran concordait avec celui de l'Arménie (et par extension, celui de la Russie). Le cas de l'Afghanistan est aussi très révélateur. Comme tout État recherchant la stabilité et la croissance, les Iraniens n'ont pas vu d'un bon œil l'arrivée au pouvoir des Talibans (1994), aussi "islamistes" soient-ils. La République Islamique se lança donc dans une tacite alliance avec la Russie (chrétienne) et

l'Inde (hindou) pour contrer l'influence de l'Afghanistan et de son patronage pakistano-saoudien (musulman). Encore une fois, l'idéologie est mise de côté lorsqu'elle ne concorde pas avec l'intérêt national. Une situation semblable survint au moment de l'intervention américaine en Afghanistan. Les Iraniens ont en effet aidé les États-Unis (i.e. l'ennemi officiel), ce choix étant préférable à la présence d'un régime réactionnaire sunnite sur leur frontière orientale.

Néanmoins, tel que vu dans notre quatrième chapitre, lorsque l'idéologie khomeyniste correspond à l'intérêt national, les dirigeants iraniens n'ont aucune difficulté à l'utiliser pour en tirer des avantages. Une situation perceptible dans le cas du Liban et de l'Irak. Dans le cas libanais, la République Islamique profite de sa relation privilégiée avec le Hezbollah (qu'elle créa en 1982) pour influencer le Proche-Orient. Cette relation offre à l'Iran deux avantages stratégiques. Dans un premier temps, comme le réalisme néoclassique l'avance, la recherche d'influence est un objectif concret de politique étrangère, et l'Iran utilise sa main mise sur le Hezbollah pour devenir un joueur clé sur la scène régionale. Dans un deuxième temps, les dirigeants iraniens se sentent menacés par trois acteurs: les États-Unis, Israël et les régimes arabes sunnites. L'alliance avec le Hezbollah offre ainsi un moyen à l'Iran de contenir simultanément les pressions issues de ces trois acteurs.

L'intervention américaine en Irak offrit une situation analogue à l'Iran. Depuis la guerre Iran-Irak, les technocrates et les militaires iraniens sont obsédés par la présence d'un régime sunnite hostile en Irak (et par l'obtention d'une force de frappe nucléaire). Dès lors, avec le renversement du régime sunnite de Saddam Hussein par les Américains en 2003, l'Iran a vu l'opportunité d'influencer à son avantage la scène politique irakienne. D'une part, l'Iran supporte la nouvelle semi-démocratie irakienne, car elle favorise les 60% de Shiïtes; d'autre part, l'Iran soutient, à différents degrés, plusieurs factions politiques shiïtes (ex. SCIRI, Brigade Badr, al-Dawa, les Sadristes, Ayatollah Ali Sistani, etc.) afin d'avoir le plus d'options possible pour influencer son environnement régional. À l'instar de sa politique avec le Hezbollah, cette position offre encore une fois à l'Iran un moyen de contrer simultanément l'influence américaine et arabe sunnite (ex. Arabie Saoudite).

Il aussi très important de mentionner que l'Iran use de cette même politique de "empowerment" pour tous les Shiites, qu'ils soient dans les émirats du Golfe persique (ex. Bahreïn), au Pakistan ou en Afghanistan⁴⁰⁹. Dans le même ordre d'idées, étant donné que la Syrie est dirigé depuis plusieurs décennies par un régime Alaouite (une branche du shiisme), une analyse complète de la politique étrangère iranienne nécessite aussi une étude plus approfondie de l'alliance irano-syrienne. Cependant, ce n'est pas le manque d'intérêt mais bien le manque d'espace qui nous prive d'aborder ces études de cas.

Le but de ce travail était de démontrer le concept réaliste de pragmatisme des dirigeants iraniens en matière de politique étrangère. Le fait de prendre un État dit "révolutionnaire" était selon cette perspective un avantage, car cette apparente contradiction a le mérite de rendre la conclusion plus révélatrice. L'objectif secondaire de cet effort était de contrecarrer les idées des néoconservateurs voulant que la République Islamique d'Iran soit un État fondamentalement révolutionnaire, dont les dirigeants sont mus par une idéologie messianique et qu'ils représentent donc un danger pour la sécurité internationale. En fait, selon deux grands réalistes, John J. Mearsheimer et Stephen M. Walt, même si les États-Unis et Israël expriment leurs craintes face aux dangers posés par les "États voyous" (*rogue states*), ces auteurs soulignent que la population combinée de l'Irak, de l'Iran, de la Libye et de la Syrie ne représente que 40% de celle des États-Unis, que leurs produits nationaux bruts réunis ne représentent que 5% de l'économie américaine et que l'amalgame de leurs dépenses militaires atteint un maigre 3% de celles du Pentagone⁴¹⁰. Dans le même ordre d'idées, le réaliste néoclassique Fareed Zakaria écrit dans son plus récent livre que le produit intérieur brut iranien ne correspond qu'à 1/168 de celui des États-Unis, ses dépenses militaires à 1/110 et que « si nous sommes en 1938, comme plusieurs néoconservateurs l'affirment, alors l'Iran est la Roumanie et non l'Allemagne⁴¹¹ ».

⁴⁰⁹ C'est la thèse avancé par Nasr, Vali, *The Shia Revival: How Conflicts within Islam Will Shape the Future* (New York: W. W. Norton, 2007)

⁴¹⁰ Mearsheimer, John J. et Stephen M. Walt, *The Israel Lobby and U.S. Foreign Policy* (Toronto: Viking Canada, 2007) p. 59

⁴¹¹ Zakaria, Fareed, *The Post-American World* (New York: W. W. Norton, 2008), p. 17

Bref, tel que les tenants de l'école réaliste l'affirment, en matière de politique étrangère, les dirigeants sont principalement motivés par la défense de l'intérêt national et les décideurs de la République Islamique d'Iran, aussi "khomeyniste" soient-ils, n'échappent pas à cette très forte tendance.

BIBLIOGRAPHIE

- Abrahamian, Ervand, *Khomeinism: Essays on the Islamic Republic* (Berkeley: University of California Press, 1993)
- Adib-Moghaddam, Arshin, *Iran in World Politics: The Question of the Islamic Republic* (New York: Columbia University Press, 2008)
- Adib-Maghaddam, Arshin, « On the Jewish Presence in Iranian History », *Monthly Review*, 5 mars 2007, [<http://www.monthlyreview.org/mrzine/aam030507.html>]
- Adler, Alexandre, *Rendez-vous avec l'Islam* (Paris: Grasset et Fasquelle, 2005)
- AFP, « Chavez, Ahmadinejad Solidify Iran-Venezuela Ties », 18 septembre 2006
- Ajami, Fouad, *The Foreigner's Gift: The Americans, the Arabs, and the Iraqis in Iraq* (New York: Free Press, 2007)
- Alavi, Nasrin, « Iran's election signals », *Open Democracy*, 17 mars 2008
[http://www.opendemocracy.net/article/democracy_power/iran_democracy/election_signals]
- Algar, Hamid, *Religion and State in Iran 1785-1906. The Role of the Ulama in the Qajar Period* (Berkeley: University of California Press, 1969)
- Amuzegar, Jahangir, « Iran's Crumbing Revolution », *Foreign Affairs*, vol. 82, no 1 (janvier/février 2003) pp. 44-57
- Amuzegar, Jahangir, « The Ahmadinejad Era: Preparing for the Apocalypse », *Journal of International Affairs*, vol. 60, no 2, (printemps/été 2007) pp. 35-53

- Aoun, Sami (entrevue de Jean-Frédéric Légaré-Tremblay), *L'islam entre tradition et modernité* (Québec: Édition Varia, 2007)
- Attali, Jacques, *Les Juifs, le Monde et l'Argent* (Paris: Fayard, 2002)
- Ayoob, Mohammed, « South-west Asia after the Taliban », *Survival*, vol. 44, no 1 (printemps 2002) pp. 1-18
- Ayoob, Mohammed, *The Many Faces of Political Islam: Religion and Politics in the Muslim World* (Ann Arbor: University of Michigan Press, 2007)
- Barkin, Samuel, « Realist Constructivism », *International Studies Review*, vol. 5 (2003) pp. 325-342
- Barnea, Nahum, « Think Again: Israel vs Hezbollah », *Foreign Policy* (novembre/décembre 2006), pp. 22-28
- Barzin, Nader, *L'Iran nucléaire* (Paris: L'Harmattan, 2005)
- Batistella, Dario, « L'intérêt national. Une notion, trois discours », dans Frédéric Charillon, dir., dans, *Politique Étrangère: Nouveaux Regards* (Paris: Presse de Science Po, 2002) pp. 139-165
- BBC News*, « Who's who in Iraq: SCIRI », 17 juin 2004
[http://news.bbc.co.uk/2/hi/middle_east/3769991.stm]
- Beeman, William O., *The "Great Satan" vs. the "Mad Mullahs": How the United States and Iran Demonize Each Other* (Chicago: University Of Chicago Press, 2008)

Behrooz, Maziar, *Rebels with a Cause. The Failure of the Left in Iran* (New York/Londres: I.B. Tauris, 2000)

Bloombreg.com, « Allawi, Who Battled Hussein, to Lead Iraq After U.S. Handover », 31 Mai 2004,
[<http://www.bloomberg.com/apps/news?pid=10000085&sid=agdsULUSsCdo&refer=europa>]

Breault, Yann, Pierre Jolicœur et Jacques Lévesque, *La Russie et son ex-empire* (Paris: Presses de Science Po, 2003)

Brooks, David, « As Israel Goes for Withdrawal, Its Enemies Go Berserk », *The New York Times*, 16 juillet 2006

Brzezinski, Zbigniew et Robert Gates, *Iran: Time for a New Approach* (New York: Council on Foreign Relations, 2004)

Cakir, Rusen, « The Reemergence of Hizballah in Turkey », *The Washington Institute for Near East Policy*, Policy Focus #74 (septembre 2007)

Carr, E.H., *The Twenty Years' Crisis. An Introduction to the Study of International Relations* (Hampshire: Palgrave, 2001, [1980])

Chehabi, H.E. dir., *Distant Relations: Iran and Lebanon in the Last 500 years* (New York/Londres: I.B. Tauris, 2006)

Christensen, Thomas J., *Useful Adversaries: Grand Strategy, Domestic Mobilization, and Sino-American Conflict, 1947-1958* (Princeton: Princeton University Press, 1996)

Clark, Kate, « Iran sending weapons to Taleban' », *BBC News*, 15 septembre 2008,
[http://news.bbc.co.uk/2/hi/south_asia/7616429.stm]

Claude, Patrice, « La fausse victoire de l'Iran en Irak », *Le Monde*, 4 mars 2008

Clawson, Patrick et Michael Eisenstadt, « Forcing Hard Choices on Tehran: Raising the Costs of Iran's Nuclear Program », *The Washington Institute for Near East Policy*, Policy Focus #62 (novembre 2006)

Clawson, Patrick et Michael Eisenstadt, « The Last Resort: Consequences of Preventive Military Action against Iran », *The Washington Institute for Near East Policy*, Policy Focus #84 (Juin 2008)

Clawson, Patrick et Michael Rubin, *Eternal Iran: Continuity and Chaos* (New York: Palgrave, 2006)

CNN.com, « Coalition: Taliban have Iran arms », 31 mai 2007
[<http://www.cnn.com/2007/WORLD/asiapcf/05/30/iran.taliban/index.html>]

Cockburn, Patrick, *Muqtada Al-Sadr and the Battle for the Future of Iraq* (New York: Scribner, 2008)

Cole, Juan, « The Iraq war is over, and the winner is... Iran », *Salon.com*, 21 juillet 2005,
[<http://dir.salon.com/story/news/feature/2005/07/21/iran/index.html>]

Cordesman, Anthony H. et Martin Kleiber, *Iran's Military Forces and Warfighting Capabilities: The Threat in the Northern Gulf* (Washington D.C.: Center for Strategic & International Studies, 2007)

Courrier International, « L'Iran frappe à la porte du Groupe de Shanghai », 27 mars 2008, p. 12

Coville, Thierry, *Iran, la révolution invisible* (Paris: La Découverte, 2007)

- Crane, Keith, Rollie Lal et Jeffrey Martini, *Iran's Political, Demographic and Economic Vulnerabilities* (Santa Monica: RAND Corporation)
- David, Charles-Philippe, *La guerre et la paix : Approches contemporaines de la sécurité et de la stratégie* (Paris: Presses de Sciences Po, 2006)
- David, Charles-Philippe, *Au Sein de la Maison-Blanche. La formulation de la politique étrangère des États-Unis* (Sainte-Foy: Les Presses de l'Université Laval, 2ème édition, 2004)
- Delgiudice, Marguerite, « Persia: Ancient Soul of Iran », *National Geographic* (août 2008) pp. 34-67
- Dobbins, James, « Time to Deal with Iran », *The Washington Post*, 6 mai 2004, p. A35
- Dobbins, James, « How to Talk to Iran », *The Washington Post*, 22 juillet 2007, p. B07
- Dowd, Maureen, « Dance of the Marionettes », *The New York Times*, 26 septembre 2004
- Doyle, Michael W., « Liberalism and Foreign Policy », dans Steve Smith, Amelia Hadfield et Tim Dunne, dirs., *Foreign Policy. Theories, Actors, Cases* (Oxford: Oxford University Press, 2008) pp. 49-70
- Ehteshami, Anoushiravan, « Iran-Iraq Relations after Saddam », *The Washington Quarterly*, vol. 26, no 4 (automne 2003) pp. 115-129
- Elkhamri, Mounir, « Iran's Contribution to the Civil War in Iraq », *The Jamestown Foundation*, occasional paper (janvier 2007)
- Encel, Frédéric et François Thual, *Géopolitique d'Israël* (Paris: Édition du Seuil, 2006)

- Erdbrink, Thomas, « Facing Obama, Iran Suddenly Hedges on Talks », *The Washington Post*, 13 novembre 2008, p. A01
- Esposito, John L., dir, *The Iranian Revolution: Its Global Impact* (Gainesville: University Press of Florida, 2001)
- Esposito, John L., *The Islamic Threat: Myth or Reality?* (Oxford: Oxford University Press, 1992)
- Éthier, Diane (avec la collaboration de Marie-Joëlle Zahar), *Introduction aux Relations Internationales* (Montréal: Presse de l'Université de Montréal, 2003)
- Fair, Christine, « Indo-Iranian Ties: Thicker Than Oil », *Middle East Review of International Affairs*, vol. 11, no 1 (mars 2007) pp. 41-58
- Farhi, Farideh, « The Antinomies of Iran's War Generation », dans Potter, Lawrence G. et Gary G. Sick, dirs., *Iran, Iraq, and the Legacies of War* (Hampshire: Palgrave Macmillan, 2006) p. 101-120
- Fathi, Nazila, « Former Iranian President Publicly Assails Ahmadinejad », *The New York Times*, 12 décembre 2007
- Fathi, Nazila, « Iran Leader Calls Nuclear Sanctions Ineffective », *The New York Times*, 2 février 2007
- Fischer, Joschka, « War with Iran is on the horizon », *National Post*, 29 mai 2008
- Fuller, Graham E., « The Hizballah-Iran Connection: Model for Sunni Resistance », *The Washington Quarterly*, vol. 30 no 1 (hiver 2006-07) pp. 139-150
- Frankel, Benjamin, « Restating the Realist Case: An Introduction », dans Benjamin Frankel, dir, *Realism: Restatement and Renewal* (Portland: Frank Cass, 1996) pp vii-xx

- Friedberg, Aaron, *The Weary Titan: Britain and the Experience of Relative Decline, 1895-1905* (Princeton: Princeton University Press, 2^{ème} édition, 2006)
- Gagnon, Frédérick, *La politique antidrogue des États-Unis dans la région andine (1989-2001): Une explication réaliste néoclassique*, Mémoire de maîtrise, (Montréal: Université du Québec à Montréal, 2004)
- Galen Carpenter, Ted et Malou Innocent, « The Iraq War and Iranian Power », *Survival*, vol. 49, no 4 (hiver 2007-08) pp. 67-82
- Garver, John, *China and Iran: Ancient Partners in a Post-Imperial World* (Seattle: University of Washington Press, 2006)
- Gilboy, George J. et Eric Heginbotham, « The Latin Americanization of China? », *Current History* (septembre 2004) pp. 256-261
- Gilpin, Robert G., *War and Change in International Politics* (Cambridge: Cambridge University Press, 1981)
- Global Security*, « Badr Corps »,
[<http://www.globalsecurity.org/military/world/para/badr.htm>]
- Global Security*, « Supreme Council for Islamic Revolution in Iraq (SCIRI) »,
[<http://www.globalsecurity.org/military/world/para/sciri.htm>]
- Gouverneur, Cédric, « Sur les routes de l’opium afghan », *Le Monde Diplomatique* (mars 2002) pp. 6-7

- Grosser, Pierre, « De l'usage de l'Histoire dans les politiques étrangères », dans Frédéric Charillon, *Politique Étrangère: Nouveaux Regards* (Paris: Presse de Science Po, 2002) pp. 361-390
- Guzzini, Stefano et Sten Rynning, « Réalisme et analyse de politique étrangère », dans Frédéric Charillon, dir., dans *Politique Étrangère: Nouveaux Regards* (Paris: Presse de Science Po, 2002), pp. 33-65
- Gvosdev, Nikolas et Ray Takeyh, « Pragmatism in the Midst of Iranian Turmoil », *The Washington Quarterly*, vol. 27, no 4 (automne 2004) pp. 33-56
- Haglund, David G. et Tudor Onea, « Sympathy for the Devil: Myth of Neoclassical realism in Canadian Foreign Policy », *Canadian Foreign Policy*, vol. 14, no 2 (automne 2008) pp. 53-66
- Herman, Arthur, « Getting Serious About Iran: A Military Option », *Commentary* (novembre 2006) pp. 28-32
- Henderson, Simon, « Energy in Danger: Iran, Oil, and the West », *The Washington Institute for Near East Policy*, Policy Focus #83 (juin 2008)
- Hiro, Dilip, *The Iranian Labyrinth* (New York: Nation Books, 2005)
- Holsti, Ole R., « Theories of International Relations », dans Michael J. Hogan et Thomas G. Paterson, dirs., *Explaining the History of American Foreign Relations* (New York: Cambridge University Press, 2ème édition, 2004) pp. 51-91
- Hourcade, Bernard, *Iran, nouvelles identités d'une république* (Paris: Belin, 2002)
- Huntington, Samuel, *Le Choc des Civilisation* (Paris: Odile Jacob, 1997)

- Ikenberry, John, « The Rise of China and the Future of the West », *Foreign Affairs*, vol. 87, no 1 (janvier/février 2008) pp. 23-37
- International Crisis Group, « Central Asia's Energy Risks », *Asia Report*, n°133 (24 mai 2007)
- International Crisis Group, « Iraq's Civil War, the Sadrists and the Surge », *Middle East Report*, n°72 (7 février 2008)
- International Crisis Group, « What Does Ahmadi-Nejad's Victory Mean? », *Middle East Briefing*, n°18 (4 août 2005)
- Israël, Gérard, *Cyrus le Grand: Fondateur de l'Empire perse* (Paris: Fayard, 1987)
- Jackson, Richard, *Writing the War on Terrorism: Language, Politics and Counter-terrorism* (Manchester: Manchester University Press, 2005)
- Jehl, Douglas, « Iran Holds Taliban Responsible for 9 Diplomats' Deaths », *The New York Times*, 11 septembre 1998
- Jervis, Robert, *Perception and Misperception in International Politics* (Princeton: Princeton University Press, 1976)
- Kagan, Donald, *On the Origins of War and the Preservation of Peace* (New York: Random House, 1995)
- Kant, Emmanuel, *Projet de paix perpétuelle: esquisse philosophique* (Paris: Librairie Philosophique J. Vrin, 2002 [1795])
- Karsh, Efraim, *The Iran-Iraq War (1980-1988)* (Oxford: Osprey, 2002)

- Keddie, Nikki, *Modern Iran. Roots and Results of Revolution* (New Haven: Yale University Press, 2003)
- Kemp, Geoffrey, « Iran and Iraq: The Shia Connection, Soft Power, and the Nuclear Factor », *United-States Institute of Peace*, Special Report 156 (novembre 2005)
- Kennedy, Paul, *The Rise and Fall of the Great Powers* (New York: Vintage, 1989)
- Kepel, Gilles, *Fitna. Guerre au cœur de l'Islam* (Paris: Gallimard, 2004)
- Khalaji, Mehdi, « The Last Marja: Sistani and the End of Traditional Religious Authority in Shiism », *The Washington Institute for Near East Policy*, Policy Focus #59 (septembre 2006)
- Khosrokhavar, Farhad, « La politique étrangère en Iran: de la révolution à "l'axe du Mal" », *Politique Étrangère*, vol. 1 (2003) pp. 77-91
- Kissinger, Henry, *Diplomacy* (New York: Simon & Shuster, 1994)
- Kleine-Ahlbrandt, Stephanie et Andrew Small, « China's New Dictatorship Diplomacy », *Foreign Affairs*, vol. 87, no 1, (janvier/février 2008) pp. 38-56
- Kornbluh, Peter et Malcolm Byrne, *The Iran-Contra Scandal: The Declassified History* (New York: The New Press, 1993)
- Kubáľková, Vendulka, « A Constructivist Primer », dans V. Kubáľková, dir., *Foreign Policy in a Constructed World* (New York: M.E. Sharpe, 2001) pp. 56-76
- Kurzman, Charles, *The Unthinkable Revolution in Iran* (Cambridge: Harvard University Press, 2004)

Krauthammer, Charles, « In Iran, Arming for Armageddon », *The Washington Post*, 16 décembre 2005

Krauthammer, Charles, « The Holocaust Declaration », *The Washington Post*, 11 avril 2008

Leenders, Reinoud, Amal Ghazal et Jens Hanssen, dirs, « The Sixth War: Israel's Invasion of Lebanon », *The MIT Electronic Journal of Middle East Studies*, vol. 6 (été 2006) pp. 1-186

Legro, Jeffrey W. et Andrew Moravcsik, « Is Anybody Still a Realist? », *International Security*, vol. 24, no 2 (automne 1999) pp. 5-55.

Lévesque, Jacques (entrevue de Jean-Frédéric Légaré-Tremblay), *Le retour de la Russie* (Québec: Édition Varia, 2007)

Lévesque, Jacques et Ekaterina Piskunova, « Les Griefs et Défis d'une Russie qui Jauge ses Forces », dans Gérard Hervouet, Michel Fortmann et Albert Legault, dirs., *Les Conflits dans le Monde 2007* (Sainte-Foy: Les Presses de l'Université de Laval, 2007) pp. 79-91

Lévesque, Jacques et Andreï Minatchev, « L'identité et la sécurité de la Russie: les crises internationales comme miroir de la guerre de Tchétchénie », *Études internationales*, vol. 35, no 1 (mars 2004), pp. 49-72

Lévesque, Jacques, « Russia and the Muslim World: The Chechnya Factor and Beyond », *Russian Analytical Digest*, no 44 (2 juillet 2008) pp. 6-9

Logan, Justin et Ted Galen Carpenter, « Evidence Suggests Iran Wouldn't Pull Nuclear Trigger », *CATO Institute* [cato.org], 15 février 2007

MacAskill, Ewen, « Iran fires missile from submarine », *The Guardian*, 28 août 2006

- Macleod, Alex, Isabelle Masson et David Morin, « Identité nationale, sécurité et la théorie des relations internationales », *Études internationales*, vol. 35, no 1 (mars 2004) pp. 7-24
- Macleod, Alex, « Le réalisme classique », dans Alex Macleod et Dan O'Meara, dirs., *Théories des relations internationales. Contestations et résistances* (Montréal: Édition Athéna, 2007), pp. 35-89
- Matin-Asgari, Afshin, « Tehran Memoirs and Diaries: Winter 1979 and Summer 1997 », *Comparative Studies of South Asia, Africa and the Middle East*, vol. 20, no 1, (2000) pp. 171-179
- Mearsheimer, John J., « Better to Be Godzilla than Bambi », *Foreign Policy* (janvier/février 2005) pp.47-48
- Mearsheimer, John J., « The False Promise of International Institutions », *International Security*, vol. 19, no 3, (Hiver 1994-1995), pp. 5-49
- Mearsheimer, John J. et Stephen M. Walt, *The Israel Lobby and U.S. Foreign Policy* (Toronto: Viking Canada, 2007)
- Michel, Serge, « When China Met Africa », *Foreign Policy* (mai/juin 2008) pp. 38-46
- Moravcsik, Andrew, « Taking Preferences Seriously: A Liberal Theory of International Politics », *International Organization*, vol. 51, no 4 (automne 1997) pp. 513-53
- Morgenthau, Hans J., (révisé par Kenneth W. Thompson and W. David Clinton), *Politics Among Nations. The Struggle for Power and Peace* (New York: McGraw Hill, 7ème Edition, 2006)

- Moubayed, Sami, « Syria exploits US loopholes », *Asia Times Online*, 7 août 2008, [http://www.atimes.com/atimes/Middle_East/JH07Ak01.html]
- Mouradian, Claire, « Des politiques étrangères sous influence », *La Documentation française* (Décembre 1996) pp. 50-60
- Mouradian, Claire, *L'Arménie* (Paris: Presses Universitaire de France, 2ème édition, 1996)
- Nahavandi, Houchang, *La Révolution iranienne: vérité et mensonges* (Paris: L'Age d'Homme, 2000)
- Nasr, Seyyed Hossein, *Islam: Religion, History, and Civilization* (New York: HarperCollins, 2002)
- Nasr, Vali et Ali Gheissari, « Foxes in Iran's Henhouse », *The New York Times*, 13 décembre 2004
- Nasr, Vali, *The Shia Revival: How Conflicts within Islam Will Shape the Future* (New York: W. W. Norton, 2007)
- National Security Archives*, « The Iran-Contra Affair 20 Years On: Documents Spotlight Role of Reagan, Top Aides » [http://www.gwu.edu/~nsarchiv/NSAEBB/NSAEBB210/index.htm]
- O'Meara, Dan, « Le constructivisme. Sa place, son rôle, sa contribution et ses débats », dans Alex Macleod et Dan O'Meara, dirs., *Théories des relations internationales. Contestations et résistances* (Montréal: Édition Athéna, 2007) pp. 181-206
- O'Meara, Dan et Stéphane Roussel, « Le libéralisme classique: une constellation de théories », dans Macleod, Alex et Dan O'Meara, dirs., *Théories des relations*

internationales. Contestations et résistances (Montréal: Édition Athéna, 2007) pp. 89-110

Ottaway, Marina, Nathan J. Brown, Amr Hamzawy, Karim Sadjadpour et Paul Salem, *The New Middle East* (Washington D.C.: Carnegie Endowment for International Peace, 2008)

Owen, John M., « How Liberalism Produces Democratic Peace », *International Security*, vol. 19, no 2 (automne 1994), pp. 87-125

Parsi, Trita et Roy Ben-Yehuda, « Essential things Israelis and Iranians should know about each other », *Haaretz*, 19 Juillet 2008, [<http://www.haaretz.com/hasen/spages/1003236.html>]

Parsi, Trita, « Israel and the origins of Iran's Arab option: dissection of a strategy misunderstood », *Middle East Journal*, vol. 60, no 3 (été 2006) pp. 493-523

Parsi, Trita « Teheran and Jerusalem are not natural enemies », *Heartland: Eurasian Review of Geopolitics*, vol. 4 (2005) pp. 46-52

Parsi, Trita, *Treacherous Alliance: The Secret Dealings of Israel, Iran, and the United States* (New Haven: Yale University Press, 2007)

Peterson, Scott, « Iran flexes its "soft power" in Iraq », *The Christian Science Monitor*, 20 Mai 2005 [<http://www.csmonitor.com/2005/0520/p06s02-woiq.html>]

Podhoretz, Norman, « The Case for Bombing Iran », *Commentary*, juin 2007, pp. 17-23

Pollack, Kenneth, *The Persian Puzzle: The Conflict Between Iran and America* (New York: Random House, 2005)

- Priest, Dana et Robin Wright, « Iraq Spy Service Planned by U.S. To Stem Attacks », *The Washington Post*, 11 décembre 2003, p. A41
- Purvis, Andrew, « Lessons from Libya », *TIME*, 12 janvier 2004, p. 6
- Rashid, Ahmed, *L'ombre des taliban* (Paris: Autrement Frontière, 2001)
- Razavi, Sam et Julien Saada, « L'Iran, l'Irak et les élections américaines », *Le Devoir*, 2 mai 2008, p. A9
- Razavi, Sam, « L'Iran, un danger pour le monde? Les risques de la simplifications », *Le Devoir*, 18 janvier 2008, p. A9
- Robichaud, Chantal, « Intérêt national », dans Macleod, Alex, Évelyne Dufault et Guillaume Dufour, dirs., *Relations Internationales: Théories et concepts* (Montréal: Éditions Athéna, 2002) pp. 85-87
- Richard Norton, Augustus, *Hezbollah: A Short History* (Princeton: Princeton University Press, 2007)
- Richard, Yann, *L'Iran. Naissance d'une république islamique* (Paris: De la Martinière, 2006)
- Robichaud, Chantale, « Libéralisme », dans Macleod, Alex, Évelyne Dufault et Guillaume Dufour, dirs., *Relations Internationales : Théories et concepts* (Montréal: Éditions Athéna, 2002) pp. 90-93
- Rose, Gideon, « Neoclassical Realism and Theories of Foreign Policy », *World Politics*, vol. 51, no 1 (octobre 1998), pp. 144-172

- Roussel, Stéphane, *The North American Democratic Peace: Absence of War and Security Institution-Building in Canada-US Relations, 1867-1958* (Montréal-Toronto: McGill-Queen's University Press, 2004)
- Roy, Olivier, *L'Asie centrale contemporaine* (Paris: Presse Universitaire de France, 2001)
- Roy, Olivier, *L'Islam mondialisé* (Paris: Seuil, 2002)
- Saab, Bilal Y., « Rethinking Hezbollah's Disarmament », *Middle East Policy*, vol. 15, no 3 (automne 2008) pp. 93-106
- Saada, Julien, « La stratégie politique iranienne: idéologie ou pragmatisme? », *Revue internationale et stratégique*, no 69 (2008), pp. 55-68
- Sadjadpour, Karim, *Reading Khamenei: The World View of Iran's Most Powerful Leader* (Washington D.C.: Carnegie Endowment for International Peace, 2008)
- Samii, William, « Iran and Chechnya: Realpolitik at Work », *Middle East Policy*, vol. 8, no 1 (mars 2001) pp. 48-57
- Schweller, Randall, « Bandwagoning for Profit: Bringing the Revisionist State Back In », *International Security*, vol. 19, no 1. (été 1994), pp. 72-107
- Schweller, Randall, *Deadly Imbalances: Tripolarity and Hitler's Strategy of World Conquest* (New York: Columbia University Press, 1998)
- Schweller, Randall, « New Realist Research on Alliances: Refining Not Refuting Waltz's Bandwagoning Proposition », *American Political Science Review*, vol. 91 (décembre 1997) pp. 927-30

- Snyder, Jack, *Myths of Empire: Domestic Politics and International Ambition* (Ithaca: Cornell University Press, 1991)
- Telhami, Shibley, « Kenneth Waltz, Neorealism and Foreign Policy », *Security Studies*, vol. 11, no 3 (printemps 2002), pp. 158-170
- Thaddeus Jackson, Patrick, dir, « Bridging the Gap: Toward a Realist-Constructivist Dialogue », *International Studies Review*, vol. 6 (2004) pp. 337-352
- Tisdall, Simon, « Iran-Iraq war memories fuel Tehran vision », *The Guardian*, 29 juin 2006
- Waltz, Kenneth, « A Response to my Critics », dans Robert Keohane, *Neorealism and its Critics* (New York: Columbia University Press, 1986)
- Waltz, Kenneth, « International Politics is Not Foreign Policy », *Security Studies*, vol. 6, no 3 (automne 1996), pp. 54-57
- Waltz, Kenneth, *Theory of International Politics* (New York: Random House, 1979)
- Walzer, Michael, *Guerres justes et injustes*, (Paris: Édition Belin, 1999)
- Washington Times*, « Iranian Guard's mission evolves », 19 mars 2007
- Weldes, Jutta, *Constructing National Interest. The United States and the Cuban Missile Crisis* (Minneapolis: University of Minnesota Press, 1999)
- Wendt, Alexander, « Anarchy is What States Make of it: The Social Construction of Power Politics », *International Organization*, vol. 46, no 2, (printemps 1992), pp. 391-42
- Wendt, Alexander, « Constructing International Politics », *International Security*, vol. 20, no 1 (1995)

- Wohlforth, William C., « Realism and Foreign Policy », dans Steve Smith, Amelia Hadfield and Tim Dunne, dirs, *Foreign Policy. Theories, Actors, Cases* (Oxford: Oxford University Press, 2008), pp. 31-48
- Wohlforth, William C., *The Elusive Balance: Power and Perceptions During the Cold War* (Ithaca: Cornell University Press, 1993)
- Woods, Kevin, James Lacey et Williamson Murray, « Saddam's Delusions: The View From the Inside », *Foreign Affairs*, vol. 85, no 3 (mai/juin 2006) pp. 2-27
- Wright, Robin, « Elite Revolutionary Guard Broadens Its Influence in Iran », *The Washington Post*, 1 avril 2007, p. A21
- Wright, Robin, *The Last Great Revolution: Turmoil and Transformation in Iran* (New York: Vintage, 2001)
- Wright, Robin, « Rice Urges Iran to Attend Mideast Meeting on Iraq », *The Washington Post*, 24 avril 2007, p. A10
- Yadav, Stacey Philbrick, « Lebanon's Post-Doha Political Theater », *Middle East Report Online*, 23 juillet 2008, [<http://www.merip.org/mero/mero072308.html>]
- Yamani, Mai, « The Two Faces of Saudi Arabia », *Survival*, vol. 50, no 1 (mai 2008) pp. 143-146
- Zakaria, Fareed, *The Post-American World* (New York: W. W. Norton, 2008)
- Zakaria, Fareed, *From Wealth to Power. The Unusual Origins of America's World Role* (Princeton: Princeton University Press, 1998)

Zakaria, Fareed, « Realism and Domestic Politics: A Review Essay », dans Michael E. Brown, Sean M. Lynn-Jones and Steven E. Miller, dirs, *The Perils of Anarchy. Contemporary Realism and International Security* (Cambridge: MIT Press, 1995) pp. 462-484